

# COMPTES NATIONAUX

Comptes des administrations publiques

2002

Institut des Comptes Nationaux

Service Statistiques financières et économiques  
Banque Nationale de Belgique, Bruxelles

**Contenu de la publication**

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995).

Les *comptes nationaux annuels* de la Belgique sont publiés en trois parties. Une première publication paraît au mois d'avril suivant l'année de référence et présente une première estimation des principaux agrégats de la comptabilité nationale, établie sur la base des comptes trimestriels. Les comptes annuels de l'ensemble des secteurs institutionnels, y compris tous les tableaux relatifs aux administrations publiques ainsi que l'analyse des différentes branches d'activité, paraissent dans une deuxième publication en octobre de l'année qui suit l'année de référence. Enfin en décembre, une troisième publication présente des informations complémentaires.

Les *comptes annuels des administrations publiques* font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation, diffusée au mois de juin, présente les comptes complets des administrations publiques qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre.

Cette publication présente la plupart des données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leurs relations avec le reste de l'économie pour la période allant de 1993 à 2002. Elle se compose de six chapitres. Le premier et le deuxième contiennent respectivement un bref commentaire des évolutions les plus récentes en matière de finances publiques et des précisions méthodologiques. Les chapitres 3 à 6 présentent les données statistiques. Le troisième chapitre présente les concepts de recettes et de dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le quatrième présente les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le cinquième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le sixième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles au 31 mai 2003.

**Commandes**

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque Nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Téléphone: 02 / 221 20 33  
Fax: 02 / 221 31 63  
E-mail: [documentation@bnbb.be](mailto:documentation@bnbb.be)

**Pour plus d'informations**

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Statistiques financières et économiques de la Banque Nationale de Belgique.

Téléphone: 02 / 221 30 26  
Fax: 02 / 221 32 30  
E-mail: [nationalaccounts@nbb.be](mailto:nationalaccounts@nbb.be)

**Editeur responsable**

J.-J. Vanhaelen, chef du département Statistique générale, Banque Nationale de Belgique.

Institut des Comptes Nationaux / Banque Nationale de Belgique, Bruxelles  
La mention de la source est obligatoire. La reproduction pour usage propre ou interne est autorisée.

**ISSN/1379-6593**

## Avant-propos

Les comptes des administrations publiques sont établis selon le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995). Ce système représente la méthodologie de référence pour l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne.

Les comptes des administrations publiques résultent d'une collaboration étroite entre la Banque Nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Cette publication couvre les dix dernières années, soit la période 1993-2002.

Pour les besoins des utilisateurs de séries longues, les mêmes tableaux reprenant les données à partir de 1970 sont disponibles via Belgostat on-line sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique.

Les tableaux qui présentent les dépenses des administrations publiques par fonctions et opérations (répartition fonctionnelle des dépenses) seront publiés dans la version des comptes nationaux détaillés qui paraîtra en octobre.

Le Président du Conseil d'Administration de  
l'Institut des Comptes Nationaux

Lambert Verjus

Bruxelles, juin 2003

## TABLE DES MATIERES

<b>Avant propos</b>	<b>3</b>
<b>1. Synthèse</b>	
1.1. Evolution des finances publiques en 2002	8
1.2. Bref commentaire sur les recettes fiscales des entités fédérées	10
<b>2. Méthodologie</b>	
2.1. Le changement de secteur des entreprises publiques de radiotélévision	15
2.2. Modifications aux tableaux 5 et 6	15
<b>3. Tableaux synoptiques</b>	
3.1. Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	1
3.2. Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du Pouvoir fédéral	2
3.3. Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des Communautés et régions	3
3.4. Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	4
3.5. Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	5
<b>4. Comptes</b>	
4.1. Administrations publiques (S.13)	9
4.2. Pouvoir fédéral (S.1311)	21
4.3. Communautés et régions (S.1312)	33
4.4. Administrations locales (S.1313)	45
4.5. Administrations de sécurité sociale (S.1314)	57
<b>5. Impôts et cotisations sociales effectives par type</b>	
5.1. Reçus par les administrations publiques (S.13)	71
5.2. Reçus par le Pouvoir fédéral (S.1311)	76
5.3. Reçus par les Communautés et régions (S.1312)	81
5.4. Reçus par les administrations locales (S.1313)	86
5.5. Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	91
5.6. Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	96
5.7. Prélèvements pour financer d'autres sous-secteurs	101
<b>6. Détail des prestations sociales</b>	
6.1. Payées par les administrations publiques (S.13)	105
6.2. Payées par le Pouvoir fédéral (S.1311)	106
6.3. Payées par les Communautés et régions (S.1312)	107
6.4. Payées par les administrations locales (S.1313)	108
6.5. Payées par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	109

<b>Signes conventionnels</b>	n.d.	non disponible
	p.m.	pour mémoire
	p	provisoire
	0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue





## 1.1 Evolution des finances publiques en 2002

Quelques chiffres-clés des finances publiques établis dans le cadre de la norme européenne, le SEC 1995, sont présentés dans le tableau 1.

Comme déjà annoncé fin mars 2003 sur base des estimations préliminaires, les résultats confirment que les comptes des administrations publiques de 2002 sont à l'équilibre. La *capacité de financement* des administrations publiques est passée de 1.263 à 99 millions d'euros, revenant de 0,5 p.c. du PIB en 2001 (0,3 p.c. du PIB, lorsque sont exclues les ventes de licences UMTS) à 0,0 p.c. du PIB en 2002.

A partir de janvier 2002, les entreprises publiques de radiotélévision qui étaient considérées comme des sociétés non financières sont assimilées aux administrations publiques (voir point 2.1). L'incidence de ce changement de secteur sur le solde de financement des administrations publiques est peu important; par contre, la composition des recettes et des dépenses est modifiée et leur niveau total est augmenté de 0,2 p.c. du PIB.

Les dépenses ont augmenté de 0,9 p.c. du PIB et se sont élevées à 50,3 p.c. du PIB en 2002; cette évolution résulte d'une croissance des dépenses primaires de 1,4 p.c. du PIB et d'une baisse de 0,5 p.c. du PIB des charges d'intérêts, qui s'explique par la réduction de la dette et par la diminution relativement sensible du taux d'intérêt

implicite. De leur côté, les recettes ont augmenté de 0,5 p.c. du PIB et se sont établies à 50,4 p.c. du PIB. Par conséquent, le solde primaire diminue de 1,0 p.c. du PIB et s'établit à 6,1 p.c. du PIB.

La hausse des *dépenses primaires* est essentiellement imputable aux rémunérations (0,4 p.c. du PIB), aux prestations sociales (0,7 p.c. du PIB), parmi lesquelles les dépenses de chômage croissent de 13,8 p.c., soit la plus forte hausse depuis 1993, et aux dépenses en capital (0,2 p.c. du PIB). Les composantes des dépenses en capital ont évolué de manière fort différente. La formation brute de capital fixe reste stable mais est encore, comme en 2001, affectée par des ventes de bâtiments (0,1 p.c. du PIB au lieu de 0,2 p.c. du PIB en 2001) qui sont, conformément à la méthodologie des comptes nationaux SEC 1995, considérées comme des dépenses négatives. Les autres acquisitions nettes d'actifs non financiers progressent de 0,1 p.c. du PIB mais restent globalement négatives comme en 2001: en 2001, elles étaient affectées par les ventes de licences UMTS (0,2 p.c. du PIB) et en 2002, elles sont influencées par la vente des terrains de l'aéroport de Bruxelles-National à la société BIAC (0,1 p.c. du PIB). Enfin, les transferts en capital aux autres secteurs progressent de 0,1 p.c. du PIB.

La hausse des *recettes totales* est due à l'évolution des recettes fiscales et parafiscales, qui augmentent de 0,5 p.c. du PIB.

TABLEAU 1: DEPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	1998	1999	2000	2001	2002
<i>En millions d'euros</i>					
Dépenses courantes et en capital	114.289	118.090	122.352	125.609	131.281
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(50,7)</i>	<i>(50,1)</i>	<i>(49,4)</i>	<i>(49,4)</i>	<i>(50,3)</i>
Dépenses primaires	97.243	101.617	105.552	108.824	115.472
dont:					
Rémunérations	26.138	27.304	28.294	29.549	31.182
Prestations sociales	49.771	51.293	53.283	55.998	59.189
Charges d'intérêts	17.046	16.474	16.800	16.785	15.809
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(7,6)</i>	<i>(7,0)</i>	<i>(6,8)</i>	<i>(6,6)</i>	<i>(6,1)</i>
Recettes totales	112.633	117.057	122.657	126.872	131.380
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(50,0)</i>	<i>(49,7)</i>	<i>(49,6)</i>	<i>(49,9)</i>	<i>(50,4)</i>
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	102.333	106.266	111.535	114.735	118.924
Epargne brute	3.854	4.980	6.794	5.969	5.585
Capacité (+)/besoin (-) de financement	-1.656	-1.033	305	1263	99
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(-0,7)</i>	<i>(-0,4)</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(0,5)</i>	<i>(0,0)</i>
Solde primaire	15.390	15.440	17.105	18.048	15.908
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(6,8)</i>	<i>(6,6)</i>	<i>(6,9)</i>	<i>(7,1)</i>	<i>(6,1)</i>
Pour mémoire: solde de financement selon la procédure déficits excessifs <sup>(1)</sup>	-1.570	-1.016	410	1.402	232
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(-0,7)</i>	<i>(-0,4)</i>	<i>(0,2)</i>	<i>(0,6)</i>	<i>(0,1)</i>

(1) Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.

Les impôts indirects enregistrent une hausse de 0,2 p.c. du PIB, passant de 12,7 p.c. du PIB en 2001 à 12,9 p.c. du PIB en 2002. Cette évolution est partiellement due au niveau particulièrement bas enregistré en 2001 par ces recettes qui avaient même reculé en valeur nominale (-209 millions d'euros). Par ailleurs, conformément au SEC95, les recettes générées par la TVA sont enregistrées dans les comptes publics à l'exclusion du montant qui doit être reversé aux Institutions de l'Union Européenne. En 2002 est intervenue une modification dans le financement de l'Union entraînant une diminution des versements TVA à effectuer. Ainsi une part plus importante du montant total des perceptions de TVA a été enregistrée comme recettes des administrations publiques (l'impact est estimé à environ 0,1 p.c. du PIB). Les cotisations sociales effectives ont crû de 0,2 p.c. du PIB, conséquence de la modification de la structure des revenus générés par l'activité économique. Ainsi, l'augmentation de la masse salariale (3,9 p.c.), qui constitue la base imposable pour la plus grande partie des cotisations sociales, a dépassé la croissance du PIB (2,5 p.c.) de 1,4 point de pourcentage. Cet effet de structure a également joué pour les impôts directs des

ménages, qui constituent la plus grande partie de cette catégorie d'impôts: malgré les mesures d'allègements fiscaux, ils n'ont pas varié en pourcentage du PIB. Les impôts directs totaux sont restés stables à 17,6 p.c. du PIB.

Les ventes courantes de biens et services produits ont crû de 8,4 p.c. suite à l'inclusion des entreprises publiques de radiotélévision dans le secteur des administrations publiques.

Les transferts en capital en provenance des autres secteurs ont chuté de 90,7 millions d'euros principalement en raison de la comptabilisation en 2001 du montant à restituer au pouvoir fédéral par les sociétés à la suite des déductions fiscales qui leur avaient été octroyées lors du remboursement des aides Maribel bis et ter et qui ont été déclarées non conformes par l'arrêt du 3 juillet 2001 de la Cour de justice européenne.

La détérioration du solde de financement de l'ensemble des administrations publiques est le résultat d'évolutions différentes des divers sous-secteurs.

**TABLEAU 2: BESOIN (-) OU CAPACITE (+) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

	1998	1999	2000	2001	2002
<i>En millions d'euros</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-3.703	-3.714	-1.125	-2.250	-714
Communautés et régions (S.1312)	628	890	568	1.920	-464
Administrations locales (S.1313)	382	196	-568	-188	448
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	1.038	1.595	1.430	1.780	829
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-1.656	-1.033	305	1.263	99
<i>En pourcentage du PIB</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1,6	-1,6	-0,5	-0,9	-0,3
Communautés et régions (S.1312)	0,3	0,4	0,2	0,8	-0,2
Administrations locales (S.1313)	0,2	0,1	-0,2	-0,1	0,2
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,5	0,7	0,6	0,7	0,3
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-0,7	-0,4	0,1	0,5	0,0

Le déficit du pouvoir fédéral a fortement diminué, de 2.250 à 714 millions d'euros, soit de 0,6 p.c. du PIB. Outre par la baisse des charges d'intérêts, le solde de 2002 a été positivement influencé par les modifications ayant affecté les montants transférés aux Communautés et régions ainsi qu'à la sécurité sociale. En effet, les moyens transférés aux Communautés et régions ont diminué sous l'effet des soldes de régularisation qui découlent des modalités de fixation des paramètres macro-économiques retenus pour leur calcul. Les transferts à la sécurité sociale, qui avaient été gonflés en 2001 par la reprise de la dette de la sécurité sociale par le pouvoir fédéral se sont réduits.

Le surplus des Communautés et régions est passé de 1.920 millions d'euros à un déficit de 464 millions d'euros. Ce résultat est la conséquence de la diminution des versements en provenance du pouvoir fédéral, des mesures d'allègements fiscaux prises par les régions ainsi que de la forte augmentation des dépenses.

Le solde de financement des administrations locales est passé d'un déficit de 188 millions d'euros à un surplus de 448 millions d'euros. Ce retournement trouve entre autres son origine dans l'augmentation des recettes d'impôts indirects, plus particulièrement des additionnels sur le précompte immobilier, ainsi que dans la baisse des investissements. Suite à la réforme des polices, les transferts reçus du pouvoir fédéral et les rémunérations ont augmenté.

Le surplus des administrations de sécurité sociale est passé de 1.780 millions d'euros à 829 millions d'euros. Comme les recettes de cotisations ont favorablement évolué (0,2 p.c. du PIB), la réduction du surplus s'explique par l'augmentation des prestations sociales et par la diminution des transferts reçus en provenance du pouvoir fédéral.

## 1.2 Bref commentaire sur les recettes fiscales des entités fédérées.

Jusqu'en 2001 inclus, suite à la loi spéciale du 16 janvier 1989, les impôts régionaux étaient au nombre de 7 (dont 6 étaient effectivement ristournés, totalement ou en partie):

- la taxe sur les jeux et paris;
- la taxe sur les appareils automatiques de divertissement;
- la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées;
- les droits de succession et de mutation par décès;
- le précompte immobilier;
- les droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles situés en Belgique;

- la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

Les régions recevaient l'intégralité du produit des 5 premiers et une partie des droits d'enregistrement. Quant à la taxe de circulation, la part leur revenant était nulle.

Depuis le 1er janvier 2002, suite à l'adoption de la loi spéciale du 13 juillet 2001, le nombre d'impôts régionaux s'est accru. Aux impôts existants sont venus s'ajouter les impôts suivants:

- les droits d'enregistrement sur:
  - la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble en Belgique;
  - les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique;
- les droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles;
- la taxe de mise en circulation;
- l'eurovignette;
- la redevance radio et télévision<sup>1</sup>.

Le produit de tous les impôts régionaux est dorénavant entièrement transféré aux régions<sup>2</sup>. Ainsi, les régions reçoivent dorénavant la totalité de la taxe de circulation et des droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles situés en Belgique.

Avant la loi spéciale du 13 juillet 2001, les régions n'avaient qu'une autonomie fiscale limitée pour plusieurs de ces impôts régionaux. A partir de 2002, elles ont une autonomie totale pour tous ces impôts.

De plus, la loi spéciale du 13 juillet 2001 augmente considérablement l'autonomie fiscale pour l'impôt des personnes physiques et permet aux régions, sous certaines conditions, de percevoir des centimes additionnels et d'accorder des réductions d'impôts (ou soustractions) applicables à toutes personnes soumises à l'impôt des personnes physiques.

A côté des impôts régionaux attribués aux régions aux moyens des lois spéciales, il existe aussi des taxes propres perçues directement par les régions. Les plus importantes sont d'une part, les taxes environnementales (taxes sur les eaux usées, sur les prises d'eau, sur les déchets<sup>3</sup>,...) qui existent dans les trois régions du Royaume et, d'autre part, la taxe régionale forfaitaire et la

---

<sup>1</sup> La redevance radio et télévision était précédemment attribuée aux Communautés. Dans les comptes nationaux, la redevance radio et télévision était considérée comme une vente de services par les entreprises publiques de radiotélévision et seule la partie conservée par les Communautés était enregistrée parmi les autres impôts sur la production. Pour plus de détails sur ce sujet, voir la partie "2. Méthodologie".

<sup>2</sup> Depuis 1999, la région flamande perçoit elle-même le précompte immobilier ainsi que les additionnels provinciaux et communaux s'y rapportant.

<sup>3</sup> Il importe de ne pas confondre les taxes sur les déchets qui sont des opérations sans contrepartie avec les redevances perçues par les communes pour l'enlèvement des ordures qui sont considérées comme des recettes de prestations de services.

taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles de la région de Bruxelles-Capitale.

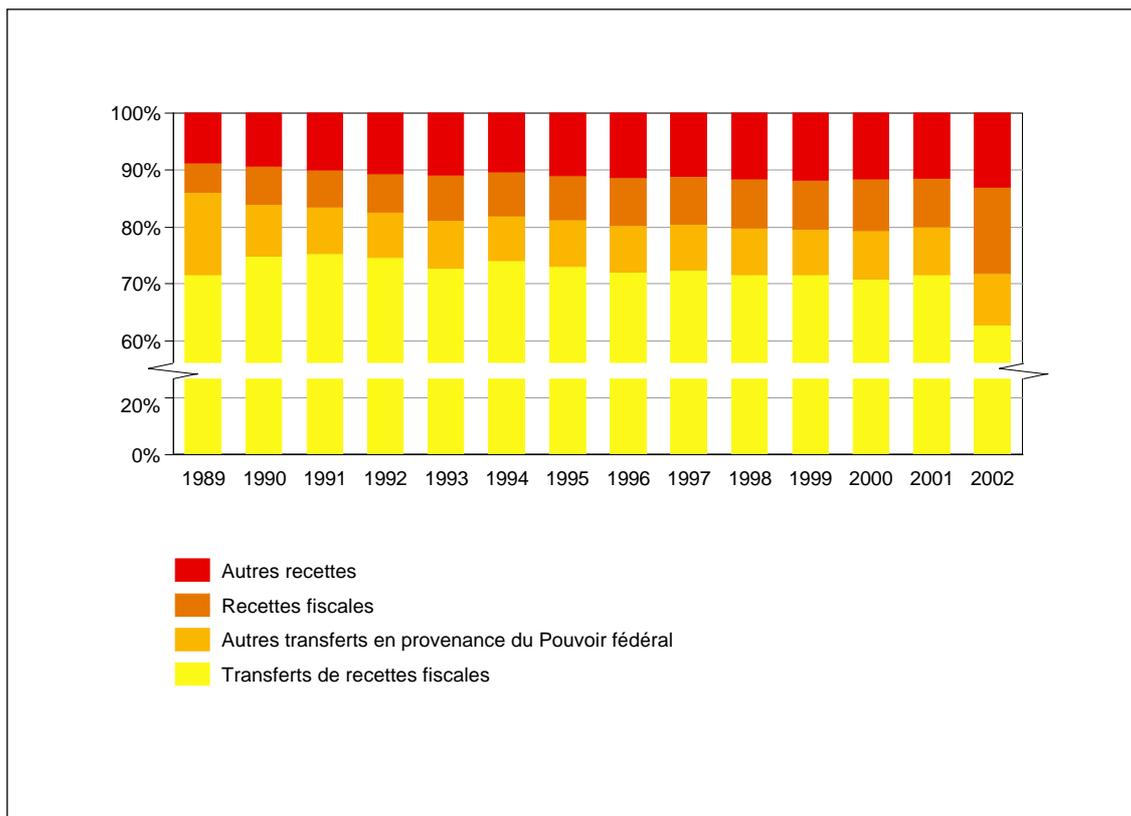
En application de la loi spéciale du 13 juillet 2001, la région flamande a supprimé la redevance radio et télévision et a diminué les droits d'enregistrement. La région de Bruxelles-Capitale a aussi décidé de ne pas percevoir la redevance radio et télévision mais a, en compensation, augmenté la taxe régionale forfaitaire qui fait partie de ses impôts propres.

Le graphique montre l'évolution de la structure des recettes des Communautés et régions depuis l'année 1989<sup>4</sup>, première année pour laquelle les comptes des Communautés et régions sont disponibles de façon séparées.

Les transferts de recettes fiscales, qui se composent des impôts partagés finançant les Communautés et des impôts conjoints finançant les régions, prévus par la loi

spéciale du 16 janvier 1989, constituent avec une part relative proche de 70 p.c. la plus importante recette des Communautés et régions. Pour la première fois depuis 1989, cette part diminue fortement en 2002. Ce recul s'explique par l'augmentation de la part relative des recettes fiscales, conséquence de la loi spéciale du 13 juillet 2001, qui procurent en 2002 aux Communautés et régions 15,2 p.c. de leurs ressources soit 6,6 points de pourcentage de plus qu'en 2001. Les autres transferts en provenance du Pouvoir fédéral (droits de tirage pour le financement des programmes de remise au travail de chômeurs, étudiants étrangers, Main-morte, dotation à la Communauté germanophone, etc.), restent stables et représentent environ 8 p.c. de l'ensemble des recettes. Les autres recettes progressent en 2002 de 1,6 point de pourcentage, ce qui reflète l'inclusion des entreprises publiques de radiotélévision dans le sous-secteur des Communautés et régions.

#### EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS



<sup>4</sup> L'année 1989 doit être considérée comme une année de transition venant d'une situation où il n'y avait pas de transfert de recettes fiscales.



## **2 METHODOLOGIE**



## 2.1 Le changement de secteur des entreprises publiques de radiotélévision.

En vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001, la redevance radiotélévision est perçue depuis le 1er janvier 2002 par les régions, et non plus par les Communautés. Celles-ci demeurent toutefois le pouvoir subsidiant des entreprises publiques de radiotélévision. La rupture du lien (presque) direct entre la perception de la redevance et le financement de ces entreprises modifie la manière dont leurs opérations sont considérées dans les comptes nationaux.

Conformément aux prescriptions du Système européen de comptes 1995 (SEC 1995), la redevance était considérée jusqu'à présent comme une vente de services des entreprises de radiotélévision, en paiement d'une dépense de consommation finale des ménages, étant donné que l'administration qui percevait la redevance était également celle qui finançait les entreprises. La partie de la redevance non transférée aux entreprises de radiotélévision était enregistrée en recettes des Communautés parmi les autres impôts sur la production. Subséquemment, leurs recettes propres (redevance et chiffre d'affaires) couvrant plus de la moitié de leurs coûts de fonctionnement, la VRT, la RTBF et la BRF étaient considérées comme des institutions publiques marchandes, classées parmi les sociétés non financières.

Dans la nouvelle situation, le lien direct entre le financement des entreprises et la redevance étant rompu, la redevance est considérée comme un autre impôt courant sur les particuliers et non plus comme une dépense de consommation finale. De plus, les entreprises ne sont plus financées principalement par des recettes propres (chiffre d'affaires), mais par une dotation publique. De ce fait, elles sont désormais assimilées aux administrations publiques et consolidées avec les Communautés.

Ce changement de classification des entreprises publiques de radiotélévision a de multiples conséquences, purement comptables, sur le calcul des variables des comptes des nationaux<sup>5</sup>.

Les rémunérations versées par les administrations publiques augmentent de 1 p.c. tandis que la consommation intermédiaire de ces dernières est en hausse de 3 p.c. Par ailleurs, les ventes courantes de biens et services produits s'accroissent de 6 p.c.

La partie de la redevance radiotélévision qui était conservée par les Communautés et était considérée comme un autre impôt sur la production versé par les entreprises de radiotélévision disparaît. Les impôts indirects diminuent ainsi de 1 p.c. La totalité de la redevance est intégrée dans les impôts directs des ménages qui augmentent de 0.6 p.c.

## 2.2 Modifications aux tableaux 5 et 6.

De nouvelles séries ont été introduites dans les tableaux 5.1 à 5.6 présentant le détail des impôts et cotisations sociales effectives par catégorie et par sous-secteur. Ces nouvelles séries ont été ajoutées dans le but de fournir une information plus détaillée, notamment sur les modifications ayant affecté les impôts régionaux suite à l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 13 juillet 2001 (voir point 1.2): la taxe régionale forfaitaire et la taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles de la région de Bruxelles-Capitale ainsi que la redevance radiotélévision de la Région wallonne sont ainsi mentionnées de manière explicite.

Certains impôts de la rubrique autres impôts sur la production (D.29) ont été changés de sous-rubriques par rapport à la dernière version des tableaux 5.1 à 5.6 dans le but de garantir une meilleure cohérence avec la nomenclature des impôts du SEC 1995.

Les tableaux 6.1 à 6.5 fournissant le détail des différentes prestations sociales à charge des administrations publiques ont aussi vu le nombre de leurs séries s'accroître: les prestations du Fonds des Pensions de la Police intégrée et du Fonds d'Assurance Soins de la Communauté flamande sont maintenant présentées séparément.

---

<sup>5</sup> Pour une explication des conséquences de ce changement sur le calcul du produit intérieur brut (PIB), veuillez vous référer à la publication "Comptes nationaux, Agrégats trimestriels, 2002-I".



### **3 TABLEAUX SYNOPTIQUES**



### 3.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	80.894,9	85.716,6	88.966,5	91.817,0	97.193,3	102.332,8	106.266,0	111.534,5	114.735,4	118.923,5
Impôts directs	29.347,8	31.487,5	33.737,4	34.443,9	37.065,2	39.714,9	40.289,9	42.947,9	44.714,3	45.786,7
Ménages	25.386,8	26.830,3	28.613,5	28.576,4	30.394,5	31.522,9	32.086,1	34.300,9	36.109,5	37.110,0
Sociétés	3.895,2	4.585,7	5.018,9	5.767,6	6.550,2	8.067,1	8.005,8	8.370,9	8.378,1	8.412,2
Autres secteurs	65,8	71,5	105,0	99,9	120,5	124,9	198,0	276,1	226,7	264,5
Impôts indirects	22.414,6	24.191,1	24.633,9	26.294,4	27.918,8	28.972,2	31.074,7	32.394,1	32.185,0	33.744,2
Cotisations sociales effectives	28.419,1	29.290,3	29.834,0	30.248,4	31.393,3	32.689,4	33.879,2	35.017,7	36.629,9	38.125,5
Impôts en capital	713,4	747,7	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1
Cotisations sociales imputées	3.617,3	3.864,2	4.086,8	4.271,9	4.461,2	4.621,1	4.715,8	4.890,6	5.100,5	5.379,2
Intérêts reçus	939,0	791,5	785,1	798,2	682,2	671,5	784,4	761,0	1.012,1	903,6
Autres revenus de la propriété	1.273,7	1.136,6	1.223,0	1.555,1	1.487,9	1.500,0	1.191,5	1.679,9	1.630,8	1.544,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	591,1	607,1	617,8	666,8	605,9	773,5	875,4	789,0	878,4	927,4
Ventes courantes de biens et services produits	2.083,6	2.140,6	2.291,9	2.402,9	2.496,6	2.683,6	2.786,6	2.896,5	3.294,6	3.572,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	23,9	45,8	92,4	86,0	474,7	50,1	437,3	105,4	219,8	129,1
<b>Total Recettes</b>	<b>89.423,5</b>	<b>94.302,4</b>	<b>98.063,5</b>	<b>101.597,9</b>	<b>107.401,8</b>	<b>112.632,6</b>	<b>117.057,0</b>	<b>122.656,9</b>	<b>126.871,6</b>	<b>131.380,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	76.519,5	79.412,6	82.507,2	85.484,8	87.749,5	90.726,9	94.143,5	97.783,3	102.691,3	108.589,9
Rémunérations des salariés	21.959,9	23.156,7	24.109,1	24.590,2	25.424,4	26.138,1	27.304,2	28.294,3	29.548,7	31.182,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	5.303,0	5.484,0	5.582,4	5.928,7	6.342,2	6.712,8	7.157,0	7.596,9	8.145,1	8.846,1
Subventions aux entreprises	2.964,8	2.897,6	3.038,4	3.233,5	3.032,2	3.332,6	3.453,0	3.692,1	4.003,8	4.067,4
Prestations sociales	42.545,1	43.845,3	45.718,3	47.427,9	48.361,8	49.771,3	51.292,9	53.282,7	55.998,3	59.189,0
En espèces	31.571,2	32.550,4	33.517,3	34.359,2	35.314,4	36.169,9	36.782,8	37.781,6	39.308,6	41.779,4
En nature fournies par des producteurs marchands	10.973,9	11.294,9	12.201,0	13.068,7	13.047,4	13.601,4	14.510,1	15.501,1	16.689,7	17.409,6
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	2.118,9	2.241,2	2.387,2	2.221,3	2.483,3	2.475,2	2.525,6	2.450,8	2.499,2	2.579,8
Transferts courants aux entreprises	744,4	757,5	779,7	778,7	599,2	623,7	630,0	625,4	643,2	613,5
Transferts courants du reste du monde	883,4	1.030,3	892,1	1.304,5	1.506,4	1.673,2	1.780,8	1.841,1	1.853,0	2.112,0
Charges d'intérêts	20.524,9	18.716,1	18.706,3	18.326,2	17.303,5	17.045,7	16.473,8	16.799,7	16.785,4	15.809,0
Dépenses en capital	5.932,6	5.939,6	5.618,2	5.659,4	6.611,3	6.515,9	7.473,1	7.768,9	6.132,3	6.882,2
Formation brute de capital fixe	3.627,6	3.818,0	3.556,5	3.370,0	3.432,7	3.495,5	4.223,7	4.488,9	3.960,6	4.088,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-39,8	-34,4	-215,7	-222,3	-2,5	-190,7	26,4	-7,0	-433,3	-173,5
Transferts en capital aux autres secteurs	2.344,8	2.156,0	2.277,4	2.511,7	3.181,1	3.211,1	3.223,0	3.287,0	2.605,0	2.967,5
<b>Total Dépenses</b>	<b>102.977,0</b>	<b>104.068,3</b>	<b>106.831,7</b>	<b>109.470,4</b>	<b>111.664,3</b>	<b>114.288,5</b>	<b>118.090,4</b>	<b>122.351,9</b>	<b>125.609,0</b>	<b>131.281,1</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-8.358,2</b>	<b>-4.619,8</b>	<b>-4.003,7</b>	<b>-3.129,4</b>	<b>1.058,1</b>	<b>3.853,6</b>	<b>4.980,2</b>	<b>6.793,7</b>	<b>5.968,9</b>	<b>5.585,3</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-13.553,5</b>	<b>-9.765,9</b>	<b>-8.768,2</b>	<b>-7.872,5</b>	<b>-4.262,5</b>	<b>-1.655,9</b>	<b>-1.033,4</b>	<b>305,0</b>	<b>1.262,6</b>	<b>99,3</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>6.971,4</b>	<b>8.950,2</b>	<b>9.938,1</b>	<b>10.453,7</b>	<b>13.041,0</b>	<b>15.389,8</b>	<b>15.440,4</b>	<b>17.104,7</b>	<b>18.048,0</b>	<b>15.908,3</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la "Procédure déficit excessif"</b>	<b>-13.510,4</b>	<b>-9.711,1</b>	<b>-8.765,6</b>	<b>-7.797,1</b>	<b>-4.244,5</b>	<b>-1.570,3</b>	<b>-1.015,7</b>	<b>410,4</b>	<b>1.402,0</b>	<b>232,4</b>

## 3.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	47.632,2	50.799,8	53.203,1	55.087,6	58.349,2	61.940,8	64.194,0	68.576,5	69.306,5	68.962,5
Impôts directs	27.899,8	29.427,9	31.458,2	32.112,7	34.399,7	37.056,0	37.439,0	40.524,3	41.683,0	41.843,0
Ménages	24.030,8	24.893,5	26.455,7	26.363,6	27.949,9	29.094,2	29.449,7	32.059,4	33.261,0	33.375,3
Sociétés	3.803,2	4.462,9	4.897,5	5.649,2	6.329,3	7.836,9	7.791,3	8.188,8	8.195,3	8.203,2
Autres secteurs	65,8	71,5	105,0	99,9	120,5	124,9	198,0	276,1	226,7	264,5
Impôts indirects	18.619,6	20.180,9	20.449,7	21.699,0	22.590,7	23.518,3	25.353,6	26.598,0	26.172,3	25.670,2
Cotisations sociales effectives	981,3	1.051,0	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.317,7	1.365,7
Impôts en capital	131,5	140,0	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6
Cotisations sociales imputées	1.485,4	1.581,4	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.859,6	1.851,2
Intérêts reçus	536,0	468,4	491,0	525,1	467,0	437,1	500,0	481,8	728,5	606,0
Autres revenus de la propriété	517,7	347,7	370,1	575,7	489,9	446,0	65,4	537,0	749,8	582,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	279,9	348,8	333,2	330,4	320,2	411,3	466,8	415,4	499,6	528,1
Ventes courantes de biens et services produits	320,3	389,5	375,6	387,9	432,0	490,2	500,4	543,6	784,1	756,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	371,0	328,4	302,1	220,8	203,1	228,9	247,1	249,7	237,8	237,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	6,9	22,6	2,3	13,7	398,9	9,1	17,0	14,6	158,0	63,9
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	1,0	5,2	1,7	5,7	4,0	3,5	6,0	6,1	176,5	4,7
<b>Total Recettes</b>	<b>51.150,4</b>	<b>54.291,8</b>	<b>56.701,7</b>	<b>58.793,9</b>	<b>62.381,9</b>	<b>65.714,7</b>	<b>67.754,0</b>	<b>72.628,3</b>	<b>74.500,4</b>	<b>73.592,1</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	40.823,1	44.501,4	45.993,7	47.844,8	49.866,1	51.720,5	54.096,2	55.752,6	58.845,7	58.251,7
Rémunérations des salariés	5.525,5	5.816,3	5.932,6	5.876,3	6.086,8	6.231,6	6.517,3	6.659,7	6.948,6	7.003,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.570,4	1.656,6	1.593,8	1.632,2	1.699,8	1.778,6	1.885,4	2.128,5	2.239,3	2.261,0
Subventions aux entreprises	1.346,1	1.290,9	1.393,3	1.462,9	1.310,1	1.395,7	1.442,3	1.439,7	1.418,2	1.335,5
Prestations sociales	4.803,2	4.910,7	5.199,3	5.269,6	5.608,7	5.658,7	5.751,1	5.904,5	6.051,8	6.145,3
En espèces	3.899,0	4.049,4	4.170,9	4.166,0	4.531,8	4.605,8	4.660,4	4.798,5	4.906,6	5.005,7
En nature fournies par des producteurs marchands	904,2	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	223,2	265,2	288,6	255,1	243,9	238,1	265,3	283,6	349,2	382,6
Transferts courants aux entreprises	668,1	681,3	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7
Transferts courants du reste du monde	874,5	1.022,3	867,3	1.293,5	1.490,8	1.653,1	1.766,7	1.831,1	1.843,3	2.095,6
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	17.068,4	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8.743,7	8.938,2	8.993,2	9.242,2	9.155,0	9.426,1	9.686,4	10.099,9	10.602,7	11.395,6
Charges d'intérêts	19.020,0	16.977,7	16.985,4	16.570,9	15.742,1	15.761,1	15.234,9	15.590,5	15.655,2	14.670,2
Dépenses en capital	2.001,3	1.791,1	1.494,9	1.487,7	2.124,7	1.936,3	2.137,2	2.410,4	2.249,0	1.384,2
Formation brute de capital fixe	655,4	595,1	605,1	662,4	551,9	525,2	586,0	567,4	306,6	497,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	3,0	-1,7	-200,6	-211,5	10,3	-185,1	28,8	-0,2	-410,6	-156,9
Transferts en capital aux autres secteurs	1.102,6	816,3	841,3	891,3	1.419,2	1.438,1	1.294,8	1.372,0	859,6	956,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	240,3	381,4	249,1	145,5	143,3	158,1	227,6	471,2	1.493,4	88,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>61.844,4</b>	<b>63.270,2</b>	<b>64.474,0</b>	<b>65.903,4</b>	<b>67.732,9</b>	<b>69.417,9</b>	<b>71.468,3</b>	<b>73.753,5</b>	<b>76.749,9</b>	<b>74.306,1</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-8.832,1</b>	<b>-7.355,1</b>	<b>-6.395,9</b>	<b>-5.734,3</b>	<b>-3.732,2</b>	<b>-1.891,9</b>	<b>-1.729,3</b>	<b>1.131,6</b>	<b>-468,5</b>	<b>518,0</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-10.694,0</b>	<b>-8.978,4</b>	<b>-7.772,3</b>	<b>-7.109,5</b>	<b>-5.351,0</b>	<b>-3.703,2</b>	<b>-3.714,3</b>	<b>-1.125,2</b>	<b>-2.249,5</b>	<b>-714,0</b>

### 3.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	1.861,0	1.883,4	1.989,4	2.265,4	2.405,8	2.626,5	2.791,4	2.925,4	3.056,7	5.448,9
Impôts directs	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1
Ménages	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.249,7	1.256,2	1.320,8	1.495,7	1.675,8	1.758,3	1.873,8	1.863,3	1.901,2	3.452,3
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	581,9	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5
Cotisations sociales imputées	1.373,7	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,6	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.351,9	2.610,5
Intérêts reçus	43,9	34,7	37,3	23,6	30,5	57,2	101,7	70,2	100,2	106,6
Autres revenus de la propriété	13,1	12,4	24,4	48,9	43,1	71,4	65,8	53,1	48,5	79,8
Transferts courants en provenance des autres secteurs	165,3	112,5	139,0	172,4	140,9	234,4	262,5	219,4	244,3	269,2
Ventes courantes de biens et services produits	876,2	879,2	905,3	930,4	968,9	1.032,8	1.075,4	1.097,5	1.166,3	1.428,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	16.678,4	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	1.835,7	1.816,3	2.090,7	2.256,2	2.399,9	2.577,0	2.638,3	2.855,0	3.048,8	3.365,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	4,0	5,1	5,3	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	27,3	22,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	77,0	69,3	126,1	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8
<b>Total Recettes</b>	<b>22.928,3</b>	<b>24.151,4</b>	<b>25.691,7</b>	<b>26.819,7</b>	<b>28.584,5</b>	<b>30.334,8</b>	<b>31.962,4</b>	<b>32.526,9</b>	<b>35.391,5</b>	<b>35.852,3</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	21.394,8	22.383,3	23.284,6	23.717,1	24.673,6	25.615,2	26.554,3	27.483,5	28.953,3	31.483,8
Rémunérations des salariés	9.172,4	9.693,4	10.247,7	10.538,9	10.956,4	11.360,5	11.877,4	12.344,1	12.915,9	13.910,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.849,5	1.865,5	1.990,9	2.170,4	2.304,4	2.509,9	2.659,4	2.784,9	3.110,0	3.685,6
Subventions aux entreprises	1.335,9	1.317,4	1.272,4	1.350,6	1.294,9	1.403,4	1.349,1	1.420,7	1.566,2	1.677,7
Prestations sociales	2.389,1	2.634,5	2.781,7	2.964,6	3.156,4	3.263,7	3.544,8	3.821,7	4.124,1	4.700,2
En espèces	1.732,5	1.870,4	1.992,1	2.146,0	2.260,0	2.378,6	2.483,3	2.670,8	2.808,6	3.172,5
En nature fournies par des producteurs marchands	656,6	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.597,5	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.849,5	1.819,1	1.658,8	1.614,6	1.513,8	1.520,3
Transferts courants aux entreprises	50,7	50,6	48,6	48,4	48,7	49,5	55,9	62,3	73,3	56,8
Transferts courants au reste du monde	8,9	8,0	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,7	16,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	4.990,8	5.103,2	5.259,9	5.060,6	5.047,7	5.189,0	5.394,8	5.425,2	5.640,3	5.915,9
Charges d'intérêts	482,1	651,2	686,6	709,3	634,6	666,4	600,8	604,5	605,2	608,9
Dépenses en capital	2.553,3	2.802,2	3.187,8	3.167,9	3.470,7	3.425,6	3.917,8	3.870,5	3.913,0	4.223,2
Formation brute de capital fixe	1.128,9	1.159,5	1.277,8	1.144,5	1.259,1	1.290,0	1.471,4	1.387,0	1.531,4	1.696,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,2
Transferts en capital aux autres secteurs	1.023,5	1.171,0	1.385,0	1.512,9	1.630,1	1.569,3	1.766,1	1.754,0	1.628,9	1.875,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	400,9	471,7	525,0	510,5	581,5	566,3	680,3	729,5	752,7	639,2
<b>Total Dépenses</b>	<b>24.430,2</b>	<b>25.836,7</b>	<b>27.159,0</b>	<b>27.594,3</b>	<b>28.778,9</b>	<b>29.707,2</b>	<b>31.072,9</b>	<b>31.958,5</b>	<b>33.471,5</b>	<b>36.315,9</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>388,5</b>	<b>434,8</b>	<b>942,4</b>	<b>1.613,5</b>	<b>2.521,6</b>	<b>3.140,1</b>	<b>3.847,4</b>	<b>3.347,5</b>	<b>4.683,5</b>	<b>2.521,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-1.501,9</b>	<b>-1.685,3</b>	<b>-1.467,3</b>	<b>-774,6</b>	<b>-194,4</b>	<b>627,6</b>	<b>889,5</b>	<b>568,4</b>	<b>1.920,0</b>	<b>-463,6</b>

### 3.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	3.651,3	4.158,6	4.414,3	4.619,8	4.883,8	4.807,7	5.140,8	4.734,6	5.378,8	5.905,1
Impôts directs	1.325,5	1.656,4	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.095,2	2.252,5
Ménages	1.325,5	1.656,4	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.095,2	2.252,5
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	2.234,5	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6
Cotisations sociales effectives	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	747,9	795,3	823,3	836,1	853,8	878,2	850,8	851,2	875,5	902,3
Intérêts reçus	141,2	128,7	118,0	103,9	115,9	131,9	107,4	117,3	110,3	109,0
Autres revenus de la propriété	742,9	776,5	828,5	930,5	954,9	982,6	1.060,3	1.089,8	832,5	882,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs	114,0	124,7	134,4	127,6	108,4	112,2	123,1	127,2	134,1	128,9
Ventes courantes de biens et services produits	823,4	813,3	953,5	1.026,2	1.042,6	1.105,4	1.154,5	1.194,2	1.275,9	1.306,5
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	5.539,5	5.822,6	5.959,3	5.901,9	5.868,9	6.040,5	6.331,6	6.565,8	6.927,1	7.623,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	13,0	18,1	84,8	67,7	66,5	24,0	45,2	54,1	34,5	42,4
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	486,7	565,9	623,5	593,2	661,0	640,8	737,7	1.066,7	731,4	693,4
<b>Total Recettes</b>	<b>12.259,9</b>	<b>13.278,1</b>	<b>13.981,7</b>	<b>14.281,3</b>	<b>14.630,2</b>	<b>14.806,3</b>	<b>15.645,9</b>	<b>15.895,3</b>	<b>16.377,6</b>	<b>17.634,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	9.612,5	10.147,9	10.712,7	11.153,6	11.577,8	11.880,7	12.443,3	13.094,8	13.684,8	14.522,8
Rémunérations des salariés	6.463,7	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.341,5	8.684,1	9.204,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.372,9	1.423,0	1.456,9	1.582,6	1.724,9	1.792,3	1.964,5	2.031,0	2.108,3	2.176,8
Subventions aux entreprises	179,7	183,2	273,1	302,8	297,2	331,2	333,8	348,2	392,7	400,6
Prestations sociales	1.352,8	1.453,4	1.521,9	1.579,7	1.606,3	1.594,1	1.616,6	1.796,3	1.834,4	2.053,3
En espèces	1.158,6	1.264,8	1.293,9	1.346,7	1.347,9	1.352,7	1.362,3	1.433,4	1.477,0	1.667,2
En nature fournies par des producteurs marchands	194,2	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	357,4	386,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	201,1	218,8	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	418,6	475,2	484,7
Transferts courants aux entreprises	25,6	25,6	26,1	31,8	33,4	34,0	38,4	42,7	50,3	40,0
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	16,7	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	162,8
Charges d'intérêts	1.113,9	1.081,6	999,2	1.033,4	955,4	770,5	749,9	751,2	800,1	789,0
Dépenses en capital	1.980,9	2.151,3	1.663,0	1.606,4	1.674,4	1.773,2	2.256,4	2.617,6	2.080,9	1.874,8
Formation brute de capital fixe	1.812,9	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-42,8	-32,7	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	-22,7	-28,8
Transferts en capital aux autres secteurs	209,8	162,2	37,6	86,3	100,7	139,1	135,8	135,2	96,7	116,6
Transferts en capital aux autres administrations publiques	1,0	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	2,9	2,7
<b>Total Dépenses</b>	<b>12.707,3</b>	<b>13.380,8</b>	<b>13.374,9</b>	<b>13.793,4</b>	<b>14.207,6</b>	<b>14.424,4</b>	<b>15.449,6</b>	<b>16.463,6</b>	<b>16.565,8</b>	<b>17.186,6</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>1.033,8</b>	<b>1.464,6</b>	<b>1.561,5</b>	<b>1.433,4</b>	<b>1.369,5</b>	<b>1.490,3</b>	<b>1.669,8</b>	<b>928,5</b>	<b>1.126,8</b>	<b>1.586,8</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-447,4</b>	<b>-102,7</b>	<b>606,8</b>	<b>487,9</b>	<b>422,6</b>	<b>381,9</b>	<b>196,3</b>	<b>-568,3</b>	<b>-188,2</b>	<b>447,8</b>

### 3.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	27.750,4	28.874,8	29.359,7	29.844,2	31.554,5	32.957,8	34.139,8	35.298,0	36.993,4	38.607,0
Impôts directs	93,1	383,7	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	878,1
Ménages	1,1	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	669,1
Sociétés	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	310,8	343,6	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	843,8	985,1
Cotisations sociales effectives	27.346,5	28.147,5	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.419,4	32.591,1	33.680,5	35.296,3	36.743,8
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	10,3	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2
Intérêts reçus	394,4	292,8	269,9	272,8	271,5	349,2	322,4	335,3	366,4	349,1
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	31,9	21,1	11,2	36,4	36,4	15,6	23,0	27,0	0,4	1,2
Ventes courantes de biens et services produits	63,7	58,6	57,5	58,4	53,1	55,2	56,3	61,2	68,3	81,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	390,0	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.586,7
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.045,2	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.975,4	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.425,2
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	19,8	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	77,5	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	128,9	99,2	1.462,6	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>34.763,4</b>	<b>37.620,4</b>	<b>38.026,9</b>	<b>39.055,6</b>	<b>40.846,0</b>	<b>42.427,1</b>	<b>44.439,3</b>	<b>45.749,5</b>	<b>48.731,5</b>	<b>50.065,7</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	35.548,9	36.429,0	37.949,5	39.335,0	39.743,0	41.130,7	42.635,7	44.147,3	46.623,6	49.098,7
Rémunérations des salariés	798,3	822,2	874,4	919,8	883,6	896,7	942,5	949,0	1.000,1	1.062,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	510,2	538,9	540,8	543,5	613,1	632,0	647,7	652,5	687,5	722,7
Subventions aux entreprises	103,1	106,1	99,6	117,2	130,0	202,3	327,8	483,5	626,7	653,6
Prestations sociales	34.000,0	34.846,7	36.215,4	37.614,0	37.990,4	39.254,8	40.380,4	41.760,2	43.988,0	46.290,2
En espèces	24.781,1	25.365,8	26.060,4	26.700,5	27.174,7	27.832,8	28.276,8	28.878,9	30.116,4	31.934,0
En nature fournies par des producteurs marchands	9.218,9	9.480,9	10.155,0	10.913,5	10.815,7	11.422,0	12.103,6	12.881,3	13.871,6	14.356,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	97,1	46,5	168,5	96,3	76,3	67,9	194,2	134,0	161,0	192,2
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	40,2	68,6	50,8	44,2	49,6	77,0	143,1	168,1	160,3	177,2
Charges d'intérêts	85,4	138,7	166,2	139,8	174,1	151,6	135,3	97,1	18,2	8,0
Dépenses en capital	39,3	52,2	46,6	57,1	68,6	107,0	73,2	75,0	309,4	129,9
Formation brute de capital fixe	30,4	45,7	33,1	35,9	37,5	42,4	46,9	49,2	118,6	110,0
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	8,9	6,5	13,5	21,2	31,1	64,6	26,3	25,8	19,8	19,9
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>35.673,6</b>	<b>36.619,9</b>	<b>38.162,3</b>	<b>39.531,9</b>	<b>39.985,7</b>	<b>41.389,3</b>	<b>42.844,2</b>	<b>44.319,4</b>	<b>46.951,2</b>	<b>49.236,6</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-948,4</b>	<b>835,9</b>	<b>-111,7</b>	<b>-442,0</b>	<b>899,2</b>	<b>1.115,1</b>	<b>1.192,3</b>	<b>1.386,1</b>	<b>627,1</b>	<b>959,0</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-910,2</b>	<b>1.000,5</b>	<b>-135,4</b>	<b>-476,3</b>	<b>860,3</b>	<b>1.037,8</b>	<b>1.595,1</b>	<b>1.430,1</b>	<b>1.780,3</b>	<b>829,1</b>







## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	30.702,8	32.194,6	33.324,6	34.184,0	35.452,4	36.560,7	38.233,1	39.814,3	41.696,1	44.219,2
Production marchande (P.11)	992,6	990,7	1.061,3	1.115,7	1.140,5	1.209,7	1.261,6	1.252,7	1.519,1	1.778,3
Production pour usage final propre (P.12)	91,9	94,3	98,4	107,3	111,9	133,6	137,7	170,7	196,1	200,2
Autre production non marchande (P.13)	29.618,3	31.109,6	32.164,9	32.961,0	34.200,0	35.217,4	36.833,8	38.390,9	39.980,9	42.240,7
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	999,1	1.055,6	1.132,2	1.179,9	1.244,2	1.340,3	1.387,3	1.473,1	1.579,4	1.594,4
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	28.619,2	30.054,0	31.032,7	31.781,1	32.955,8	33.877,1	35.446,5	36.917,8	38.401,5	40.646,3
<b>Total Ressources</b>	<b>30.702,8</b>	<b>32.194,6</b>	<b>33.324,6</b>	<b>34.184,0</b>	<b>35.452,4</b>	<b>36.560,7</b>	<b>38.233,1</b>	<b>39.814,3</b>	<b>41.696,1</b>	<b>44.219,2</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	5.291,2	5.474,1	5.573,0	5.915,2	6.323,1	6.687,3	7.125,2	7.556,4	8.101,0	8.809,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	25.411,6	26.720,5	27.751,6	28.268,8	29.129,3	29.873,4	31.107,9	32.257,9	33.595,1	35.410,2
Consommation de capital fixe (K.1)	3.440,2	3.549,4	3.629,1	3.659,1	3.694,2	3.718,7	3.768,0	3.977,3	4.039,3	4.205,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	21.971,4	23.171,1	24.122,5	24.609,7	25.435,1	26.154,7	27.339,9	28.280,6	29.555,8	31.205,2
<b>Total Emplois</b>	<b>30.702,8</b>	<b>32.194,6</b>	<b>33.324,6</b>	<b>34.184,0</b>	<b>35.452,4</b>	<b>36.560,7</b>	<b>38.233,1</b>	<b>39.814,3</b>	<b>41.696,1</b>	<b>44.219,2</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	21.971,4	23.171,1	24.122,5	24.609,7	25.435,1	26.154,7	27.339,9	28.280,6	29.555,8	31.205,2
<b>Total Ressources</b>	<b>21.971,4</b>	<b>23.171,1</b>	<b>24.122,5</b>	<b>24.609,7</b>	<b>25.435,1</b>	<b>26.154,7</b>	<b>27.339,9</b>	<b>28.280,6</b>	<b>29.555,8</b>	<b>31.205,2</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	21.959,9	23.156,7	24.109,1	24.590,2	25.424,4	26.138,1	27.304,2	28.294,3	29.548,7	31.182,1
Salaires et traitements bruts (D.11)	16.100,1	16.953,4	17.553,4	17.755,5	18.276,5	18.724,1	19.672,9	20.437,1	21.371,7	22.571,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	5.859,8	6.203,3	6.555,7	6.834,7	7.147,9	7.414,0	7.631,3	7.857,2	8.177,0	8.610,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	2.242,5	2.339,1	2.468,9	2.562,8	2.686,7	2.792,9	2.915,5	2.966,6	3.076,5	3.231,3
A destination des administrations publiques	2.091,5	2.143,1	2.227,7	2.291,1	2.405,3	2.493,9	2.611,3	2.673,7	2.785,1	2.907,5
A destination des autres secteurs	151,0	196,0	241,2	271,7	281,4	299,0	304,2	292,9	291,4	323,8
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	3.617,3	3.864,2	4.086,8	4.271,9	4.461,2	4.621,1	4.715,8	4.890,6	5.100,5	5.379,2
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	11,5	14,4	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	23,1
<b>Total Emplois</b>	<b>21.971,4</b>	<b>23.171,1</b>	<b>24.122,5</b>	<b>24.609,7</b>	<b>25.435,1</b>	<b>26.154,7</b>	<b>27.339,9</b>	<b>28.280,6</b>	<b>29.555,8</b>	<b>31.205,2</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	11,5	14,4	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	23,1
Impôts sur la production et les importations (D.2)	22.414,6	24.191,1	24.633,9	26.294,4	27.918,8	28.972,2	31.074,7	32.394,1	32.185,0	33.744,2
Impôts sur les produits (D.21)	19.120,9	20.590,4	20.806,9	22.253,9	23.478,5	24.448,2	26.383,2	27.720,5	27.252,9	28.712,7
Taxe du type TVA (D.211)	11.432,3	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.727,0	17.823,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	7.205,9	7.705,8	7.694,1	8.433,9	8.831,7	9.325,4	9.704,3	9.972,1	9.894,3	10.215,3
Autres impôts sur la production (D.29)	3.293,7	3.600,7	3.827,0	4.040,5	4.440,3	4.524,0	4.691,5	4.673,6	4.932,1	5.031,5
Subventions (D.3)	-2.964,8	-2.897,6	-3.038,4	-3.233,5	-3.032,2	-3.332,6	-3.453,0	-3.692,1	-4.003,8	-4.067,4
Subventions sur les produits (D.31)	-1.611,7	-1.637,8	-1.732,3	-1.858,8	-1.750,1	-1.868,3	-1.910,6	-1.981,6	-2.099,9	-2.143,1
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.611,7	-1.637,8	-1.732,3	-1.858,8	-1.750,1	-1.868,3	-1.910,6	-1.981,6	-2.099,9	-2.143,1
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.353,1	-1.259,8	-1.306,1	-1.374,7	-1.282,1	-1.464,3	-1.542,4	-1.710,5	-1.903,9	-1.924,3
Revenus de la propriété (D.4)	2.389,2	2.061,2	2.139,2	2.480,5	2.372,8	2.475,4	2.223,0	2.684,5	2.936,2	2.715,4
Intérêts (D.41)	1.115,5	924,6	916,2	925,4	884,9	975,4	1.031,5	1.004,6	1.305,4	1.170,7
En provenance des administrations publiques	176,5	133,1	131,1	127,2	202,7	303,9	247,1	243,6	293,3	267,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	176,5	133,1	131,1	127,2	202,7	303,9	247,1	243,6	293,3	267,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	939,0	791,5	785,1	798,2	682,2	671,5	784,4	761,0	1.012,1	903,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.172,6	1.033,3	1.099,1	1.408,7	1.336,7	1.366,2	1.057,8	1.545,8	1.494,0	1.397,8
Dividendes (D.421)	1.120,5	983,7	1.052,7	1.329,7	1.263,0	1.329,6	1.003,9	1.510,2	1.461,9	1.367,8
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	52,1	49,6	46,4	79,0	73,7	36,6	53,9	35,6	32,1	30,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	12,2	13,1	12,4	13,4	14,6	12,7	11,7	14,1	17,2	13,3
Loyers (D.45)	88,9	90,2	111,5	133,0	136,6	121,1	122,0	120,0	119,6	133,6
<b>Total Ressources</b>	<b>21.850,5</b>	<b>23.369,1</b>	<b>23.748,1</b>	<b>25.560,9</b>	<b>27.270,1</b>	<b>28.131,6</b>	<b>29.880,4</b>	<b>31.372,8</b>	<b>31.124,5</b>	<b>32.415,3</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	20.701,4	18.849,2	18.837,4	18.453,4	17.506,2	17.349,6	16.720,9	17.043,3	17.078,7	16.076,1
Intérêts (D.41)	20.701,4	18.849,2	18.837,4	18.453,4	17.506,2	17.349,6	16.720,9	17.043,3	17.078,7	16.076,1
Versés aux administrations publiques	176,5	133,1	131,1	127,2	202,7	303,9	247,1	243,6	293,3	267,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	4,8	9,2	6,6
Versés aux administrations locales	12,5	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	20,6
Versés aux administrations de sécurité sociale	164,0	119,0	116,9	116,4	155,3	226,4	192,2	177,5	233,1	239,9
Versés aux autres secteurs	20.524,9	18.716,1	18.706,3	18.326,2	17.303,5	17.045,7	16.473,8	16.799,7	16.785,4	15.809,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	1.149,1	4.519,9	4.910,7	7.107,5	9.763,9	10.782,0	13.159,5	14.329,5	14.045,8	16.339,2
<b>Total Emplois</b>	<b>21.850,5</b>	<b>23.369,1</b>	<b>23.748,1</b>	<b>25.560,9</b>	<b>27.270,1</b>	<b>28.131,6</b>	<b>29.880,4</b>	<b>31.372,8</b>	<b>31.124,5</b>	<b>32.415,3</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	1.149,1	4.519,9	4.910,7	7.107,5	9.763,9	10.782,0	13.159,5	14.329,5	14.045,8	16.339,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	29.347,8	31.487,5	33.737,4	34.443,9	37.065,2	39.714,9	40.289,9	42.947,9	44.714,3	45.786,7
Impôts sur le revenu (D.51)	28.543,3	30.639,4	32.850,0	33.330,3	35.757,0	38.407,0	38.839,9	41.584,7	43.280,7	44.009,9
En provenance des administrations publiques	11,8	9,9	9,4	13,5	19,1	25,5	31,8	40,5	44,1	37,1
En provenance des autres secteurs	28.531,5	30.629,5	32.840,6	33.316,8	35.737,9	38.381,5	38.808,1	41.544,2	43.236,6	43.972,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	3.799,0	4.455,6	4.889,9	5.639,1	6.272,8	7.770,2	7.710,8	8.097,1	8.099,0	8.100,2
En provenance des ménages	24.700,8	26.137,2	27.880,2	27.618,3	29.393,9	30.546,0	30.968,6	33.252,0	34.996,0	35.682,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	31,7	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1
Autres impôts courants (D.59)	804,5	848,1	887,4	1.113,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.433,6	1.776,8
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	804,5	848,1	887,4	1.113,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.433,6	1.776,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	96,2	130,1	129,0	128,5	277,4	296,9	295,0	273,8	279,1	312,0
En provenance des ménages	686,0	693,1	733,3	958,1	1.000,6	976,9	1.117,5	1.048,9	1.113,5	1.427,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	22,3	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	32.036,4	33.154,5	33.920,8	34.520,3	35.854,5	37.310,5	38.595,0	39.908,3	41.730,4	43.504,7
Cotisations sociales effectives (D.611)	28.419,1	29.290,3	29.834,0	30.248,4	31.393,3	32.689,4	33.879,2	35.017,7	36.629,9	38.125,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.411,6	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.903,9	20.641,3	21.040,8	22.048,0	22.883,1
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.411,6	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.903,9	20.641,3	21.040,8	22.048,0	22.883,1
A charge des administrations publiques	2.091,5	2.143,1	2.227,7	2.291,1	2.405,3	2.493,9	2.611,3	2.673,7	2.785,1	2.907,5
A charge des autres secteurs	15.320,1	15.708,9	15.708,4	15.879,9	16.607,9	17.410,1	18.030,0	18.367,2	19.263,0	19.975,6
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8.587,9	8.883,5	9.208,3	9.314,3	9.546,9	9.896,4	10.313,3	10.936,9	11.441,5	11.938,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8.581,8	8.877,1	9.201,6	9.305,1	9.536,7	9.888,2	10.307,9	10.931,5	11.434,6	11.933,3
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,1	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	5,6
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.419,6	2.554,9	2.689,6	2.763,1	2.833,3	2.889,1	2.924,6	3.040,0	3.140,4	3.303,5

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.375,2	2.513,0	2.644,0	2.716,3	2.786,6	2.841,4	2.875,4	2.991,2	3.092,6	3.253,1
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	44,4	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	50,4
Cotisations sociales imputées (D.612)	3.617,3	3.864,2	4.086,8	4.271,9	4.461,2	4.621,1	4.715,8	4.890,6	5.100,5	5.379,2
Autres transferts courants (D.7)	31.450,9	34.656,1	36.051,1	37.232,5	38.716,9	40.393,7	42.461,4	43.483,9	46.294,5	45.694,5
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	49,5	49,2	47,9	51,4	54,2	55,9	64,6	74,3	88,6	68,2
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	30.859,8	34.049,0	35.433,3	36.565,7	38.111,0	39.620,2	41.586,0	42.694,9	45.416,1	44.767,1
Transferts de recettes fiscales	17.068,4	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	17.068,4	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	13.791,4	14.129,1	14.412,7	14.451,2	14.357,1	14.821,8	15.340,0	15.809,7	16.543,1	17.651,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	8.743,7	8.938,2	8.993,2	9.242,2	9.155,0	9.426,1	9.686,4	10.099,9	10.602,7	11.395,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	4.990,8	5.103,2	5.259,9	5.060,6	5.047,7	5.189,0	5.394,8	5.425,2	5.640,3	5.915,9
En provenance des administrations locales	16,7	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	162,8
En provenance des administrations de sécurité sociale	40,2	68,6	50,8	44,2	49,6	77,0	143,1	168,1	160,3	177,2
Coopération internationale courante (D.74)	129,9	144,7	165,5	132,8	102,7	241,8	288,7	203,1	266,1	294,3
En provenance des états membres de l'Union européenne	52,3	72,9	58,1	9,5	0,0	120,5	132,1	92,8	160,0	184,7
En provenance des institutions de l'Union européenne	77,6	71,8	107,4	123,2	102,6	121,2	156,5	110,0	105,8	109,2
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4
Transferts courants divers (D.75)	411,7	413,2	404,4	482,6	449,0	475,8	522,1	511,6	523,7	564,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	411,7	413,2	404,4	482,6	449,0	475,8	522,1	511,6	523,7	564,9

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des sociétés non financières	32,6	38,7	42,1	118,8	103,3	97,0	118,0	107,1	116,5	97,2
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
En provenance des ménages	379,1	374,5	362,3	363,8	342,6	378,8	404,1	404,5	407,2	465,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>93.984,2</b>	<b>103.818,0</b>	<b>108.620,0</b>	<b>113.304,2</b>	<b>121.400,5</b>	<b>128.201,1</b>	<b>134.505,8</b>	<b>140.669,6</b>	<b>146.785,0</b>	<b>151.325,1</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	11,8	9,9	9,4	13,5	19,1	25,5	31,8	40,5	44,1	37,1
Impôts sur le revenu (D.51)	11,8	9,9	9,4	13,5	19,1	25,5	31,8	40,5	44,1	37,1
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	31.571,2	32.550,4	33.517,3	34.359,2	35.314,4	36.169,9	36.782,8	37.781,6	39.308,6	41.779,4
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	25.579,9	26.209,3	26.961,6	27.631,4	28.390,4	29.101,2	29.551,9	30.210,0	31.471,3	33.337,5
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	3.708,5	3.955,9	4.166,5	4.343,9	4.481,2	4.636,9	4.731,5	4.906,5	5.116,4	5.395,2
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	2.282,8	2.385,2	2.389,2	2.383,9	2.442,8	2.431,8	2.499,4	2.665,1	2.720,9	3.046,7
Autres transferts courants (D.7)	34.606,5	38.078,0	39.492,3	40.870,2	42.699,9	44.392,3	46.522,4	47.612,2	50.411,5	50.072,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	76,3	76,2	74,7	80,2	82,1	83,5	94,3	105,0	123,6	96,8
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	30.859,8	34.049,0	35.433,3	36.565,7	38.111,0	39.620,2	41.586,0	42.694,9	45.416,1	44.767,1
Transferts de recettes fiscales	17.068,4	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	16.678,4	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0
Aux administrations locales	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
Aux administrations de sécurité sociale	390,0	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.586,7
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	13.791,4	14.129,1	14.412,7	14.451,2	14.357,1	14.821,8	15.340,0	15.809,7	16.543,1	17.651,5
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	371,0	328,4	302,1	220,8	203,1	228,9	247,1	249,7	237,8	237,4
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1.835,7	1.816,3	2.090,7	2.256,2	2.399,9	2.577,0	2.638,3	2.855,0	3.048,8	3.365,9
Aux administrations locales	5.539,5	5.822,6	5.959,3	5.901,9	5.868,9	6.040,5	6.331,6	6.565,8	6.927,1	7.623,0
Aux administrations de sécurité sociale	6.045,2	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.975,4	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.425,2
Coopération internationale courante (D.74)	413,8	389,3	433,9	494,5	475,8	501,6	530,7	575,8	553,1	579,7
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	63,5	69,7	61,4	37,1	48,3	66,7	87,7	73,9	31,5	59,1

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	350,3	319,6	372,5	456,7	427,3	434,9	442,9	501,9	521,6	520,6
Transferts courants divers (D.75)	3.256,6	3.563,5	3.550,4	3.729,8	4.031,0	4.187,0	4.311,4	4.236,5	4.318,7	4.628,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	3.256,6	3.563,5	3.550,4	3.729,8	4.031,0	4.187,0	4.311,4	4.236,5	4.318,7	4.628,8
Versés aux sociétés non financières	668,1	681,3	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	272,6	198,9	377,6	259,3	242,9	242,6	409,8	360,5	428,6	476,5
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.846,3	2.042,3	2.009,6	1.962,0	2.240,4	2.232,6	2.115,8	2.090,3	2.070,6	2.103,3
Versés au reste du monde	469,6	641,0	458,2	810,0	1.030,6	1.171,6	1.250,1	1.265,3	1.299,9	1.532,3
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7
Versés aux institutions de l'Union européenne	469,6	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8
Dont quatrième ressource propre des Communautés	469,6	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	71,7	115,6	135,7	123,0	144,1	153,3	165,8
Revenu disponible (B.6n)	27.794,7	33.179,7	35.601,0	38.061,3	43.367,1	47.613,4	51.168,8	55.235,3	57.020,8	59.436,2
<b>Total Emplois</b>	<b>93.984,2</b>	<b>103.818,0</b>	<b>108.620,0</b>	<b>113.304,2</b>	<b>121.400,5</b>	<b>128.201,1</b>	<b>134.505,8</b>	<b>140.669,6</b>	<b>146.785,0</b>	<b>151.325,1</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	27.794,7	33.179,7	35.601,0	38.061,3	43.367,1	47.613,4	51.168,8	55.235,3	57.020,8	59.436,2
<b>Total Ressources</b>	<b>27.794,7</b>	<b>33.179,7</b>	<b>35.601,0</b>	<b>38.061,3</b>	<b>43.367,1</b>	<b>47.613,4</b>	<b>51.168,8</b>	<b>55.235,3</b>	<b>57.020,8</b>	<b>59.436,2</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	25.119,0	25.991,0	27.353,3	28.760,4	29.148,7	30.283,5	31.533,7	32.926,8	34.875,8	36.610,1
Prestations sociales en nature (D.631)	10.973,9	11.294,9	12.201,1	13.068,7	13.047,4	13.601,4	14.510,1	15.501,1	16.689,7	17.409,6
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.304,4	1.209,2	1.110,5	1.159,1	1.185,5	1.216,1	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	7.914,5	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.205,9	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.952,5
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	7.914,5	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.205,9	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.952,5
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.755,0	1.814,0	2.046,0	2.155,2	2.231,7	2.179,4	2.406,5	2.619,8	2.818,1	3.053,4
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.755,0	1.814,0	2.046,0	2.155,2	2.231,7	2.179,4	2.406,5	2.619,8	2.818,1	3.053,4
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	14.145,1	14.696,1	15.152,2	15.691,7	16.101,3	16.682,1	17.023,6	17.425,7	18.186,1	19.200,5
Revenu disponible ajusté (B.7n)	2.675,7	7.188,7	8.247,7	9.300,9	14.218,4	17.329,9	19.635,1	22.308,5	22.145,0	22.826,1
<b>Total Emplois</b>	<b>27.794,7</b>	<b>33.179,7</b>	<b>35.601,0</b>	<b>38.061,3</b>	<b>43.367,1</b>	<b>47.613,4</b>	<b>51.168,8</b>	<b>55.235,3</b>	<b>57.020,8</b>	<b>59.436,2</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	27.794,7	33.179,7	35.601,0	38.061,3	43.367,1	47.613,4	51.168,8	55.235,3	57.020,8	59.436,2
<b>Total Ressources</b>	<b>27.794,7</b>	<b>33.179,7</b>	<b>35.601,0</b>	<b>38.061,3</b>	<b>43.367,1</b>	<b>47.613,4</b>	<b>51.168,8</b>	<b>55.235,3</b>	<b>57.020,8</b>	<b>59.436,2</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	39.593,1	41.348,9	43.233,8	44.849,8	46.003,2	47.478,5	49.956,6	52.418,9	55.091,2	58.055,9
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	25.119,0	25.991,0	27.353,3	28.760,4	29.148,7	30.283,5	31.533,7	32.926,8	34.875,8	36.610,1
Dépenses de consommation collective (P.32)	14.474,1	15.357,9	15.880,5	16.089,4	16.854,5	17.195,0	18.422,9	19.492,1	20.215,4	21.445,8
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-11.798,4	-8.169,2	-7.632,8	-6.788,5	-2.636,1	134,9	1.212,2	2.816,4	1.929,6	1.380,3
<b>Total Emplois</b>	<b>27.794,7</b>	<b>33.179,7</b>	<b>35.601,0</b>	<b>38.061,3</b>	<b>43.367,1</b>	<b>47.613,4</b>	<b>51.168,8</b>	<b>55.235,3</b>	<b>57.020,8</b>	<b>59.436,2</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	2.675,7	7.188,7	8.247,7	9.300,9	14.218,4	17.329,9	19.635,1	22.308,5	22.145,0	22.826,1
<b>Total Ressources</b>	<b>2.675,7</b>	<b>7.188,7</b>	<b>8.247,7</b>	<b>9.300,9</b>	<b>14.218,4</b>	<b>17.329,9</b>	<b>19.635,1</b>	<b>22.308,5</b>	<b>22.145,0</b>	<b>22.826,1</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	14.474,1	15.357,9	15.880,5	16.089,4	16.854,5	17.195,0	18.422,9	19.492,1	20.215,4	21.445,8
Consommation collective effective (P.42)	14.474,1	15.357,9	15.880,5	16.089,4	16.854,5	17.195,0	18.422,9	19.492,1	20.215,4	21.445,8
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-11.798,4	-8.169,2	-7.632,8	-6.788,5	-2.636,1	134,9	1.212,2	2.816,4	1.929,6	1.380,3
<b>Total Emplois</b>	<b>2.675,7</b>	<b>7.188,7</b>	<b>8.247,7</b>	<b>9.300,9</b>	<b>14.218,4</b>	<b>17.329,9</b>	<b>19.635,1</b>	<b>22.308,5</b>	<b>22.145,0</b>	<b>22.826,1</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-11.798,4	-8.169,2	-7.632,8	-6.788,5	-2.636,1	134,9	1.212,2	2.816,4	1.929,6	1.380,3
Transferts en capital à recevoir (D.9)	1.379,5	1.650,7	1.627,7	1.576,0	2.017,8	1.732,6	2.371,0	2.484,8	3.846,0	2.126,1
Impôts en capital (D.91)	713,4	747,7	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1
Aides à l'investissement (D.92)	526,8	592,4	599,5	640,9	1.080,8	690,7	698,8	748,8	790,8	742,8
En provenance des administrations publiques	526,8	592,4	599,5	633,2	692,3	690,7	690,8	740,8	781,1	726,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	125,9	120,7	127,1	122,7	110,8	124,4	109,7	110,5	127,6	87,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	400,9	471,7	472,4	510,5	581,5	566,3	581,1	630,3	653,5	639,2
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	7,7	388,5	0,0	8,0	8,0	9,7	16,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	380,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	7,7	8,1	0,0	8,0	8,0	8,0	11,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	5,6
Autres transferts en capital (D.99)	139,3	310,6	267,0	104,8	121,0	85,6	650,0	561,2	1.849,0	116,2
En provenance des administrations publiques	115,4	264,8	174,6	26,5	34,8	35,5	220,7	463,8	1.638,9	3,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	114,4	260,7	122,0	22,8	32,5	33,7	117,9	360,7	1.365,8	1,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	52,6	0,0	0,0	0,0	99,2	99,2	99,2	0,0
En provenance des administrations locales	1,0	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	2,9	2,7
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0
En provenance des autres secteurs	23,9	45,8	92,4	78,3	86,2	50,1	429,3	97,4	210,1	112,5
En provenance des sociétés non financières	14,2	18,3	79,3	52,9	52,8	30,4	405,3	49,9	186,5	88,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	0,0	0,0
En provenance des ménages	9,0	10,1	13,0	22,8	29,0	17,3	18,8	16,4	21,0	19,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,7	17,4	0,1	2,6	4,4	2,4	5,2	11,3	2,6	4,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,7	17,4	0,1	2,6	4,4	2,4	5,2	11,3	2,6	4,6

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-2.987,0	-3.013,2	-3.051,5	-3.171,4	-3.908,2	-3.937,3	-4.134,5	-4.491,6	-5.025,0	-3.697,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-2.222,8	-2.400,9	-2.646,2	-2.818,5	-3.555,2	-3.049,6	-3.439,1	-3.657,2	-3.249,7	-3.559,0
Versées aux administrations publiques	-526,8	-592,4	-599,5	-633,2	-692,3	-690,7	-690,8	-740,8	-781,1	-726,2
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	-1,1	-1,7	-2,0	-1,7	-1,7	-2,4	-2,2	-2,6	-2,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-52,2	-44,5	-46,4	-38,0	-32,4	-52,2	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8
Versées aux administrations locales	-473,9	-546,8	-551,4	-593,2	-658,2	-636,8	-649,5	-706,0	-729,0	-692,4
Versées aux administrations de sécurité sociale	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.696,0	-1.808,5	-2.046,7	-2.185,3	-2.862,9	-2.358,9	-2.748,3	-2.916,4	-2.468,6	-2.832,8
Versées aux sociétés non financières	-1.111,8	-1.323,5	-1.583,4	-1.878,5	-2.560,1	-2.024,4	-2.389,4	-2.560,7	-2.149,9	-2.450,4
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-222,6	-138,3	-156,2	-111,9	-123,0	-116,3	-106,6	-114,7	-112,6	-125,7
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-50,7	-80,2	-49,0	-114,5	-94,2	-100,7	-103,0	-76,6	-84,7	-94,0
Versées au reste du monde	-310,9	-266,5	-258,1	-80,4	-85,6	-117,5	-149,3	-164,4	-121,4	-162,7
Versées aux états membres de l'Union européenne	-4,2	-2,5	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5
Versées aux institutions de l'Union européenne	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-33,1	-36,9	-26,5	-22,8	-66,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-306,6	-263,8	-254,4	-79,3	-73,1	-77,9	-77,8	-106,1	-95,1	-94,5
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-764,2	-612,3	-405,3	-352,9	-353,0	-887,7	-695,4	-834,4	-1.775,3	-138,4
Versés aux administrations publiques	-115,4	-264,8	-174,6	-26,5	-34,8	-35,5	-220,7	-463,8	-1.638,9	-3,7
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,0	-4,1	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-173,9	-2,7
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-24,8	-24,8	-79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	-12,8	-19,1	-72,1	0,0	-2,8	-4,0	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-76,8	-216,8	-22,8	-22,8	-29,7	-29,7	-128,9	-99,2	-1.462,6	0,0
Versés aux autres secteurs	-648,8	-347,5	-230,7	-326,4	-318,2	-852,2	-474,7	-370,6	-136,4	-134,7
Versés aux sociétés non financières	-148,0	-130,8	-122,2	-166,6	-63,5	-97,0	-189,9	-130,7	-66,8	-32,1
Versés aux sociétés financières	-399,0	-124,1	-7,2	-59,2	-178,4	-668,8	-59,1	-57,4	-8,7	-33,7
Versés aux ménages	-12,0	-8,4	-6,9	-31,0	-27,5	-52,5	-221,5	-35,3	-43,4	-22,6
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-89,8	-84,2	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,2	-147,2	-17,5	-46,3
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-60,1	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	-1,0	-0,9	-1,2	-1,7	-1,1	-2,0	-1,3
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-89,8	-84,2	-94,4	-68,6	-47,9	-32,7	-2,5	-86,0	-15,5	-45,0

#### 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-13.405,9</b>	<b>-9.531,7</b>	<b>-9.056,6</b>	<b>-8.383,9</b>	<b>-4.526,5</b>	<b>-2.069,8</b>	<b>-551,3</b>	<b>809,6</b>	<b>750,6</b>	<b>-191,0</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-13.405,9	-9.531,7	-9.056,6	-8.383,9	-4.526,5	-2.069,8	-551,3	809,6	750,6	-191,0
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-13.405,9</b>	<b>-9.531,7</b>	<b>-9.056,6</b>	<b>-8.383,9</b>	<b>-4.526,5</b>	<b>-2.069,8</b>	<b>-551,3</b>	<b>809,6</b>	<b>750,6</b>	<b>-191,0</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-13.405,9	-9.531,7	-9.056,6	-8.383,9	-4.526,5	-2.069,8	-551,3	809,6	750,6	-191,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-13.405,9</b>	<b>-9.531,7</b>	<b>-9.056,6</b>	<b>-8.383,9</b>	<b>-4.526,5</b>	<b>-2.069,8</b>	<b>-551,3</b>	<b>809,6</b>	<b>750,6</b>	<b>-191,0</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	3.627,6	3.818,0	3.560,0	3.365,7	3.434,0	3.500,9	4.233,6	4.482,9	3.949,5	4.126,0
Formation brute de capital fixe (P.51)	3.627,6	3.818,0	3.556,5	3.370,0	3.432,7	3.495,5	4.223,7	4.488,9	3.960,6	4.088,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	3.535,6	3.723,7	3.458,1	3.262,3	3.320,4	3.361,5	4.086,0	4.318,0	3.764,5	3.888,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	3.568,7	3.750,7	3.489,5	3.320,4	3.412,6	3.420,0	4.146,0	4.381,2	4.164,9	4.108,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	3,4	7,3
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-33,1	-27,0	-31,4	-58,1	-92,2	-58,5	-60,1	-63,3	-403,8	-227,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	92,0	94,3	98,4	107,7	112,3	134,0	137,7	170,9	196,1	200,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	92,0	94,3	98,4	107,7	112,3	134,0	137,7	170,9	196,1	200,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-3.440,2	-3.549,4	-3.629,1	-3.659,1	-3.694,2	-3.718,7	-3.768,0	-3.977,3	-4.039,3	-4.205,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	3,5	-4,3	1,3	5,4	9,9	-6,0	-11,1	37,8
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-39,8	-34,4	-219,2	-218,0	-3,8	-196,1	16,5	-1,0	-422,2	-211,3
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-39,8	-34,4	3,9	5,1	-3,8	1,2	16,5	-1,0	28,0	-209,2
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	-223,1	-223,1	0,0	-197,3	0,0	0,0	-450,2	-2,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-13.553,5	-9.765,9	-8.768,3	-7.872,5	-4.262,5	-1.655,9	-1.033,4	305,0	1.262,6	99,3
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-13.405,9</b>	<b>-9.531,7</b>	<b>-9.056,6</b>	<b>-8.383,9</b>	<b>-4.526,5</b>	<b>-2.069,8</b>	<b>-551,3</b>	<b>809,6</b>	<b>750,6</b>	<b>-191,0</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	7.706,0	8.102,2	8.161,5	8.144,0	8.398,1	8.588,9	8.961,5	9.267,6	9.666,6	9.781,1
Production marchande (P.11)	159,6	174,3	186,6	186,0	190,1	210,3	225,7	192,1	391,4	403,1
Production pour usage final propre (P.12)	53,6	55,0	57,4	63,5	65,1	73,9	76,2	85,1	95,0	96,9
Autre production non marchande (P.13)	7.492,8	7.872,9	7.917,5	7.894,5	8.142,9	8.304,7	8.659,6	8.990,4	9.180,2	9.281,1
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	107,1	160,2	131,6	138,4	176,8	206,0	198,5	266,4	297,7	256,3
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	7.385,7	7.712,7	7.785,9	7.756,1	7.966,1	8.098,7	8.461,1	8.724,0	8.882,5	9.024,8
<b>Total Ressources</b>	<b>7.706,0</b>	<b>8.102,2</b>	<b>8.161,5</b>	<b>8.144,0</b>	<b>8.398,1</b>	<b>8.588,9</b>	<b>8.961,5</b>	<b>9.267,6</b>	<b>9.666,6</b>	<b>9.781,1</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.569,1	1.656,6	1.593,8	1.630,8	1.692,6	1.763,2	1.864,5	2.098,7	2.205,9	2.233,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	6.136,9	6.445,6	6.567,7	6.513,2	6.705,5	6.825,7	7.097,0	7.168,9	7.460,7	7.548,1
Consommation de capital fixe (K.1)	599,9	614,9	621,7	617,4	608,0	577,5	544,0	522,9	505,0	520,1
Valeur ajoutée nette (B.1n)	5.537,0	5.830,7	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.248,2	6.553,0	6.646,0	6.955,7	7.028,0
<b>Total Emplois</b>	<b>7.706,0</b>	<b>8.102,2</b>	<b>8.161,5</b>	<b>8.144,0</b>	<b>8.398,1</b>	<b>8.588,9</b>	<b>8.961,5</b>	<b>9.267,6</b>	<b>9.666,6</b>	<b>9.781,1</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	5.537,0	5.830,7	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.248,2	6.553,0	6.646,0	6.955,7	7.028,0
<b>Total Ressources</b>	<b>5.537,0</b>	<b>5.830,7</b>	<b>5.946,0</b>	<b>5.895,8</b>	<b>6.097,5</b>	<b>6.248,2</b>	<b>6.553,0</b>	<b>6.646,0</b>	<b>6.955,7</b>	<b>7.028,0</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	5.525,5	5.816,3	5.932,6	5.876,3	6.086,8	6.231,6	6.517,3	6.659,7	6.948,6	7.003,8
Salaires et traitements bruts (D.11)	3.813,1	4.003,3	4.074,6	3.975,5	4.130,0	4.240,9	4.504,2	4.593,7	4.815,7	4.874,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.712,4	1.813,0	1.858,0	1.900,8	1.956,8	1.990,7	2.013,1	2.066,0	2.132,9	2.129,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	227,0	231,6	235,4	253,8	239,2	242,9	255,8	262,4	273,3	277,8
A destination des administrations publiques	227,0	231,6	235,4	253,8	239,2	242,9	255,8	262,4	273,3	277,8
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.485,4	1.581,4	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.859,6	1.851,2
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	11,5	14,4	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2
<b>Total Emplois</b>	<b>5.537,0</b>	<b>5.830,7</b>	<b>5.946,0</b>	<b>5.895,8</b>	<b>6.097,5</b>	<b>6.248,2</b>	<b>6.553,0</b>	<b>6.646,0</b>	<b>6.955,7</b>	<b>7.028,0</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	11,5	14,4	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2
Impôts sur la production et les importations (D.2)	18.619,6	20.180,9	20.449,7	21.699,0	22.590,7	23.518,3	25.353,6	26.598,0	26.172,3	25.670,2
Impôts sur les produits (D.21)	18.154,4	19.626,8	19.839,0	21.120,1	21.862,6	22.783,6	24.615,4	25.877,6	25.431,2	25.355,9
Taxe du type TVA (D.211)	11.432,3	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.727,0	17.823,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	6.239,4	6.742,2	6.726,2	7.300,1	7.215,8	7.660,8	7.936,5	8.129,2	8.072,6	6.858,5
Autres impôts sur la production (D.29)	465,2	554,1	610,7	578,9	728,1	734,7	738,2	720,4	741,1	314,3
Subventions (D.3)	-1.346,1	-1.290,9	-1.393,3	-1.462,9	-1.310,1	-1.395,7	-1.442,3	-1.439,7	-1.418,2	-1.335,5
Subventions sur les produits (D.31)	-956,4	-1.008,8	-1.081,3	-1.183,6	-1.070,7	-1.156,9	-1.169,2	-1.183,2	-1.204,9	-1.176,9
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-956,4	-1.008,8	-1.081,3	-1.183,6	-1.070,7	-1.156,9	-1.169,2	-1.183,2	-1.204,9	-1.176,9
Autres subventions sur la production (D.39)	-389,7	-282,1	-312,0	-279,3	-239,4	-238,8	-273,1	-256,5	-213,3	-158,6
Revenus de la propriété (D.4)	1.053,7	816,1	861,1	1.100,8	956,9	883,1	565,4	1.018,8	1.478,3	1.188,0
Intérêts (D.41)	536,0	468,4	491,0	525,1	467,0	437,1	500,0	481,8	728,5	606,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	536,0	468,4	491,0	525,1	467,0	437,1	500,0	481,8	728,5	606,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	517,1	350,7	369,7	572,3	488,2	443,9	63,9	535,5	748,0	580,4
Dividendes (D.421)	517,1	350,7	369,7	554,3	474,7	433,9	44,7	527,2	743,2	580,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	18,0	13,5	10,0	19,2	8,3	4,8	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,6	-3,0	0,4	3,4	1,7	2,1	1,5	1,5	1,8	1,6
<b>Total Ressources</b>	<b>18.338,7</b>	<b>19.720,5</b>	<b>19.930,9</b>	<b>21.356,4</b>	<b>22.248,2</b>	<b>23.022,3</b>	<b>24.512,4</b>	<b>26.163,4</b>	<b>26.239,5</b>	<b>25.546,9</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	19.020,0	16.977,7	16.985,4	16.570,9	15.742,1	15.761,1	15.234,9	15.590,5	15.655,2	14.670,2
Intérêts (D.41)	19.020,0	16.977,7	16.985,4	16.570,9	15.742,1	15.761,1	15.234,9	15.590,5	15.655,2	14.670,2
Versés aux administrations publiques	176,5	133,1	131,1	127,2	202,7	303,9	247,1	243,6	293,3	267,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	4,8	9,2	6,6
Versés aux administrations locales	12,5	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	20,6
Versés aux administrations de sécurité sociale	164,0	119,0	116,9	116,4	155,3	226,4	192,2	177,5	233,1	239,9
Versés aux autres secteurs	18.843,5	16.844,6	16.854,3	16.443,7	15.539,4	15.457,2	14.987,8	15.346,9	15.361,9	14.403,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	-681,3	2.742,8	2.945,5	4.785,5	6.506,1	7.261,2	9.277,5	10.572,9	10.584,3	10.876,7
<b>Total Emplois</b>	<b>18.338,7</b>	<b>19.720,5</b>	<b>19.930,9</b>	<b>21.356,4</b>	<b>22.248,2</b>	<b>23.022,3</b>	<b>24.512,4</b>	<b>26.163,4</b>	<b>26.239,5</b>	<b>25.546,9</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	-681,3	2.742,8	2.945,5	4.785,5	6.506,1	7.261,2	9.277,5	10.572,9	10.584,3	10.876,7
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	27.899,8	29.427,9	31.458,2	32.112,7	34.399,7	37.056,0	37.439,0	40.524,3	41.683,0	41.843,0
Impôts sur le revenu (D.51)	27.377,8	28.882,9	30.890,5	31.360,5	33.543,6	36.202,8	36.438,0	39.572,2	40.729,5	41.535,8
En provenance des administrations publiques	11,8	9,9	9,4	13,5	19,1	25,5	31,8	40,5	44,1	37,1
En provenance des autres secteurs	27.366,0	28.873,0	30.881,1	31.347,0	33.524,5	36.177,3	36.406,2	39.531,7	40.685,4	41.498,7
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	3.799,0	4.455,6	4.889,9	5.639,1	6.272,8	7.770,2	7.710,8	8.097,1	8.099,0	8.100,2
En provenance des ménages	23.535,3	24.380,7	25.920,7	25.648,5	27.180,5	28.341,8	28.566,7	31.239,5	32.444,8	33.208,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	31,7	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1
Autres impôts courants (D.59)	522,0	545,0	567,7	752,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	522,0	545,0	567,7	752,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	4,2	7,3	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0
En provenance des ménages	495,5	512,8	535,0	715,1	769,4	752,4	883,0	819,9	816,2	166,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	22,3	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	2.466,7	2.632,4	2.803,3	2.829,8	2.973,4	3.001,9	3.029,5	3.124,9	3.177,3	3.216,9
Cotisations sociales effectives (D.611)	981,3	1.051,0	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.317,7	1.365,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	173,1	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	173,1	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2
A charge des administrations publiques	109,8	120,5	129,8	130,9	132,9	119,2	140,1	147,3	150,5	164,0
A charge des autres secteurs	63,3	84,0	97,9	76,3	142,1	148,3	140,1	149,6	124,5	142,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	791,3	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	910,9	920,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	791,3	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	910,9	920,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	16,9	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	138,6

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	16,9	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	138,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.485,4	1.581,4	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.859,6	1.851,2
Autres transferts courants (D.7)	650,9	677,2	635,3	551,2	523,3	640,2	713,9	665,1	737,4	765,5
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	371,0	328,4	302,1	220,8	203,1	228,9	247,1	249,7	237,8	237,4
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	371,0	328,4	302,1	220,8	203,1	228,9	247,1	249,7	237,8	237,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	324,5	261,3	248,3	186,3	167,4	164,0	135,7	117,8	110,6	89,9
En provenance des administrations locales	6,3	8,7	9,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	40,2	58,4	44,7	34,1	35,4	64,8	111,3	131,8	127,1	147,4
Coopération internationale courante (D.74)	88,8	118,3	97,3	48,3	49,6	146,8	184,9	138,2	186,4	207,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	52,3	72,9	58,1	9,5	0,0	120,5	132,1	92,8	160,0	184,7
En provenance des institutions de l'Union européenne	36,5	45,4	39,2	38,7	49,5	26,2	52,7	45,1	26,1	22,3
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4
Transferts courants divers (D.75)	191,1	230,5	235,9	282,1	270,6	264,5	281,9	277,2	313,2	320,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	191,1	230,5	235,9	282,1	270,6	264,5	281,9	277,2	313,2	320,7

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des sociétés non financières	32,6	38,7	42,1	99,0	90,9	92,0	105,6	107,1	116,5	96,4
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
En provenance des ménages	158,5	191,8	193,8	183,1	176,6	172,5	176,3	170,1	196,7	221,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>30.336,1</b>	<b>35.480,3</b>	<b>37.842,3</b>	<b>40.279,2</b>	<b>44.402,5</b>	<b>47.959,3</b>	<b>50.459,9</b>	<b>54.887,2</b>	<b>56.182,0</b>	<b>56.702,1</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1,3	0,0	0,0	1,4	7,2	15,4	20,9	29,8	33,4	28,0
Impôts sur le revenu (D.51)	1,3	0,0	0,0	1,4	7,2	15,4	20,9	29,8	33,4	28,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	3.899,0	4.049,4	4.170,9	4.166,0	4.531,8	4.605,8	4.660,4	4.798,5	4.906,6	5.005,7
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	826,1	875,0	935,0	966,5	1.253,4	1.306,6	1.316,3	1.374,0	1.396,3	1.449,2
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.485,4	1.581,3	1.622,7	1.646,9	1.717,6	1.747,8	1.757,2	1.803,6	1.859,6	1.851,2
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	1.587,5	1.593,1	1.613,2	1.552,6	1.560,8	1.551,4	1.586,9	1.620,9	1.650,7	1.705,3
Autres transferts courants (D.7)	27.577,9	30.826,9	31.874,7	33.603,8	35.160,7	36.655,9	38.500,1	39.620,2	42.187,8	41.506,1
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	25.812,1	28.858,1	30.013,8	31.356,7	32.908,9	34.224,5	35.932,4	36.985,1	39.475,7	38.511,2
Transferts de recettes fiscales	17.068,4	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	16.678,4	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0
Aux administrations locales	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
Aux administrations de sécurité sociale	390,0	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.586,7
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	8.743,7	8.938,2	8.993,2	9.242,2	9.155,0	9.426,1	9.686,4	10.099,9	10.602,7	11.395,6
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1.825,3	1.805,9	1.991,0	2.152,4	2.295,4	2.447,4	2.522,7	2.738,6	2.909,1	3.203,2
Aux administrations locales	873,2	970,5	941,6	1.017,5	974,4	1.003,3	1.041,2	1.222,1	1.370,8	1.873,0
Aux administrations de sécurité sociale	6.045,2	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.975,4	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,4
Coopération internationale courante (D.74)	404,9	381,3	409,1	483,5	460,2	481,5	516,6	565,8	543,4	563,3
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	63,5	69,7	61,4	37,1	48,3	66,7	87,7	73,9	31,5	59,1

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	341,4	311,6	347,7	445,7	411,7	414,8	428,8	491,9	511,9	504,2
Transferts courants divers (D.75)	1.360,9	1.587,5	1.451,8	1.763,6	1.791,6	1.949,9	2.051,1	2.069,3	2.168,7	2.431,6
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.360,9	1.587,5	1.451,8	1.763,6	1.791,6	1.949,9	2.051,1	2.069,3	2.168,7	2.431,6
Versés aux sociétés non financières	668,1	681,3	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	64,3	31,2	79,6	22,2	17,6	12,4	22,7	30,5	46,2	58,5
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	158,9	234,0	209,0	232,9	226,3	225,7	242,6	253,1	303,0	324,1
Versés au reste du monde	469,6	641,0	458,2	810,0	1.030,6	1.171,6	1.250,1	1.265,3	1.299,9	1.532,3
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7
Versés aux institutions de l'Union européenne	469,6	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8
Dont: quatrième ressource propre des Communautés	469,6	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	71,7	115,6	135,7	123,0	144,1	153,3	165,8
Revenu disponible (B.6n)	-1.142,1	604,0	1.796,7	2.508,0	4.702,8	6.682,2	7.278,5	10.438,7	9.054,2	10.162,3
<b>Total Emplois</b>	<b>30.336,1</b>	<b>35.480,3</b>	<b>37.842,3</b>	<b>40.279,2</b>	<b>44.402,5</b>	<b>47.959,3</b>	<b>50.459,9</b>	<b>54.887,2</b>	<b>56.182,0</b>	<b>56.702,1</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	-1.142,1	604,0	1.796,7	2.508,0	4.702,8	6.682,2	7.278,5	10.438,7	9.054,2	10.162,3
<b>Total Ressources</b>	<b>-1.142,1</b>	<b>604,0</b>	<b>1.796,7</b>	<b>2.508,0</b>	<b>4.702,8</b>	<b>6.682,2</b>	<b>7.278,5</b>	<b>10.438,7</b>	<b>9.054,2</b>	<b>10.162,3</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	946,4	903,0	1.062,8	1.159,8	1.164,4	1.135,6	1.172,3	1.177,0	1.208,1	1.240,9
Prestations sociales en nature (D.631)	904,2	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	904,2	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	904,2	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	42,2	41,7	34,4	56,2	87,5	82,7	81,6	71,0	62,9	101,3
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-2.088,5	-299,0	733,9	1.348,2	3.538,4	5.546,6	6.106,2	9.261,7	7.846,1	8.921,4
<b>Total Emplois</b>	<b>-1.142,1</b>	<b>604,0</b>	<b>1.796,7</b>	<b>2.508,0</b>	<b>4.702,8</b>	<b>6.682,2</b>	<b>7.278,5</b>	<b>10.438,7</b>	<b>9.054,2</b>	<b>10.162,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	-1.142,1	604,0	1.796,7	2.508,0	4.702,8	6.682,2	7.278,5	10.438,7	9.054,2	10.162,3
<b>Total Ressources</b>	<b>-1.142,1</b>	<b>604,0</b>	<b>1.796,7</b>	<b>2.508,0</b>	<b>4.702,8</b>	<b>6.682,2</b>	<b>7.278,5</b>	<b>10.438,7</b>	<b>9.054,2</b>	<b>10.162,3</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	8.289,9	8.574,0	8.814,3	8.859,7	9.043,0	9.151,6	9.551,8	9.830,0	10.027,7	10.164,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	946,4	903,0	1.062,8	1.159,8	1.164,4	1.135,6	1.172,3	1.177,0	1.208,1	1.240,9
Dépenses de consommation collective (P.32)	7.343,5	7.671,0	7.751,5	7.699,9	7.878,6	8.016,0	8.379,5	8.653,0	8.819,6	8.923,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-9.432,0	-7.970,0	-7.017,6	-6.351,7	-4.340,2	-2.469,4	-2.273,3	608,7	-973,5	-2,1
<b>Total Emplois</b>	<b>-1.142,1</b>	<b>604,0</b>	<b>1.796,7</b>	<b>2.508,0</b>	<b>4.702,8</b>	<b>6.682,2</b>	<b>7.278,5</b>	<b>10.438,7</b>	<b>9.054,2</b>	<b>10.162,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-2.088,5	-299,0	733,9	1.348,2	3.538,4	5.546,6	6.106,2	9.261,7	7.846,1	8.921,4
<b>Total Ressources</b>	<b>-2.088,5</b>	<b>-299,0</b>	<b>733,9</b>	<b>1.348,2</b>	<b>3.538,4</b>	<b>5.546,6</b>	<b>6.106,2</b>	<b>9.261,7</b>	<b>7.846,1</b>	<b>8.921,4</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	7.343,5	7.671,0	7.751,5	7.699,9	7.878,6	8.016,0	8.379,5	8.653,0	8.819,6	8.923,5
Consommation collective effective (P.42)	7.343,5	7.671,0	7.751,5	7.699,9	7.878,6	8.016,0	8.379,5	8.653,0	8.819,6	8.923,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-9.432,0	-7.970,0	-7.017,6	-6.351,7	-4.340,2	-2.469,4	-2.273,3	608,7	-973,5	-2,1
<b>Total Emplois</b>	<b>-2.088,5</b>	<b>-299,0</b>	<b>733,9</b>	<b>1.348,2</b>	<b>3.538,4</b>	<b>5.546,6</b>	<b>6.106,2</b>	<b>9.261,7</b>	<b>7.846,1</b>	<b>8.921,4</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-9.432,0	-7.970,0	-7.017,6	-6.351,7	-4.340,2	-2.469,4	-2.273,3	608,7	-973,5	-2,1
Transferts en capital à recevoir (D.9)	139,4	167,8	118,5	112,5	505,9	125,0	152,2	153,6	468,0	152,2
Impôts en capital (D.91)	131,5	140,0	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6
Aides à l'investissement (D.92)	0,0	1,1	1,7	9,7	390,2	1,7	10,4	10,2	12,3	18,6
En provenance des administrations publiques	0,0	1,1	1,7	2,0	1,7	1,7	2,4	2,2	2,6	2,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	1,1	1,7	2,0	1,7	1,7	2,4	2,2	2,6	2,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	7,7	388,5	0,0	8,0	8,0	9,7	16,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	380,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	7,7	8,1	0,0	8,0	8,0	8,0	11,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	5,6
Autres transferts en capital (D.99)	7,9	26,7	2,3	9,7	12,7	10,9	12,6	10,5	322,2	50,0
En provenance des administrations publiques	1,0	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	173,9	2,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	1,0	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	2,9	2,7
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0
En provenance des autres secteurs	6,9	22,6	2,3	6,0	10,4	9,1	9,0	6,6	148,3	47,3
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,1	1,3	0,0	0,0	0,0	138,8	39,4
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	6,7	7,5	2,2	5,9	6,6	7,8	7,2	5,2	9,1	6,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,2	15,1	0,1	0,0	2,5	1,3	1,8	1,4	0,4	1,5
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,2	15,1	0,1	0,0	2,5	1,3	1,8	1,4	0,4	1,5

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.342,9	-1.197,7	-1.090,4	-1.036,8	-1.562,5	-1.596,2	-1.522,4	-1.843,2	-2.353,0	-1.044,0
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-762,1	-719,9	-751,2	-733,6	-1.312,3	-857,1	-1.013,5	-1.195,1	-878,4	-955,8
Versées aux administrations publiques	-125,9	-120,7	-127,1	-122,7	-110,8	-124,4	-109,7	-110,5	-127,6	-87,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-52,2	-44,5	-46,4	-38,0	-32,4	-52,2	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8
Versées aux administrations locales	-73,0	-76,2	-80,7	-84,7	-78,4	-72,2	-70,8	-77,9	-78,1	-55,2
Versées aux administrations de sécurité sociale	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-636,2	-599,2	-624,1	-610,9	-1.201,5	-732,7	-903,8	-1.084,6	-750,8	-868,8
Versées aux sociétés non financières	-329,4	-335,1	-369,4	-531,5	-1.128,3	-621,6	-789,0	-951,9	-632,8	-707,5
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Versées au reste du monde	-306,7	-264,0	-254,6	-79,3	-73,1	-111,0	-114,7	-132,6	-117,9	-161,2
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-33,1	-36,9	-26,5	-22,8	-66,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-306,6	-263,8	-254,4	-79,3	-73,1	-77,9	-77,8	-106,1	-95,1	-94,5
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-580,8	-477,8	-339,2	-303,2	-250,2	-739,1	-508,9	-648,1	-1.474,6	-88,2
Versés aux administrations publiques	-114,4	-260,7	-122,0	-22,8	-32,5	-33,7	-117,9	-360,7	-1.365,8	-1,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-24,8	-24,8	-79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	-12,8	-19,1	-19,5	0,0	-2,8	-4,0	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-76,8	-216,8	-22,8	-22,8	-29,7	-29,7	-29,7	0,0	-1.363,4	0,0
Versés aux autres secteurs	-466,4	-217,1	-217,2	-280,4	-217,7	-705,4	-391,0	-287,4	-108,8	-87,2
Versés aux sociétés non financières	-148,0	-130,8	-112,9	-149,7	-36,4	-73,1	-171,8	-109,7	-48,5	-13,8
Versés aux sociétés financières	-225,5	-0,2	-7,2	-34,4	-109,0	-586,6	-1,7	0,0	-0,9	-6,1
Versés aux ménages	-3,1	-1,9	-2,7	-26,7	-23,5	-11,8	-213,3	-30,5	-41,9	-21,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-89,8	-84,2	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,2	-147,2	-17,5	-46,3
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-60,1	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	-1,0	-0,9	-1,2	-1,7	-1,1	-2,0	-1,3
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-89,8	-84,2	-94,4	-68,6	-47,9	-32,7	-2,5	-86,0	-15,5	-45,0

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-10.635,5</b>	<b>-8.999,9</b>	<b>-7.989,5</b>	<b>-7.276,0</b>	<b>-5.396,8</b>	<b>-3.940,6</b>	<b>-3.643,5</b>	<b>-1.080,9</b>	<b>-2.858,5</b>	<b>-893,9</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-10.635,5	-8.999,9	-7.989,5	-7.276,0	-5.396,8	-3.940,6	-3.643,5	-1.080,9	-2.858,5	-893,9
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-10.635,5</b>	<b>-8.999,9</b>	<b>-7.989,5</b>	<b>-7.276,0</b>	<b>-5.396,8</b>	<b>-3.940,6</b>	<b>-3.643,5</b>	<b>-1.080,9</b>	<b>-2.858,5</b>	<b>-893,9</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-10.635,5	-8.999,9	-7.989,5	-7.276,0	-5.396,8	-3.940,6	-3.643,5	-1.080,9	-2.858,5	-893,9
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-10.635,5</b>	<b>-8.999,9</b>	<b>-7.989,5</b>	<b>-7.276,0</b>	<b>-5.396,8</b>	<b>-3.940,6</b>	<b>-3.643,5</b>	<b>-1.080,9</b>	<b>-2.858,5</b>	<b>-893,9</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	655,4	595,1	608,6	658,1	553,2	530,6	595,9	561,4	295,5	522,7
Formation brute de capital fixe (P.51)	655,4	595,1	605,1	662,4	551,9	525,2	586,0	567,4	306,6	497,1
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	601,7	540,1	547,7	598,5	486,4	450,9	509,8	482,1	211,6	400,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	602,5	540,8	548,1	643,4	555,2	480,5	529,3	510,5	570,8	575,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	3,4	7,3
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-0,8	-0,7	-0,4	-44,9	-68,8	-29,6	-19,6	-28,5	-362,6	-182,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	53,7	55,0	57,4	63,9	65,5	74,3	76,2	85,3	95,0	96,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	53,7	55,0	57,4	63,9	65,5	74,3	76,2	85,3	95,0	96,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-599,9	-614,9	-621,7	-617,4	-608,0	-577,5	-544,0	-522,9	-505,0	-520,1
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	3,5	-4,3	1,3	5,4	9,9	-6,0	-11,1	25,6
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	3,0	-1,7	-204,1	-207,2	9,0	-190,5	18,9	5,8	-399,5	-182,5
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	3,0	-1,7	19,0	15,9	9,0	6,8	18,9	5,8	50,7	-180,4
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	-223,1	-223,1	0,0	-197,3	0,0	0,0	-450,2	-2,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-10.694,0	-8.978,4	-7.772,3	-7.109,5	-5.351,0	-3.703,2	-3.714,3	-1.125,2	-2.249,5	-714,0
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-10.635,5</b>	<b>-8.999,9</b>	<b>-7.989,5</b>	<b>-7.276,0</b>	<b>-5.396,8</b>	<b>-3.940,6</b>	<b>-3.643,5</b>	<b>-1.080,9</b>	<b>-2.858,5</b>	<b>-893,9</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	12.878,8	13.457,7	14.161,8	14.636,1	15.197,2	15.822,5	16.526,1	17.319,6	18.247,1	19.927,7
Production marchande (P.11)	365,9	371,4	375,5	384,1	399,3	384,7	398,2	397,9	405,7	639,1
Production pour usage final propre (P.12)	15,3	15,7	16,4	16,6	18,9	28,0	28,9	47,8	58,6	59,9
Autre production non marchande (P.13)	12.497,6	13.070,6	13.769,9	14.235,4	14.779,0	15.409,8	16.099,0	16.873,9	17.782,8	19.228,7
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	495,0	492,1	513,4	529,7	550,7	620,1	648,3	651,8	702,0	729,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	12.002,6	12.578,5	13.256,5	13.705,7	14.228,3	14.789,7	15.450,7	16.222,1	17.080,8	18.498,9
<b>Total Ressources</b>	<b>12.878,8</b>	<b>13.457,7</b>	<b>14.161,8</b>	<b>14.636,1</b>	<b>15.197,2</b>	<b>15.822,5</b>	<b>16.526,1</b>	<b>17.319,6</b>	<b>18.247,1</b>	<b>19.927,7</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.849,5	1.865,5	1.990,9	2.170,4	2.304,4	2.509,9	2.659,4	2.784,9	3.110,0	3.685,5
Valeur ajoutée brute (B.1b)	11.029,3	11.592,2	12.170,9	12.465,7	12.892,8	13.312,6	13.866,7	14.534,7	15.137,1	16.242,2
Consommation de capital fixe (K.1)	1.856,9	1.898,8	1.923,2	1.926,8	1.936,4	1.952,1	1.989,3	2.190,6	2.221,2	2.332,4
Valeur ajoutée nette (B.1n)	9.172,4	9.693,4	10.247,7	10.538,9	10.956,4	11.360,5	11.877,4	12.344,1	12.915,9	13.909,8
<b>Total Emplois</b>	<b>12.878,8</b>	<b>13.457,7</b>	<b>14.161,8</b>	<b>14.636,1</b>	<b>15.197,2</b>	<b>15.822,5</b>	<b>16.526,1</b>	<b>17.319,6</b>	<b>18.247,1</b>	<b>19.927,7</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	9.172,4	9.693,4	10.247,7	10.538,9	10.956,4	11.360,5	11.877,4	12.344,1	12.915,9	13.909,8
<b>Total Ressources</b>	<b>9.172,4</b>	<b>9.693,4</b>	<b>10.247,7</b>	<b>10.538,9</b>	<b>10.956,4</b>	<b>11.360,5</b>	<b>11.877,4</b>	<b>12.344,1</b>	<b>12.915,9</b>	<b>13.909,8</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	9.172,4	9.693,4	10.247,7	10.538,9	10.956,4	11.360,5	11.877,4	12.344,1	12.915,9	13.910,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	7.006,5	7.367,6	7.722,6	7.863,1	8.131,7	8.415,7	8.768,4	9.104,6	9.504,9	10.175,7
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.165,9	2.325,8	2.525,1	2.675,8	2.824,7	2.944,8	3.109,0	3.239,5	3.411,0	3.735,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	792,2	848,6	895,0	898,4	946,1	960,7	1.013,0	1.016,3	1.059,1	1.124,7
A destination des administrations publiques	792,2	848,6	895,0	898,4	946,1	960,7	1.013,0	1.016,3	1.059,1	1.106,4
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,3
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.373,7	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,6	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.351,9	2.610,5
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,1
<b>Total Emplois</b>	<b>9.172,4</b>	<b>9.693,4</b>	<b>10.247,7</b>	<b>10.538,9</b>	<b>10.956,4</b>	<b>11.360,5</b>	<b>11.877,4</b>	<b>12.344,1</b>	<b>12.915,9</b>	<b>13.909,8</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,1
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.249,7	1.256,2	1.320,8	1.495,7	1.675,8	1.758,3	1.873,8	1.863,3	1.901,2	3.452,3
Impôts sur les produits (D.21)	702,8	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	702,8	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1
Autres impôts sur la production (D.29)	546,9	553,1	620,5	660,9	721,1	752,0	774,7	774,4	823,2	914,2
Subventions (D.3)	-1.335,9	-1.317,4	-1.272,4	-1.350,6	-1.294,9	-1.403,4	-1.349,1	-1.420,7	-1.566,2	-1.677,7
Subventions sur les produits (D.31)	-585,9	-567,0	-581,1	-593,1	-615,1	-630,0	-664,5	-717,6	-807,8	-877,2
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-585,9	-567,0	-581,1	-593,1	-615,1	-630,0	-664,5	-717,6	-807,8	-877,2
Autres subventions sur la production (D.39)	-750,0	-750,4	-691,3	-757,5	-679,8	-773,4	-684,6	-703,1	-758,4	-800,5
Revenus de la propriété (D.4)	57,0	47,1	61,7	72,5	73,6	128,6	167,5	123,3	148,7	186,4
Intérêts (D.41)	43,9	34,7	37,3	23,6	30,5	57,2	101,7	70,2	100,2	106,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	4,8	9,2	6,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	4,8	9,2	6,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	43,9	34,7	37,3	23,6	30,5	57,2	98,0	65,4	91,0	100,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	5,0	3,7	1,0	12,5	3,7	36,6	32,3	23,1	17,4	38,4
Dividendes (D.421)	5,0	3,7	1,0	12,5	3,7	36,6	32,3	23,1	17,4	38,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	8,1	8,7	8,1	8,1	8,7	7,5	6,9	8,4	10,2	8,3
Loyers (D.45)	0,0	0,0	15,3	28,3	30,7	27,3	26,6	21,6	20,9	33,1
<b>Total Ressources</b>	<b>-29,2</b>	<b>-14,1</b>	<b>110,1</b>	<b>217,6</b>	<b>454,5</b>	<b>483,5</b>	<b>692,2</b>	<b>565,9</b>	<b>483,7</b>	<b>1.959,9</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	482,1	651,2	686,6	709,3	634,6	666,4	600,8	604,5	605,2	608,9
Intérêts (D.41)	482,1	651,2	686,6	709,3	634,6	666,4	600,8	604,5	605,2	608,9
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	482,1	651,2	686,6	709,3	634,6	666,4	600,8	604,5	605,2	608,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	-511,3	-665,3	-576,5	-491,7	-180,1	-182,9	91,4	-38,6	-121,5	1.351,0
<b>Total Emplois</b>	<b>-29,2</b>	<b>-14,1</b>	<b>110,1</b>	<b>217,6</b>	<b>454,5</b>	<b>483,5</b>	<b>692,2</b>	<b>565,9</b>	<b>483,7</b>	<b>1.959,9</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	-511,3	-665,3	-576,5	-491,7	-180,1	-182,9	91,4	-38,6	-121,5	1.351,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	1.373,7	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,6	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.351,9	2.610,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.373,7	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,6	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.351,9	2.610,5
Autres transferts courants (D.7)	18.679,4	19.790,1	20.973,8	21.731,4	23.215,9	24.493,6	25.765,2	26.108,0	28.591,1	26.123,1
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	13,1	13,0	10,5	23,0	34,5	35,6	41,1	47,3	56,4	43,2
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	18.514,1	19.677,6	20.834,8	21.559,0	23.075,0	24.259,2	25.502,7	25.888,6	28.346,8	25.853,9
Transferts de recettes fiscales	16.678,4	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	16.678,4	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	1.835,7	1.816,3	2.090,7	2.256,2	2.399,9	2.577,0	2.638,3	2.855,0	3.048,8	3.365,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.825,3	1.805,9	1.991,0	2.152,4	2.295,4	2.447,4	2.522,7	2.738,6	2.909,1	3.203,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	10,4	10,4	99,7	103,8	104,5	129,6	115,6	116,4	139,7	162,7
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	41,1	26,4	68,2	84,5	53,1	95,0	103,8	64,9	79,7	86,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	41,1	26,4	68,2	84,5	53,1	95,0	103,8	64,9	79,7	86,9
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	111,1	73,1	60,3	64,9	53,3	103,8	117,6	107,2	108,2	139,1
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	111,1	73,1	60,3	64,9	53,3	103,8	117,6	107,2	108,2	139,1

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	111,1	73,1	60,3	64,9	53,3	103,8	117,6	107,2	108,2	139,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>19.571,2</b>	<b>20.621,5</b>	<b>22.049,3</b>	<b>23.049,6</b>	<b>24.931,4</b>	<b>26.319,1</b>	<b>27.977,2</b>	<b>28.312,8</b>	<b>30.904,3</b>	<b>30.897,7</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.732,5	1.870,4	1.992,1	2.146,0	2.260,0	2.378,6	2.483,3	2.670,8	2.808,6	3.172,5
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.373,7	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,5	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.351,9	2.610,5
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	358,8	393,2	362,0	368,6	381,5	394,5	387,3	447,6	456,7	562,0
Autres transferts courants (D.7)	6.647,9	6.872,5	6.991,9	6.692,6	6.961,5	7.077,7	7.123,6	7.112,1	7.237,1	7.509,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	50,7	50,6	48,6	48,4	48,7	49,5	55,9	62,3	73,3	56,8
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	4.990,8	5.103,2	5.259,9	5.060,6	5.047,7	5.189,0	5.394,8	5.425,2	5.640,3	5.915,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	4.990,8	5.103,2	5.259,9	5.060,6	5.047,7	5.189,0	5.394,8	5.425,2	5.640,3	5.915,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	324,5	261,3	248,3	186,3	167,4	164,0	135,7	117,8	110,6	89,9
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	4.666,3	4.841,9	5.011,6	4.874,3	4.880,3	5.025,0	5.258,6	5.307,4	5.523,1	5.720,2
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	6,6	105,8
Coopération internationale courante (D.74)	8,9	8,0	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,7	16,4
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	8,9	8,0	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,7	16,4
Transferts courants divers (D.75)	1.597,5	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.849,5	1.819,1	1.658,8	1.614,6	1.513,8	1.520,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.597,5	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.849,5	1.819,1	1.658,8	1.614,6	1.513,8	1.520,3
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.597,5	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.849,5	1.819,1	1.658,8	1.614,6	1.513,8	1.520,3
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	11.190,8	11.878,6	13.065,3	14.211,0	15.709,9	16.862,8	18.370,3	18.529,9	20.858,6	20.215,7
<b>Total Emplois</b>	<b>19.571,2</b>	<b>20.621,5</b>	<b>22.049,3</b>	<b>23.049,6</b>	<b>24.931,4</b>	<b>26.319,1</b>	<b>27.977,2</b>	<b>28.312,8</b>	<b>30.904,3</b>	<b>30.897,7</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.190,8	11.878,6	13.065,3	14.211,0	15.709,9	16.862,8	18.370,3	18.529,9	20.858,6	20.215,7
<b>Total Ressources</b>	<b>11.190,8</b>	<b>11.878,6</b>	<b>13.065,3</b>	<b>14.211,0</b>	<b>15.709,9</b>	<b>16.862,8</b>	<b>18.370,3</b>	<b>18.529,9</b>	<b>20.858,6</b>	<b>20.215,7</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	9.786,8	10.206,0	10.596,3	11.023,9	11.298,3	11.707,2	12.035,1	12.390,4	13.056,1	14.061,1
Prestations sociales en nature (D.631)	656,6	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	656,6	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	656,6	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	9.130,2	9.441,9	9.806,7	10.205,3	10.401,9	10.822,1	10.973,6	11.239,5	11.740,6	12.533,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	1.404,0	1.672,6	2.469,0	3.187,1	4.411,6	5.155,6	6.335,2	6.139,5	7.802,5	6.154,6
<b>Total Emplois</b>	<b>11.190,8</b>	<b>11.878,6</b>	<b>13.065,3</b>	<b>14.211,0</b>	<b>15.709,9</b>	<b>16.862,8</b>	<b>18.370,3</b>	<b>18.529,9</b>	<b>20.858,6</b>	<b>20.215,7</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.190,8	11.878,6	13.065,3	14.211,0	15.709,9	16.862,8	18.370,3	18.529,9	20.858,6	20.215,7
<b>Total Ressources</b>	<b>11.190,8</b>	<b>11.878,6</b>	<b>13.065,3</b>	<b>14.211,0</b>	<b>15.709,9</b>	<b>16.862,8</b>	<b>18.370,3</b>	<b>18.529,9</b>	<b>20.858,6</b>	<b>20.215,7</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	12.659,2	13.342,6	14.046,1	14.524,3	15.124,7	15.674,8	16.512,2	17.373,0	18.396,3	20.026,6
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	9.786,8	10.206,0	10.596,3	11.023,9	11.298,3	11.707,2	12.035,1	12.390,4	13.056,1	14.061,1
Dépenses de consommation collective (P.32)	2.872,4	3.136,6	3.449,8	3.500,4	3.826,4	3.967,6	4.477,1	4.982,6	5.340,2	5.965,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-1.468,4	-1.464,0	-980,8	-313,3	585,2	1.188,0	1.858,1	1.156,9	2.462,3	189,1
<b>Total Emplois</b>	<b>11.190,8</b>	<b>11.878,6</b>	<b>13.065,3</b>	<b>14.211,0</b>	<b>15.709,9</b>	<b>16.862,8</b>	<b>18.370,3</b>	<b>18.529,9</b>	<b>20.858,6</b>	<b>20.215,7</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	1.404,0	1.672,6	2.469,0	3.187,1	4.411,6	5.155,6	6.335,2	6.139,5	7.802,5	6.154,6
<b>Total Ressources</b>	<b>1.404,0</b>	<b>1.672,6</b>	<b>2.469,0</b>	<b>3.187,1</b>	<b>4.411,6</b>	<b>5.155,6</b>	<b>6.335,2</b>	<b>6.139,5</b>	<b>7.802,5</b>	<b>6.154,6</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	2.872,4	3.136,6	3.449,8	3.500,4	3.826,4	3.967,6	4.477,1	4.982,6	5.340,2	5.965,5
Consommation collective effective (P.42)	2.872,4	3.136,6	3.449,8	3.500,4	3.826,4	3.967,6	4.477,1	4.982,6	5.340,2	5.965,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-1.468,4	-1.464,0	-980,8	-313,3	585,2	1.188,0	1.858,1	1.156,9	2.462,3	189,1
<b>Total Emplois</b>	<b>1.404,0</b>	<b>1.672,6</b>	<b>2.469,0</b>	<b>3.187,1</b>	<b>4.411,6</b>	<b>5.155,6</b>	<b>6.335,2</b>	<b>6.139,5</b>	<b>7.802,5</b>	<b>6.154,6</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-1.468,4	-1.464,0	-980,8	-313,3	585,2	1.188,0	1.858,1	1.156,9	2.462,3	189,1
Transferts en capital à recevoir (D.9)	662,9	682,1	778,1	779,8	754,7	913,1	959,9	1.091,4	1.149,5	1.238,1
Impôts en capital (D.91)	581,9	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5
Aides à l'investissement (D.92)	52,2	44,5	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8
En provenance des administrations publiques	52,2	44,5	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	52,2	44,5	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	28,8	29,9	85,0	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	27,3	22,8
En provenance des administrations publiques	24,8	24,8	79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	24,8	24,8	79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	4,0	5,1	5,3	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	27,3	22,8
En provenance des sociétés non financières	3,5	2,8	5,3	1,8	7,4	14,2	22,2	5,2	23,0	16,2
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	1,7	2,4	1,8	2,1	3,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,5	2,3	0,0	2,6	1,9	1,1	3,4	9,9	2,2	3,1
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,5	2,3	0,0	2,6	1,9	1,1	3,4	9,9	2,2	3,1

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.424,4	-1.642,7	-1.910,0	-2.023,4	-2.211,6	-2.135,6	-2.446,4	-2.483,5	-2.381,6	-2.514,2
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.424,4	-1.642,7	-1.857,4	-2.023,4	-2.167,0	-2.127,8	-2.339,4	-2.376,5	-2.274,6	-2.504,6
Versées aux administrations publiques	-400,9	-471,7	-472,4	-510,5	-581,5	-566,3	-581,1	-630,3	-653,5	-639,2
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	-1,1	-1,7	-2,0	-1,7	-1,7	-2,4	-2,2	-2,6	-2,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	-400,9	-470,6	-470,7	-508,5	-579,8	-564,6	-578,7	-628,1	-650,9	-637,2
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.023,5	-1.171,0	-1.385,0	-1.512,9	-1.585,5	-1.561,5	-1.758,3	-1.746,2	-1.621,1	-1.865,4
Versées aux sociétés non financières	-763,7	-969,6	-1.197,4	-1.318,1	-1.399,4	-1.374,7	-1.563,2	-1.575,6	-1.479,7	-1.704,7
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-212,9	-127,5	-146,1	-99,9	-105,8	-104,3	-92,6	-99,7	-96,0	-108,8
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-42,7	-71,4	-38,0	-93,8	-67,8	-76,0	-67,9	-39,1	-41,9	-50,4
Versées au reste du monde	-4,2	-2,5	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5
Versées aux états membres de l'Union européenne	-4,2	-2,5	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0,0	0,0	-52,6	0,0	-44,6	-7,8	-107,0	-107,0	-107,0	-9,6
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	-52,6	0,0	0,0	0,0	-99,2	-99,2	-99,2	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	-52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-99,2	-99,2	-99,2	0,0
Versés aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	-44,6	-7,8	-7,8	-7,8	-7,8	-9,6
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	-44,6	-7,8	-7,8	-7,8	-7,8	-9,6
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-2.229,9</b>	<b>-2.424,6</b>	<b>-2.112,7</b>	<b>-1.556,9</b>	<b>-871,7</b>	<b>-34,5</b>	<b>371,6</b>	<b>-235,2</b>	<b>1.230,2</b>	<b>-1.087,0</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-2.229,9	-2.424,6	-2.112,7	-1.556,9	-871,7	-34,5	371,6	-235,2	1.230,2	-1.087,0
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-2.229,9</b>	<b>-2.424,6</b>	<b>-2.112,7</b>	<b>-1.556,9</b>	<b>-871,7</b>	<b>-34,5</b>	<b>371,6</b>	<b>-235,2</b>	<b>1.230,2</b>	<b>-1.087,0</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-2.229,9	-2.424,6	-2.112,7	-1.556,9	-871,7	-34,5	371,6	-235,2	1.230,2	-1.087,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-2.229,9</b>	<b>-2.424,6</b>	<b>-2.112,7</b>	<b>-1.556,9</b>	<b>-871,7</b>	<b>-34,5</b>	<b>371,6</b>	<b>-235,2</b>	<b>1.230,2</b>	<b>-1.087,0</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.128,9	1.159,5	1.277,8	1.144,5	1.259,1	1.290,0	1.471,4	1.387,0	1.531,4	1.709,0
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.128,9	1.159,5	1.277,8	1.144,5	1.259,1	1.290,0	1.471,4	1.387,0	1.531,4	1.696,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.113,6	1.143,8	1.261,4	1.127,9	1.240,2	1.262,0	1.442,5	1.339,2	1.472,8	1.637,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.134,0	1.158,6	1.284,5	1.134,2	1.256,8	1.284,8	1.475,4	1.364,9	1.504,3	1.672,5
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-20,4	-14,8	-23,1	-6,3	-16,6	-22,8	-32,9	-25,7	-31,5	-35,5
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	15,3	15,7	16,4	16,6	18,9	28,0	28,9	47,8	58,6	59,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	15,3	15,7	16,4	16,6	18,9	28,0	28,9	47,8	58,6	59,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.856,9	-1.898,8	-1.923,2	-1.926,8	-1.936,4	-1.952,1	-1.989,3	-2.190,6	-2.221,2	-2.332,4
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-1.501,9	-1.685,3	-1.467,3	-774,6	-194,4	627,6	889,5	568,4	1.920,0	-463,6
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-2.229,9</b>	<b>-2.424,6</b>	<b>-2.112,7</b>	<b>-1.556,9</b>	<b>-871,7</b>	<b>-34,5</b>	<b>371,6</b>	<b>-235,2</b>	<b>1.230,2</b>	<b>-1.087,0</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	8.777,3	9.243,3	9.556,6	9.912,3	10.335,2	10.595,6	11.134,1	11.568,1	12.039,5	12.667,9
Production marchande (P.11)	442,1	422,1	480,4	528,2	540,4	604,1	627,1	652,1	711,4	725,6
Production pour usage final propre (P.12)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre production non marchande (P.13)	8.335,2	8.821,2	9.076,2	9.384,1	9.794,8	9.991,5	10.507,0	10.916,0	11.328,1	11.942,3
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	381,3	391,2	473,1	498,0	502,2	501,3	527,4	542,1	564,5	580,9
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	7.953,9	8.430,0	8.603,1	8.886,1	9.292,6	9.490,2	9.979,6	10.373,9	10.763,6	11.361,4
<b>Total Ressources</b>	<b>8.777,3</b>	<b>9.243,3</b>	<b>9.556,6</b>	<b>9.912,3</b>	<b>10.335,2</b>	<b>10.595,6</b>	<b>11.134,1</b>	<b>11.568,1</b>	<b>12.039,5</b>	<b>12.667,9</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.362,4	1.413,1	1.447,5	1.570,5	1.713,0	1.782,2	1.953,6	2.020,3	2.097,6	2.167,8
Valeur ajoutée brute (B.1b)	7.414,9	7.830,2	8.109,1	8.341,8	8.622,2	8.813,4	9.180,5	9.547,8	9.941,9	10.500,1
Consommation de capital fixe (K.1)	951,2	1.005,4	1.054,7	1.086,6	1.124,6	1.164,1	1.213,5	1.206,3	1.257,8	1.295,5
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.463,7	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.341,5	8.684,1	9.204,6
<b>Total Emplois</b>	<b>8.777,3</b>	<b>9.243,3</b>	<b>9.556,6</b>	<b>9.912,3</b>	<b>10.335,2</b>	<b>10.595,6</b>	<b>11.134,1</b>	<b>11.568,1</b>	<b>12.039,5</b>	<b>12.667,9</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.463,7	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.341,5	8.684,1	9.204,6
<b>Total Ressources</b>	<b>6.463,7</b>	<b>6.824,8</b>	<b>7.054,4</b>	<b>7.255,2</b>	<b>7.497,6</b>	<b>7.649,3</b>	<b>7.967,0</b>	<b>8.341,5</b>	<b>8.684,1</b>	<b>9.204,6</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	6.463,7	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.341,5	8.684,1	9.204,6
Salaires et traitements bruts (D.11)	4.695,0	4.976,0	5.112,0	5.236,9	5.369,7	5.412,8	5.707,0	6.048,1	6.320,1	6.741,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.768,7	1.848,8	1.942,4	2.018,3	2.127,9	2.236,5	2.260,0	2.293,4	2.364,0	2.463,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.020,8	1.053,5	1.119,1	1.182,2	1.274,1	1.358,3	1.409,2	1.442,2	1.488,5	1.561,0
A destination des administrations publiques	869,8	857,5	877,9	910,5	992,7	1.059,3	1.105,0	1.149,3	1.197,1	1.255,5
A destination des autres secteurs	151,0	196,0	241,2	271,7	281,4	299,0	304,2	292,9	291,4	305,5
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	747,9	795,3	823,3	836,1	853,8	878,2	850,8	851,2	875,5	902,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>6.463,7</b>	<b>6.824,8</b>	<b>7.054,4</b>	<b>7.255,2</b>	<b>7.497,6</b>	<b>7.649,3</b>	<b>7.967,0</b>	<b>8.341,5</b>	<b>8.684,1</b>	<b>9.204,6</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2.234,5	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	2.234,5	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6
Subventions (D.3)	-179,7	-183,2	-273,1	-302,8	-297,2	-331,2	-333,8	-348,2	-392,7	-400,6
Subventions sur les produits (D.31)	-69,4	-62,0	-69,9	-82,1	-64,3	-81,4	-76,9	-80,8	-87,2	-89,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-69,4	-62,0	-69,9	-82,1	-64,3	-81,4	-76,9	-80,8	-87,2	-89,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-110,3	-121,2	-203,2	-220,7	-232,9	-249,8	-256,9	-267,4	-305,5	-311,6
Revenus de la propriété (D.4)	884,1	905,2	946,5	1.034,4	1.070,8	1.114,5	1.167,7	1.207,1	942,8	991,9
Intérêts (D.41)	141,2	128,7	118,0	103,9	115,9	131,9	107,4	117,3	110,3	109,0
En provenance des administrations publiques	12,5	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	20,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	12,5	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	20,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	128,7	114,6	103,8	93,1	68,5	54,4	56,2	56,0	59,3	88,4
Revenus distribués des sociétés (D.42)	650,5	678,9	728,4	823,9	844,8	885,7	961,6	987,2	728,6	779,0
Dividendes (D.421)	598,4	629,3	682,0	762,9	784,6	859,1	926,9	959,9	701,3	749,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	52,1	49,6	46,4	61,0	60,2	26,6	34,7	27,3	27,3	30,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	4,1	4,4	4,3	5,3	5,9	5,2	4,8	5,7	7,0	5,0
Loyers (D.45)	88,3	93,2	95,8	101,3	104,2	91,7	93,9	96,9	96,9	98,9
<b>Total Ressources</b>	<b>2.938,9</b>	<b>3.132,4</b>	<b>3.207,0</b>	<b>3.492,4</b>	<b>3.693,8</b>	<b>3.740,5</b>	<b>3.929,1</b>	<b>3.957,8</b>	<b>3.817,8</b>	<b>4.227,9</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	1.113,9	1.081,6	999,2	1.033,4	955,4	770,5	749,9	751,2	800,1	789,0
Intérêts (D.41)	1.113,9	1.081,6	999,2	1.033,4	955,4	770,5	749,9	751,2	800,1	789,0
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.113,9	1.081,6	999,2	1.033,4	955,4	770,5	749,9	751,2	800,1	789,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	1.825,0	2.050,8	2.207,8	2.459,0	2.738,4	2.970,0	3.179,2	3.206,6	3.017,7	3.438,9
<b>Total Emplois</b>	<b>2.938,9</b>	<b>3.132,4</b>	<b>3.207,0</b>	<b>3.492,4</b>	<b>3.693,8</b>	<b>3.740,5</b>	<b>3.929,1</b>	<b>3.957,8</b>	<b>3.817,8</b>	<b>4.227,9</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	1.825,0	2.050,8	2.207,8	2.459,0	2.738,4	2.970,0	3.179,2	3.206,6	3.017,7	3.438,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.325,5	1.656,4	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.095,2	2.252,5
Impôts sur le revenu (D.51)	1.164,4	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.164,4	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.164,4	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	161,1	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	161,1	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	161,1	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	839,2	887,1	902,9	908,3	874,0	894,1	866,7	867,1	891,4	918,3
Cotisations sociales effectives (D.611)	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	747,9	795,3	823,3	836,1	853,8	878,2	850,8	851,2	875,5	902,3
Autres transferts courants (D.7)	5.653,5	6.021,7	6.135,8	6.103,9	6.051,7	6.235,7	6.549,2	6.787,4	7.138,7	7.792,8
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	36,4	36,2	37,4	28,4	19,7	20,3	23,5	27,0	32,2	25,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.539,5	5.897,0	6.001,4	5.976,3	5.943,3	6.123,5	6.426,1	6.660,2	7.004,6	7.663,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.539,5	5.822,6	5.959,3	5.901,9	5.868,9	6.040,5	6.331,6	6.565,8	6.927,1	7.623,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	873,2	970,5	941,6	1.017,5	974,4	1.003,3	1.041,2	1.222,1	1.370,8	1.873,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	4.666,3	4.841,9	5.011,6	4.874,3	4.880,3	5.025,0	5.258,6	5.307,4	5.523,1	5.720,2
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	10,2	6,1	10,1	14,2	12,2	31,8	36,3	33,2	29,8
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	77,6	88,5	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	100,2	101,9	103,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	77,6	88,5	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	100,2	101,9	103,9

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	77,6	88,5	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	100,2	101,9	103,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>9.643,2</b>	<b>10.616,0</b>	<b>11.047,6</b>	<b>11.258,0</b>	<b>11.607,5</b>	<b>11.934,4</b>	<b>12.624,8</b>	<b>12.480,9</b>	<b>13.143,0</b>	<b>14.402,5</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	10,5	9,9	9,4	12,1	11,9	10,1	10,9	10,7	10,7	9,0
Impôts sur le revenu (D.51)	10,5	9,9	9,4	12,1	11,9	10,1	10,9	10,7	10,7	9,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.158,6	1.264,8	1.293,9	1.346,7	1.347,9	1.352,7	1.362,3	1.433,4	1.477,0	1.667,2
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	839,1	887,1	902,9	908,2	873,9	894,0	866,6	867,1	891,4	918,3
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	319,5	377,7	391,0	438,5	474,0	458,7	495,7	566,3	585,6	748,9
Autres transferts courants (D.7)	243,4	263,5	406,4	433,3	451,8	513,8	561,4	577,8	665,3	687,5
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	25,6	25,6	26,1	31,8	33,4	34,0	38,4	42,7	50,3	40,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	16,7	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	162,8
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	16,7	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	162,8
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6,3	8,7	9,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	10,4	10,4	99,7	103,8	104,5	129,6	115,6	116,4	139,7	162,7
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	201,1	218,8	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	418,6	475,2	484,7
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	201,1	218,8	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	418,6	475,2	484,7
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	111,2	121,2	129,5	140,8	149,0	162,3	192,9	196,0	221,4	225,8
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	89,9	97,6	142,0	156,5	164,6	187,8	214,4	222,6	253,8	258,9
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	8.230,7	9.077,8	9.337,9	9.465,9	9.795,9	10.057,8	10.690,2	10.459,0	10.990,0	12.038,8
<b>Total Emplois</b>	<b>9.643,2</b>	<b>10.616,0</b>	<b>11.047,6</b>	<b>11.258,0</b>	<b>11.607,5</b>	<b>11.934,4</b>	<b>12.624,8</b>	<b>12.480,9</b>	<b>13.143,0</b>	<b>14.402,5</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	8.230,7	9.077,8	9.337,9	9.465,9	9.795,9	10.057,8	10.690,2	10.459,0	10.990,0	12.038,8
<b>Total Ressources</b>	<b>8.230,7</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.459,0</b>	<b>10.990,0</b>	<b>12.038,8</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	3.889,9	4.068,3	4.151,9	4.230,0	4.401,5	4.520,2	4.667,6	4.880,3	5.065,4	5.190,7
Prestations sociales en nature (D.631)	194,2	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	357,4	386,1
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	194,2	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	357,4	386,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	194,2	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	357,4	386,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	3.695,7	3.879,7	3.923,9	3.997,0	4.143,1	4.278,8	4.413,3	4.517,4	4.708,0	4.804,6
Revenu disponible ajusté (B.7n)	4.340,8	5.009,5	5.186,0	5.235,9	5.394,4	5.537,6	6.022,6	5.578,7	5.924,6	6.848,1
<b>Total Emplois</b>	<b>8.230,7</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.459,0</b>	<b>10.990,0</b>	<b>12.038,8</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	8.230,7	9.077,8	9.337,9	9.465,9	9.795,9	10.057,8	10.690,2	10.459,0	10.990,0	12.038,8
<b>Total Ressources</b>	<b>8.230,7</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.459,0</b>	<b>10.990,0</b>	<b>12.038,8</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	8.148,1	8.618,6	8.831,1	9.119,1	9.551,0	9.731,6	10.233,9	10.736,8	11.121,0	11.747,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	3.889,9	4.068,3	4.151,9	4.230,0	4.401,5	4.520,2	4.667,6	4.880,3	5.065,4	5.190,7
Dépenses de consommation collective (P.32)	4.258,2	4.550,3	4.679,2	4.889,1	5.149,5	5.211,4	5.566,3	5.856,5	6.055,6	6.556,8
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	82,6	459,2	506,8	346,8	244,9	326,2	456,3	-277,8	-131,0	291,3
<b>Total Emplois</b>	<b>8.230,7</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.459,0</b>	<b>10.990,0</b>	<b>12.038,8</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	4.340,8	5.009,5	5.186,0	5.235,9	5.394,4	5.537,6	6.022,6	5.578,7	5.924,6	6.848,1
<b>Total Ressources</b>	<b>4.340,8</b>	<b>5.009,5</b>	<b>5.186,0</b>	<b>5.235,9</b>	<b>5.394,4</b>	<b>5.537,6</b>	<b>6.022,6</b>	<b>5.578,7</b>	<b>5.924,6</b>	<b>6.848,1</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	4.258,2	4.550,3	4.679,2	4.889,1	5.149,5	5.211,4	5.566,3	5.856,5	6.055,6	6.556,8
Consommation collective effective (P.42)	4.258,2	4.550,3	4.679,2	4.889,1	5.149,5	5.211,4	5.566,3	5.856,5	6.055,6	6.556,8
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	82,6	459,2	506,8	346,8	244,9	326,2	456,3	-277,8	-131,0	291,3
<b>Total Emplois</b>	<b>4.340,8</b>	<b>5.009,5</b>	<b>5.186,0</b>	<b>5.235,9</b>	<b>5.394,4</b>	<b>5.537,6</b>	<b>6.022,6</b>	<b>5.578,7</b>	<b>5.924,6</b>	<b>6.848,1</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	82,6	459,2	506,8	346,8	244,9	326,2	456,3	-277,8	-131,0	291,3
Transferts en capital à recevoir (D.9)	499,7	584,0	708,3	660,9	727,5	664,8	782,9	1.120,8	765,9	735,8
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	473,9	546,8	551,4	593,2	658,2	636,8	649,5	706,0	729,0	692,4
En provenance des administrations publiques	473,9	546,8	551,4	593,2	658,2	636,8	649,5	706,0	729,0	692,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	73,0	76,2	80,7	84,7	78,4	72,2	70,8	77,9	78,1	55,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	400,9	470,6	470,7	508,5	579,8	564,6	578,7	628,1	650,9	637,2
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	25,8	37,2	156,9	67,7	69,3	28,0	133,4	414,8	36,9	43,4
En provenance des administrations publiques	12,8	19,1	72,1	0,0	2,8	4,0	88,2	360,7	2,4	1,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	12,8	19,1	19,5	0,0	2,8	4,0	88,2	360,7	2,4	1,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	13,0	18,1	84,8	67,7	66,5	24,0	45,2	54,1	34,5	42,4
En provenance des sociétés non financières	10,7	15,5	74,0	51,0	44,1	16,2	36,0	44,7	24,7	32,5
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2,3	2,6	10,8	16,7	22,4	7,8	9,2	9,4	9,8	9,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-210,8	-166,3	-37,6	-90,0	-103,0	-140,9	-139,4	-139,1	-99,6	-119,3
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-36,3	-38,3	-37,6	-61,5	-75,9	-64,7	-86,2	-85,6	-96,7	-98,6
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-36,3	-38,3	-37,6	-61,5	-75,9	-64,7	-86,2	-85,6	-96,7	-98,6
Versées aux sociétés non financières	-18,7	-18,8	-16,6	-28,9	-32,4	-28,1	-37,2	-33,2	-37,4	-38,2
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-9,6	-10,7	-10,0	-12,0	-17,2	-12,0	-14,0	-15,0	-16,6	-16,9
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-8,0	-8,8	-11,0	-20,6	-26,3	-24,6	-35,0	-37,4	-42,7	-43,5
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-174,5	-128,0	0,0	-28,5	-27,1	-76,2	-53,2	-53,5	-2,9	-20,7
Versés aux administrations publiques	-1,0	-4,1	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-2,9	-2,7
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,0	-4,1	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-2,9	-2,7
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-173,5	-123,9	0,0	-24,8	-24,8	-74,4	-49,6	-49,6	0,0	-18,0
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	-173,5	-123,9	0,0	-24,8	-24,8	-74,4	-49,6	-49,6	0,0	-18,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>371,5</b>	<b>876,9</b>	<b>1.177,5</b>	<b>917,7</b>	<b>869,4</b>	<b>850,1</b>	<b>1.099,8</b>	<b>703,9</b>	<b>535,3</b>	<b>907,8</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	371,5	876,9	1.177,5	917,7	869,4	850,1	1.099,8	703,9	535,3	907,8
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>371,5</b>	<b>876,9</b>	<b>1.177,5</b>	<b>917,7</b>	<b>869,4</b>	<b>850,1</b>	<b>1.099,8</b>	<b>703,9</b>	<b>535,3</b>	<b>907,8</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	371,5	876,9	1.177,5	917,7	869,4	850,1	1.099,8	703,9	535,3	907,8
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>371,5</b>	<b>876,9</b>	<b>1.177,5</b>	<b>917,7</b>	<b>869,4</b>	<b>850,1</b>	<b>1.099,8</b>	<b>703,9</b>	<b>535,3</b>	<b>907,8</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.812,9	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.812,9	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.812,9	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.824,8	2.029,2	1.648,4	1.534,1	1.591,0	1.644,0	2.127,0	2.494,4	2.013,7	1.794,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-11,9	-11,5	-7,9	-6,9	-6,8	-6,1	-7,6	-9,1	-9,7	-9,7
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-951,2	-1.005,4	-1.054,7	-1.086,6	-1.124,6	-1.164,1	-1.213,5	-1.206,3	-1.257,8	-1.295,5
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-42,8	-32,7	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	-22,7	-28,8
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-42,8	-32,7	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	-22,7	-28,8
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-447,4	-102,7	606,8	487,9	422,6	381,9	196,3	-568,3	-188,2	447,8
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>371,5</b>	<b>876,9</b>	<b>1.177,5</b>	<b>917,7</b>	<b>869,4</b>	<b>850,1</b>	<b>1.099,8</b>	<b>703,9</b>	<b>535,3</b>	<b>907,8</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions de euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	1.340,7	1.391,4	1.444,7	1.491,6	1.521,9	1.553,7	1.611,4	1.659,0	1.742,9	1.842,5
Production marchande (P.11)	25,0	22,9	18,8	17,4	10,7	10,6	10,6	10,6	10,6	10,5
Production pour usage final propre (P.12)	23,0	23,6	24,6	27,2	27,9	31,7	32,6	37,8	42,5	43,4
Autre production non marchande (P.13)	1.292,7	1.344,9	1.401,3	1.447,0	1.483,3	1.511,4	1.568,2	1.610,6	1.689,8	1.788,6
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	15,7	12,1	14,1	13,8	14,5	12,9	13,1	12,8	15,2	27,4
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.277,0	1.332,8	1.387,2	1.433,2	1.468,8	1.498,5	1.555,1	1.597,8	1.674,6	1.761,2
<b>Total Ressources</b>	<b>1.340,7</b>	<b>1.391,4</b>	<b>1.444,7</b>	<b>1.491,6</b>	<b>1.521,9</b>	<b>1.553,7</b>	<b>1.611,4</b>	<b>1.659,0</b>	<b>1.742,9</b>	<b>1.842,5</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	510,2	538,9	540,8	543,5	613,1	632,0	647,7	652,5	687,5	722,7
Valeur ajoutée brute (B.1b)	830,5	852,5	903,9	948,1	908,8	921,7	963,7	1.006,5	1.055,4	1.119,8
Consommation de capital fixe (K.1)	32,2	30,3	29,5	28,3	25,2	25,0	21,2	57,5	55,3	57,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	798,3	822,2	874,4	919,8	883,6	896,7	942,5	949,0	1.000,1	1.062,8
<b>Total Emplois</b>	<b>1.340,7</b>	<b>1.391,4</b>	<b>1.444,7</b>	<b>1.491,6</b>	<b>1.521,9</b>	<b>1.553,7</b>	<b>1.611,4</b>	<b>1.659,0</b>	<b>1.742,9</b>	<b>1.842,5</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	798,3	822,2	874,4	919,8	883,6	896,7	942,5	949,0	1.000,1	1.062,8
<b>Total Ressources</b>	<b>798,3</b>	<b>822,2</b>	<b>874,4</b>	<b>919,8</b>	<b>883,6</b>	<b>896,7</b>	<b>942,5</b>	<b>949,0</b>	<b>1.000,1</b>	<b>1.062,8</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	798,3	822,2	874,4	919,8	883,6	896,7	942,5	949,0	1.000,1	1.062,8
Salaires et traitements bruts (D.11)	585,5	606,5	644,2	680,0	645,1	654,7	693,3	690,7	731,0	779,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	212,8	215,7	230,2	239,8	238,5	242,0	249,2	258,3	269,1	283,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	202,5	205,4	219,4	228,4	227,3	231,0	237,5	245,7	255,6	267,8
A destination des administrations publiques	202,5	205,4	219,4	228,4	227,3	231,0	237,5	245,7	255,6	267,8
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	10,3	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>798,3</b>	<b>822,2</b>	<b>874,4</b>	<b>919,8</b>	<b>883,6</b>	<b>896,7</b>	<b>942,5</b>	<b>949,0</b>	<b>1.000,1</b>	<b>1.062,8</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	310,8	343,6	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	843,8	985,1
Impôts sur les produits (D.21)	263,7	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	743,7	818,7
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	263,7	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	743,7	818,7
Autres impôts sur la production (D.29)	47,1	83,1	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	166,4
Subventions (D.3)	-103,1	-106,1	-99,6	-117,2	-130,0	-202,3	-327,8	-483,5	-626,7	-653,6
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-103,1	-106,1	-99,6	-117,2	-130,0	-202,3	-327,8	-483,5	-626,7	-653,6
Revenus de la propriété (D.4)	394,4	292,8	269,9	272,8	271,5	349,2	322,4	335,3	366,4	349,1
Intérêts (D.41)	394,4	292,8	269,9	272,8	271,5	349,2	322,4	335,3	366,4	349,1
En provenance des administrations publiques	164,0	119,0	116,9	116,4	155,3	226,4	192,2	177,5	233,1	239,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	164,0	119,0	116,9	116,4	155,3	226,4	192,2	177,5	233,1	239,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	230,4	173,8	153,0	156,4	116,2	122,8	130,2	157,8	133,3	109,2
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>602,1</b>	<b>530,3</b>	<b>500,1</b>	<b>494,5</b>	<b>873,6</b>	<b>885,3</b>	<b>746,7</b>	<b>685,7</b>	<b>583,5</b>	<b>680,6</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions de euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	85,4	138,7	166,2	139,8	174,1	151,6	135,3	97,1	18,2	8,0
Intérêts (D.41)	85,4	138,7	166,2	139,8	174,1	151,6	135,3	97,1	18,2	8,0
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	85,4	138,7	166,2	139,8	174,1	151,6	135,3	97,1	18,2	8,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	516,7	391,6	333,9	354,7	699,5	733,7	611,4	588,6	565,3	672,6
<b>Total Emplois</b>	<b>602,1</b>	<b>530,3</b>	<b>500,1</b>	<b>494,5</b>	<b>873,6</b>	<b>885,3</b>	<b>746,7</b>	<b>685,7</b>	<b>583,5</b>	<b>680,6</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	516,7	391,6	333,9	354,7	699,5	733,7	611,4	588,6	565,3	672,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	93,1	383,7	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	878,1
Impôts sur le revenu (D.51)	1,1	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	669,1
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1,1	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	669,1
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1,1	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	669,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	27.356,8	28.157,8	28.584,5	29.004,8	30.128,5	31.430,4	32.602,8	33.693,1	35.309,8	36.759,0
Cotisations sociales effectives (D.611)	27.346,5	28.147,5	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.419,4	32.591,1	33.680,5	35.296,3	36.743,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.238,5	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.636,4	20.361,1	20.743,9	21.773,0	22.576,9
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.238,5	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.636,4	20.361,1	20.743,9	21.773,0	22.576,9
A charge des administrations publiques	1.981,7	2.022,6	2.097,9	2.160,2	2.272,4	2.374,7	2.471,2	2.526,4	2.634,6	2.743,5
A charge des autres secteurs	15.256,8	15.624,9	15.610,5	15.803,6	16.465,8	17.261,8	17.889,9	18.217,6	19.138,5	19.833,4
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	7.705,3	7.963,2	8.274,6	8.374,5	8.658,9	9.007,3	9.427,6	10.023,6	10.514,7	11.002,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	7.699,2	7.956,8	8.267,9	8.365,3	8.648,7	8.999,1	9.422,2	10.018,2	10.507,8	10.996,4
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,1	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	5,6
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.402,7	2.536,9	2.590,7	2.655,1	2.720,3	2.775,7	2.802,4	2.913,0	3.008,6	3.164,9

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions de euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.358,3	2.495,0	2.545,1	2.608,3	2.673,6	2.728,0	2.753,2	2.864,2	2.960,8	3.114,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	44,4	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	50,4
Cotisations sociales imputées (D.612)	10,3	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2
Autres transferts courants (D.7)	6.467,1	8.167,1	8.306,2	8.846,0	8.926,0	9.024,2	9.433,1	9.923,4	9.827,3	11.013,1
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	6.435,2	8.146,0	8.295,0	8.809,6	8.889,6	9.008,6	9.410,1	9.896,4	9.826,9	11.011,9
Transferts de recettes fiscales	390,0	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.586,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	390,0	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.586,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.045,2	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.975,4	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.425,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.045,2	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.975,4	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	6,6	105,8
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	31,9	21,1	11,2	36,4	36,4	15,6	23,0	27,0	0,4	1,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	31,9	21,1	11,2	36,4	36,4	15,6	23,0	27,0	0,4	1,2

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	19,8	12,4	5,0	12,4	0,0	0,0	0,8
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	31,9	21,1	11,2	16,6	24,0	10,6	10,6	27,0	0,4	0,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>34.433,7</b>	<b>37.100,2</b>	<b>37.680,8</b>	<b>38.717,4</b>	<b>40.459,1</b>	<b>41.988,3</b>	<b>43.443,9</b>	<b>44.988,7</b>	<b>46.555,7</b>	<b>49.322,8</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	24.781,1	25.365,8	26.060,4	26.700,5	27.174,7	27.832,8	28.276,8	28.878,9	30.116,4	31.934,0
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	24.753,8	25.334,3	26.026,6	26.664,9	27.137,0	27.794,6	28.235,6	28.836,0	30.075,0	31.888,3
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	10,3	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	17,0	21,2	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,5
Autres transferts courants (D.7)	137,3	115,1	219,3	140,5	125,9	144,9	337,3	302,1	321,3	369,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	40,2	68,6	50,8	44,2	49,6	77,0	143,1	168,1	160,3	177,2
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	40,2	68,6	50,8	44,2	49,6	77,0	143,1	168,1	160,3	177,2
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	40,2	58,4	44,7	34,1	35,4	64,8	111,3	131,8	127,1	147,4
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	10,2	6,1	10,1	14,2	12,2	31,8	36,3	33,2	29,8
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions de euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	97,1	46,5	168,5	96,3	76,3	67,9	194,2	134,0	161,0	192,2
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	97,1	46,5	168,5	96,3	76,3	67,9	194,2	134,0	161,0	192,2
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	97,1	46,5	168,5	96,3	76,3	67,9	194,2	134,0	161,0	192,2
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	9.515,3	11.619,3	11.401,1	11.876,4	13.158,5	14.010,6	14.829,8	15.807,7	16.118,0	17.019,4
<b>Total Emplois</b>	<b>34.433,7</b>	<b>37.100,2</b>	<b>37.680,8</b>	<b>38.717,4</b>	<b>40.459,1</b>	<b>41.988,3</b>	<b>43.443,9</b>	<b>44.988,7</b>	<b>46.555,7</b>	<b>49.322,8</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.515,3	11.619,3	11.401,1	11.876,4	13.158,5	14.010,6	14.829,8	15.807,7	16.118,0	17.019,4
<b>Total Ressources</b>	<b>9.515,3</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,5</b>	<b>14.010,6</b>	<b>14.829,8</b>	<b>15.807,7</b>	<b>16.118,0</b>	<b>17.019,4</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.495,9	10.813,7	11.542,3	12.346,7	12.284,5	12.920,5	13.658,7	14.479,1	15.546,2	16.117,4
Prestations sociales en nature (D.631)	9.218,9	9.480,9	10.155,1	10.913,5	10.815,7	11.422,0	12.103,6	12.881,3	13.871,6	14.356,2
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.304,4	1.209,2	1.110,5	1.159,1	1.185,5	1.216,1	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	7.914,5	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.205,9	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.952,5
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	7.914,5	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.205,9	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.952,5
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	1.277,0	1.332,8	1.387,2	1.433,2	1.468,8	1.498,5	1.555,1	1.597,8	1.674,6	1.761,2
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-980,6	805,6	-141,2	-470,3	874,0	1.090,1	1.171,1	1.328,6	571,8	902,0
<b>Total Emplois</b>	<b>9.515,3</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,5</b>	<b>14.010,6</b>	<b>14.829,8</b>	<b>15.807,7</b>	<b>16.118,0</b>	<b>17.019,4</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.515,3	11.619,3	11.401,1	11.876,4	13.158,5	14.010,6	14.829,8	15.807,7	16.118,0	17.019,4
<b>Total Ressources</b>	<b>9.515,3</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,5</b>	<b>14.010,6</b>	<b>14.829,8</b>	<b>15.807,7</b>	<b>16.118,0</b>	<b>17.019,4</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	10.495,9	10.813,7	11.542,3	12.346,7	12.284,5	12.920,5	13.658,7	14.479,1	15.546,2	16.117,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	10.495,9	10.813,7	11.542,3	12.346,7	12.284,5	12.920,5	13.658,7	14.479,1	15.546,2	16.117,4
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-980,6	805,6	-141,2	-470,3	874,0	1.090,1	1.171,1	1.328,6	571,8	902,0
<b>Total Emplois</b>	<b>9.515,3</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,5</b>	<b>14.010,6</b>	<b>14.829,8</b>	<b>15.807,7</b>	<b>16.118,0</b>	<b>17.019,4</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-980,6	805,6	-141,2	-470,3	874,0	1.090,1	1.171,1	1.328,6	571,8	902,0
<b>Total Ressources</b>	<b>-980,6</b>	<b>805,6</b>	<b>-141,2</b>	<b>-470,3</b>	<b>874,0</b>	<b>1.090,1</b>	<b>1.171,1</b>	<b>1.328,6</b>	<b>571,8</b>	<b>902,0</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-980,6	805,6	-141,2	-470,3	874,0	1.090,1	1.171,1	1.328,6	571,8	902,0
<b>Total Emplois</b>	<b>-980,6</b>	<b>805,6</b>	<b>-141,2</b>	<b>-470,3</b>	<b>874,0</b>	<b>1.090,1</b>	<b>1.171,1</b>	<b>1.328,6</b>	<b>571,8</b>	<b>902,0</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions de euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-980,6	805,6	-141,2	-470,3	874,0	1.090,1	1.171,1	1.328,6	571,8	902,0
Transferts en capital à recevoir (D.9)	77,5	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	476,0	119,0	1.462,6	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	76,8	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	476,0	119,0	1.462,6	0,0
En provenance des administrations publiques	76,8	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	128,9	99,2	1.462,6	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	76,8	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	29,7	0,0	1.363,4	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	99,2	99,2	99,2	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	19,8	0,0	0,0
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-8,9	-6,5	-13,5	-21,2	-31,1	-64,6	-26,3	-25,8	-190,8	-19,9
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-8,9	-6,5	-13,5	-21,2	-31,1	-64,6	-26,3	-25,8	-190,8	-19,9
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-171,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-171,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-8,9	-6,5	-13,5	-21,2	-31,1	-64,6	-26,3	-25,8	-19,8	-19,9
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	-9,3	-16,9	-27,1	-23,9	-18,1	-21,0	-18,3	-18,3
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	-8,9	-6,5	-4,2	-4,3	-4,0	-40,7	-8,2	-4,8	-1,5	-1,6
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions de euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-912,0</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,6</b>	<b>1.055,2</b>	<b>1.620,8</b>	<b>1.421,8</b>	<b>1.843,6</b>	<b>882,1</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-912,0	1.015,9	-131,9	-468,7	872,6	1.055,2	1.620,8	1.421,8	1.843,6	882,1
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-912,0</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,6</b>	<b>1.055,2</b>	<b>1.620,8</b>	<b>1.421,8</b>	<b>1.843,6</b>	<b>882,1</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-912,0	1.015,9	-131,9	-468,7	872,6	1.055,2	1.620,8	1.421,8	1.843,6	882,1
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-912,0</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,6</b>	<b>1.055,2</b>	<b>1.620,8</b>	<b>1.421,8</b>	<b>1.843,6</b>	<b>882,1</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	30,4	45,7	33,1	35,9	37,5	42,4	46,9	49,2	118,6	110,0
Formation brute de capital fixe (P.51)	30,4	45,7	33,1	35,9	37,5	42,4	46,9	49,2	118,6	110,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	7,4	22,1	8,5	8,7	9,6	10,7	14,3	11,4	76,1	66,6
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	7,4	22,1	8,5	8,7	9,6	10,7	14,3	11,4	76,1	66,6
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	23,0	23,6	24,6	27,2	27,9	31,7	32,6	37,8	42,5	43,4
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	23,0	23,6	24,6	27,2	27,9	31,7	32,6	37,8	42,5	43,4
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-32,2	-30,3	-29,5	-28,3	-25,2	-25,0	-21,2	-57,5	-55,3	-57,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-910,2	1.000,5	-135,5	-476,3	860,3	1.037,8	1.595,1	1.430,1	1.780,3	829,1
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-912,0</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,6</b>	<b>1.055,2</b>	<b>1.620,8</b>	<b>1.421,8</b>	<b>1.843,6</b>	<b>882,1</b>

## **5 IMPOTS ET COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES PAR TYPE**



## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>22.414,6</b>	<b>24.191,1</b>	<b>24.633,9</b>	<b>26.294,4</b>	<b>27.918,8</b>	<b>28.972,2</b>	<b>31.074,7</b>	<b>32.394,1</b>	<b>32.185,0</b>	<b>33.744,2</b>
Impôts sur les produits (D.21)	19.120,9	20.590,4	20.806,9	22.253,9	23.478,5	24.448,2	26.383,2	27.720,5	27.252,9	28.712,7
Taxes du type TVA (D.211)	11.432,3	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.727,0	17.823,3
TVA grevant les produits	11.432,3	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.727,0	17.823,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	141,1	149,8	157,6	166,6	179,9	188,2	198,3	216,8	211,9	234,1
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	145,1	135,6	128,8	132,7	148,8	139,5	140,1	149,6	150,6	155,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	11,4	14,4	14,4	16,1	20,6	22,5	25,1	23,5	23,9	24,6
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	59,6	60,0	62,0	68,1	91,9	96,2	99,4	101,3	104,3	105,4
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	52,0	56,9	58,8	58,0	61,3	62,0	68,5	66,4	67,7	72,2
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	14,0	14,0	12,9	13,7	13,2	14,2	13,7	13,4	13,7	12,8
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	7.205,9	7.705,8	7.694,1	8.433,9	8.831,7	9.325,4	9.704,3	9.972,1	9.894,3	10.215,3
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	4.014,1	4.368,7	4.480,0	4.859,0	5.026,4	5.244,9	5.379,3	5.436,6	5.340,4	5.605,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	2.657,8	2.810,4	2.870,1	3.052,2	3.189,5	3.287,8	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	730,3	762,9	824,8	903,7	853,4	969,3	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	54,4	50,8	48,3	49,7	40,0	52,3	52,5	56,1	56,4	58,1

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	160,4	175,7	170,1	173,9	199,0	196,8	200,0	198,5	196,8	192,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	63,8	69,9	72,2	71,1	75,2	76,1	84,0	81,4	83,0	88,5
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	17,0	21,0	20,1	22,3	31,2	31,1	30,7	32,0	30,9	30,1
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	34,3	36,5	34,7	39,8	36,4	37,1	33,9	29,1	35,2	28,5
Cotisation sur l'énergie	55,3	215,0	202,8	219,4	215,7	206,8	205,3	192,5	201,4	192,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	215,0	194,6	207,5	300,9	367,6	379,1	376,1	363,1	327,2	335,9
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	24,9	31,1	28,4	25,2	17,2	7,1	13,8	14,0	12,6	14,2
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,1	0,2	0,1	0,4	0,6	3,2	1,9	1,7	1,3
Droits de timbres (D.214 B)	153,6	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7
Droits de timbres	153,6	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214.C)	1.461,7	1.611,1	1.471,8	1.651,5	1.898,4	2.204,2	2.309,5	2.428,7	2.355,1	2.324,9
Droits d'enregistrement	1.265,7	1.349,5	1.268,7	1.429,6	1.594,6	1.825,8	1.907,0	1.967,4	2.030,0	2.066,0
Droits d'hypothèque	35,3	40,8	28,1	39,9	46,7	42,6	54,5	37,4	39,3	45,9
Droits de greffe	33,6	37,9	41,6	40,6	39,8	39,3	37,2	38,0	38,6	38,6
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	127,1	182,9	133,4	141,4	217,3	296,5	310,8	385,9	247,2	174,4
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	138,7	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	252,4
Taxe d'immatriculation	18,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	120,0	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	252,4
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	57,7	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2
Taxes sur les jeux et les paris	57,7	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.139,6	1.125,6	1.162,6	1.176,9	1.208,1	1.198,5	1.222,2	1.282,1	1.329,0	1.414,3
Taxes sur les contrats d'assurance	575,3	558,3	585,0	567,6	610,1	603,4	622,8	650,4	665,8	722,6
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	46,9	47,6	49,0	49,5	47,1	46,9	46,0	47,1	47,8	49,5
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	422,4	415,6	416,5	440,3	430,0	422,9	426,8	446,1	464,3	480,6
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	78,2	85,3	88,3	93,3	93,2	91,3	88,6	95,6	97,4	100,9
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	12,7	14,7	19,7	21,7	23,4	28,5	33,0	36,4	47,3	54,5
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	4,1	4,1	4,1	4,5	4,3	5,5	5,0	6,5	6,4	6,2
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	212,0	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5
Bénéfices de la loterie nationale	212,0	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	28,5	30,3	32,4	48,2	69,1	70,0	75,5	130,2	88,2	134,5
Taxe d'affichage	1,1	1,3	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	25,2	26,8	29,1	44,6	65,1	66,2	71,8	126,2	84,1	130,4
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,2	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,8
Autres impôts sur la production (D.29)	3.293,7	3.600,7	3.827,0	4.040,5	4.440,3	4.524,0	4.691,5	4.673,6	4.932,1	5.031,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.041,1	2.220,9	2.401,0	2.629,3	2.755,5	2.862,5	2.856,6	2.897,1	3.060,1	3.411,4
Précoppte immobilier (PP)	1.302,4	1.433,2	1.560,0	1.700,7	1.773,0	1.848,0	1.851,4	1.856,9	1.970,2	2.225,9
Précoppte immobilier (Soc)	650,8	716,3	768,3	837,6	886,6	924,1	925,7	928,5	985,1	1.112,5
Taxe d'ouverture	12,8	13,9	14,8	14,7	16,4	14,0	13,3	12,8	10,8	4,2
Taxe de patente	13,8	14,2	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,4
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	61,3	43,3	43,9	62,1	71,4	67,7	61,2	93,7	88,7	63,4
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	354,4	352,2	421,7	504,0	535,6	524,7	612,0	595,4	601,1	640,3
Taxe de circulation payée par les entreprises	324,4	317,8	307,1	326,5	344,3	322,5	387,7	376,2	380,5	391,6
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	30,0	34,4	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	49,2	53,8
Eurovignette	0,0	0,0	84,4	77,8	83,6	88,1	82,2	82,4	90,0	111,5
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	59,7	65,6	68,7	71,8	66,2	81,4	83,4
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	25,4	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3
Taxe sur les centres de coordination	25,4	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	106,5	93,2	101,5	114,7	145,9	112,4	121,1	99,5	106,0	101,3
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	100,6	81,0	89,7	103,9	121,5	92,5	99,8	74,0	72,5	69,0
Taxe sur le lisier (RF)	5,9	4,0	4,0	1,4	9,1	4,8	2,2	10,7	4,6	5,5
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	8,2	7,8	9,4	15,3	15,1	19,1	14,8	28,9	26,8
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	766,3	909,6	879,0	767,8	980,0	1.000,0	1.079,4	1.059,2	1.141,1	856,2
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	16,8	20,0	20,1	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	66,2	87,5	72,7	78,9	75,2	53,1
Annuité de brevets	6,2	8,4	6,4	7,1	1,1	11,2	7,3	7,2	5,7	7,5
Rente de monopole (Belgacom)	74,4	71,9	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	62,0	62,0	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	73,7	76,3
Cotisation unique des sociétés	38,6	34,6	34,7	36,7	69,4	79,5	83,3	85,2	99,3	99,5
Remboursement biologie clinique	8,5	48,5	27,5	3,2	1,5	0,6	0,1	-5,3	0,8	66,9
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	235,7	254,8	309,8	298,4	295,6	355,7	357,3	346,7	365,0	0,0

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	37,2	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	386,1	409,4	344,1	348,7	456,3	375,6	506,0	493,8	521,4	552,9
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>29.347,8</b>	<b>31.487,5</b>	<b>33.737,4</b>	<b>34.443,9</b>	<b>37.065,2</b>	<b>39.714,9</b>	<b>40.289,9</b>	<b>42.947,9</b>	<b>44.714,3</b>	<b>45.786,7</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	28.543,3	30.639,4	32.850,0	33.330,3	35.757,0	38.407,0	38.839,9	41.584,7	43.280,7	44.009,9
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	24.700,8	26.137,2	27.880,2	27.618,3	29.394,0	30.546,0	30.968,8	33.252,0	34.996,1	35.682,5
Précompte mobilier (PP)	1.649,5	1.984,8	2.377,1	1.783,8	1.879,8	1.662,6	1.484,2	1.715,3	1.764,3	1.764,8
Précompte professionnel (PP)	20.501,9	20.950,0	21.786,9	22.465,7	23.864,5	25.419,2	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9
Versements anticipés (PP)	1.979,1	2.056,6	2.066,1	1.984,8	2.005,7	2.024,6	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7
Rôles (PP)	543,3	854,3	1.281,0	882,5	1.066,5	842,2	873,5	816,7	770,1	967,1
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	29,3	24,9	26,6	25,9	22,9	17,9	26,0	23,1	13,8	11,1
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	259,6	333,8	455,0	545,8	569,3	581,6	601,0	670,0	668,6
Cotisation sur les hauts revenus	1,1	1,3	1,0	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres impôts sur le revenu	-3,4	5,7	7,7	20,1	8,4	9,7	8,0	8,4	10,4	55,8
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	3.799,0	4.455,6	4.889,9	5.639,1	6.272,7	7.770,2	7.710,6	8.097,1	8.098,9	8.100,2
Précompte mobilier (Soc)	1.013,1	792,8	510,2	712,0	731,0	686,1	763,0	548,7	607,7	527,7
Versements anticipés (Soc)	3.111,5	3.731,7	4.374,9	4.746,4	5.590,6	6.935,4	6.762,4	7.122,0	7.134,2	6.597,6
Impôts des non-résidents (Soc)	32,1	22,8	28,4	5,3	11,8	61,2	-22,1	17,2	16,8	-2,3
Rôles (Soc)	-377,9	-101,1	-34,3	167,5	-66,5	81,3	200,1	404,4	330,4	951,7
Autres impôts sur le revenu	20,2	9,4	10,7	7,9	5,8	6,2	7,2	4,8	9,8	25,5
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	43,5	46,6	79,9	72,9	90,3	90,8	160,5	235,6	185,7	227,2
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	31,7	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1
Autres impôts sur le revenu	11,8	9,9	9,4	13,5	19,1	25,5	31,8	40,5	44,1	37,1
Autres impôts courants (D.59)	804,5	848,1	887,4	1.113,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.433,6	1.776,8
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	190,4	230,1	239,8	269,2	420,7	432,1	430,9	416,0	425,7	462,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	71,9	75,1	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	105,6	112,7
Taxes sur les ASBL	22,3	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	4,2	7,3	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
Impôts de capitation (D.59 B)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	80,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	14,7
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,3
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	545,1	564,1	588,5	774,5	833,2	813,9	956,9	888,6	938,7	962,5
Taxe de circulation payée par les ménages	545,1	564,1	588,5	653,2	702,0	676,6	813,2	756,1	775,9	795,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	121,3	131,2	137,3	143,7	132,5	162,8	166,9
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	39,6	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	272,3
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3
Autres taxes	39,6	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>713,4</b>	<b>747,7</b>	<b>761,2</b>	<b>830,3</b>	<b>816,0</b>	<b>956,3</b>	<b>1.022,2</b>	<b>1.174,8</b>	<b>1.206,2</b>	<b>1.267,1</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	35,5	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	54,8
Droits sur les donations	35,5	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	54,8
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	677,9	706,0	719,7	786,5	770,0	908,3	967,8	1.115,6	1.145,8	1.212,3
Droits de succession	581,9	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7
Taxe sur l'épargne à long terme	96,0	98,3	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91.C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>52.475,8</b>	<b>56.426,3</b>	<b>59.132,5</b>	<b>61.568,6</b>	<b>65.800,0</b>	<b>69.643,4</b>	<b>72.386,8</b>	<b>76.516,8</b>	<b>78.105,5</b>	<b>80.798,0</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>28.419,1</b>	<b>29.290,3</b>	<b>29.834,0</b>	<b>30.248,4</b>	<b>31.393,3</b>	<b>32.689,4</b>	<b>33.879,2</b>	<b>35.017,7</b>	<b>36.629,9</b>	<b>38.125,5</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.411,6	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.903,9	20.641,3	21.040,8	22.048,0	22.883,1
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.411,6	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.903,9	20.641,3	21.040,8	22.048,0	22.883,1
A charge des administrations publiques	2.091,5	2.143,0	2.227,7	2.291,1	2.405,2	2.493,8	2.611,3	2.673,6	2.785,0	2.907,5
A charge des autres secteurs	15.320,1	15.708,9	15.708,4	15.879,9	16.607,9	17.410,1	18.030,0	18.367,2	19.263,0	19.975,6
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8.587,9	8.883,5	9.208,3	9.314,3	9.546,9	9.896,4	10.313,3	10.936,9	11.441,5	11.938,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8.581,8	8.877,1	9.201,6	9.305,1	9.536,7	9.888,2	10.307,9	10.931,5	11.434,6	11.933,3
Sur les salaires et traitements bruts	8.581,8	8.877,1	9.201,6	9.305,1	9.536,7	9.888,2	10.307,9	10.931,5	11.434,6	11.933,3
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,1	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	5,6
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.419,6	2.554,9	2.689,6	2.763,1	2.833,3	2.889,1	2.924,6	3.040,0	3.140,4	3.303,5
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.375,2	2.513,0	2.644,0	2.716,3	2.786,6	2.841,4	2.875,4	2.991,2	3.092,6	3.253,1
A charge des travailleurs indépendants	1.851,6	1.974,7	1.965,6	1.981,4	2.023,5	2.070,6	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,1
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	523,6	538,3	678,4	734,9	763,1	770,8	797,5	853,3	885,6	952,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	44,4	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	50,4
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	44,4	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	50,4
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>80.894,9</b>	<b>85.716,6</b>	<b>88.966,5</b>	<b>91.817,0</b>	<b>97.193,3</b>	<b>102.332,8</b>	<b>106.266,0</b>	<b>111.534,5</b>	<b>114.735,4</b>	<b>118.923,5</b>

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>18.619,6</b>	<b>20.180,9</b>	<b>20.449,7</b>	<b>21.699,0</b>	<b>22.590,7</b>	<b>23.518,3</b>	<b>25.353,6</b>	<b>26.598,0</b>	<b>26.172,3</b>	<b>25.670,2</b>
Impôts sur les produits (D.21)	18.154,4	19.626,8	19.839,0	21.120,1	21.862,6	22.783,6	24.615,4	25.877,6	25.431,2	25.355,9
Taxes du type TVA (D.211)	11.432,3	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.727,0	17.823,3
TVA grevant les produits	11.432,3	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.727,0	17.823,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	482,7	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	141,1	149,8	157,6	166,6	179,9	188,2	198,3	216,8	211,9	234,1
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	145,1	135,6	128,8	132,7	148,8	139,5	140,1	149,6	150,6	155,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	11,4	14,4	14,4	16,1	20,6	22,5	25,1	23,5	23,9	24,6
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	59,6	60,0	62,0	68,1	91,9	96,2	99,4	101,3	104,3	105,4
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	52,0	56,9	58,8	58,0	61,3	62,0	68,5	66,4	67,7	72,2
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	14,0	14,0	12,9	13,7	13,2	14,2	13,7	13,4	13,7	12,8
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	6.239,4	6.742,2	6.726,2	7.300,1	7.215,8	7.660,8	7.936,5	8.129,2	8.072,6	6.858,5
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	3.799,1	4.174,1	4.272,5	4.558,1	4.658,8	4.865,8	5.003,2	5.073,5	5.013,2	5.269,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	2.657,8	2.810,4	2.870,1	3.052,2	3.189,5	3.287,8	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	730,3	762,9	824,8	903,7	853,4	969,3	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	54,4	50,8	48,3	49,7	40,0	52,3	52,5	56,1	56,4	58,1

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	160,4	175,7	170,1	173,9	199,0	196,8	200,0	198,5	196,8	192,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	63,8	69,9	72,2	71,1	75,2	76,1	84,0	81,4	83,0	88,5
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	17,0	21,0	20,1	22,3	31,2	31,1	30,7	32,0	30,9	30,1
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	34,3	36,5	34,7	39,8	36,4	37,1	33,9	29,1	35,2	28,5
Cotisation sur l'énergie	55,3	215,0	202,8	219,4	215,7	206,8	205,3	192,5	201,4	192,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	24,9	31,1	28,4	25,2	17,2	7,1	13,8	14,0	12,6	14,2
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,1	0,2	0,1	0,4	0,6	3,2	1,9	1,7	1,3
Droits de timbres (D.214 B)	153,6	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7
Droits de timbres	153,6	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214.C)	1.031,6	1.161,5	1.033,4	1.172,6	1.363,4	1.624,8	1.636,7	1.748,2	1.648,6	421,3
Droits d'enregistrement	835,6	899,9	830,3	950,7	1.059,6	1.246,4	1.234,2	1.286,9	1.323,5	162,4
Droits d'hypothèque	35,3	40,8	28,1	39,9	46,7	42,6	54,5	37,4	39,3	45,9
Droits de greffe	33,6	37,9	41,6	40,6	39,8	39,3	37,2	38,0	38,6	38,6
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	127,1	182,9	133,4	141,4	217,3	296,5	310,8	385,9	247,2	174,4
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	138,7	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	0,0
Taxe d'immatriculation	18,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	120,0	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	903,3	894,1	926,3	924,9	614,4	608,9	627,8	656,9	672,2	728,8
Taxes sur les contrats d'assurance	575,3	558,3	585,0	567,6	610,1	603,4	622,8	650,4	665,8	722,6
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	46,9	47,6	49,0	49,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	198,8	198,8	199,9	210,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	78,2	85,3	88,3	93,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	4,1	4,1	4,1	4,5	4,3	5,5	5,0	6,5	6,4	6,2
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	212,0	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5
Bénéfices de la loterie nationale	212,0	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	1,1	1,3	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3
Taxe d'affichage	1,1	1,3	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	465,2	554,1	610,7	578,9	728,1	734,7	738,2	720,4	741,1	314,3
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	13,8	14,2	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,4
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	13,8	14,2	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,4
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	294,9	288,9	363,6	434,3	462,2	450,0	506,4	490,6	491,9	83,4
Taxe de circulation payée par les entreprises	294,9	288,9	279,2	296,8	313,0	293,2	352,4	342,0	320,5	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	84,4	77,8	83,6	88,1	82,2	82,4	90,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	59,7	65,6	68,7	71,8	66,2	81,4	83,4
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	25,4	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3
Taxe sur les centres de coordination	25,4	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	131,1	226,2	209,3	105,7	234,5	251,6	204,4	202,2	220,1	203,2
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	16,8	20,0	20,1	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	66,2	87,5	72,7	78,9	75,2	53,1
Annuité de brevets	6,2	8,4	6,4	7,1	1,1	11,2	7,3	7,2	5,7	7,5
Rente de monopole (Belgacom)	74,4	71,9	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	62,0	62,0	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	73,7	76,3
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	37,2	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	33,7	63,9	46,4	24,9	77,3	63,0	71,7	63,4	65,5	66,3
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>27.899,8</b>	<b>29.427,9</b>	<b>31.458,2</b>	<b>32.112,7</b>	<b>34.399,7</b>	<b>37.056,0</b>	<b>37.439,0</b>	<b>40.524,3</b>	<b>41.683,0</b>	<b>41.843,0</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	27.377,8	28.882,9	30.890,5	31.360,5	33.543,6	36.202,8	36.438,0	39.572,2	40.729,5	41.535,8
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	23.535,3	24.380,7	25.920,7	25.648,5	27.180,6	28.341,8	28.566,9	31.239,5	32.444,9	33.208,4
Précompte mobilier (PP)	1.649,5	1.984,8	2.377,1	1.783,8	1.879,8	1.662,6	1.484,2	1.715,3	1.764,3	1.764,8
Précompte professionnel (PP)	20.501,9	20.950,0	21.786,9	22.465,7	23.864,5	25.419,2	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9
Versements anticipés (PP)	1.979,1	2.056,6	2.066,1	1.984,8	2.005,7	2.024,6	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7
Rôles (PP)	-621,1	-641,3	-343,7	-693,8	-662,7	-792,2	-946,3	-594,3	-1.110,6	-837,9
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	29,3	24,9	26,6	25,9	22,9	17,9	26,0	23,1	13,8	11,1
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	62,0	62,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	-3,4	5,7	7,7	20,1	8,4	9,7	8,0	8,4	10,4	55,8
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	3.799,0	4.455,6	4.889,9	5.639,1	6.272,7	7.770,2	7.710,6	8.097,1	8.098,9	8.100,2
Précompte mobilier (Soc)	1.013,1	792,8	510,2	712,0	731,0	686,1	763,0	548,7	607,7	527,7
Versements anticipés (Soc)	3.111,5	3.731,7	4.374,9	4.746,4	5.590,6	6.935,4	6.762,4	7.122,0	7.134,2	6.597,6
Impôts des non-résidents (Soc)	32,1	22,8	28,4	5,3	11,8	61,2	-22,1	17,2	16,8	-2,3
Rôles (Soc)	-377,9	-101,1	-34,3	167,5	-66,5	81,3	200,1	404,4	330,4	951,7
Autres impôts sur le revenu	20,2	9,4	10,7	7,9	5,8	6,2	7,2	4,8	9,8	25,5
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	43,5	46,6	79,9	72,9	90,3	90,8	160,5	235,6	185,7	227,2
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	31,7	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1
Autres impôts sur le revenu	11,8	9,9	9,4	13,5	19,1	25,5	31,8	40,5	44,1	37,1
Autres impôts courants (D.59)	522,0	545,0	567,7	752,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	26,5	32,2	32,7	37,1	86,7	100,8	118,0	132,2	137,3	140,3
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	22,3	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	4,2	7,3	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	495,5	512,8	535,0	715,1	769,4	752,4	883,0	819,9	816,2	166,9
Taxe de circulation payée par les ménages	495,5	512,8	535,0	593,8	638,2	615,1	739,3	687,4	653,4	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	121,3	131,2	137,3	143,7	132,5	162,8	166,9
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>131,5</b>	<b>140,0</b>	<b>114,5</b>	<b>93,1</b>	<b>103,0</b>	<b>112,4</b>	<b>129,2</b>	<b>132,9</b>	<b>133,5</b>	<b>83,6</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	35,5	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	0,0
Droits sur les donations	35,5	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	96,0	98,3	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	96,0	98,3	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>46.650,9</b>	<b>49.748,8</b>	<b>52.022,4</b>	<b>53.904,8</b>	<b>57.093,4</b>	<b>60.686,7</b>	<b>62.921,8</b>	<b>67.255,2</b>	<b>67.988,8</b>	<b>67.596,8</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>981,3</b>	<b>1.051,0</b>	<b>1.180,7</b>	<b>1.182,8</b>	<b>1.255,8</b>	<b>1.254,1</b>	<b>1.272,2</b>	<b>1.321,3</b>	<b>1.317,7</b>	<b>1.365,7</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	173,1	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	173,1	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2
A charge des administrations publiques	109,8	120,5	129,8	130,9	132,9	119,2	140,1	147,3	150,5	164,0
A charge des autres secteurs	63,3	84,0	97,9	76,3	142,1	148,3	140,1	149,6	124,5	142,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	791,3	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	910,9	920,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	791,3	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	910,9	920,9
Sur les salaires et traitements bruts	791,3	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	910,9	920,9
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	16,9	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	138,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	16,9	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	138,6
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	16,9	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	138,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>47.632,2</b>	<b>50.799,8</b>	<b>53.203,1</b>	<b>55.087,6</b>	<b>58.349,2</b>	<b>61.940,8</b>	<b>64.194,0</b>	<b>68.576,5</b>	<b>69.306,5</b>	<b>68.962,5</b>

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>1.249,7</b>	<b>1.256,2</b>	<b>1.320,8</b>	<b>1.495,7</b>	<b>1.675,8</b>	<b>1.758,3</b>	<b>1.873,8</b>	<b>1.863,3</b>	<b>1.901,2</b>	<b>3.452,3</b>
Impôts sur les produits (D.21)	702,8	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	702,8	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	215,0	194,6	207,5	300,9	367,6	379,1	376,1	363,1	327,2	335,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	215,0	194,6	207,5	300,9	367,6	379,1	376,1	363,1	327,2	335,9
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	430,1	449,6	438,4	478,9	535,0	579,4	672,8	680,5	706,5	1.903,6
Droits d'enregistrement	430,1	449,6	438,4	478,9	535,0	579,4	672,8	680,5	706,5	1.903,6
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	252,4
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	252,4
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	57,7	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2
Taxes sur les jeux et les paris	57,7	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	546,9	553,1	620,5	660,9	721,1	752,0	774,7	774,4	823,2	914,2
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	174,7	166,3	175,8	199,9	217,6	218,7	201,8	231,9	245,5	251,4
Précompte immobilier (PP)	66,7	72,3	78,5	82,5	86,5	91,3	84,9	83,6	97,3	122,4
Précompte immobilier (Soc)	33,9	36,8	38,6	40,6	43,3	45,7	42,4	41,8	48,7	61,4
Taxe d'ouverture	12,8	13,9	14,8	14,7	16,4	14,0	13,3	12,8	10,8	4,2
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	61,3	43,3	43,9	62,1	71,4	67,7	61,2	93,7	88,7	63,4
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	30,0	34,4	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	74,6	521,3
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,4	356,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	30,0	34,4	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	49,2	53,8
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	111,5
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	106,5	93,2	101,5	114,7	145,9	112,4	121,1	99,5	106,0	101,3
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	100,6	81,0	89,7	103,9	121,5	92,5	99,8	74,0	72,5	69,0
Taxe sur le lisier (RF)	5,9	4,0	4,0	1,4	9,1	4,8	2,2	10,7	4,6	5,5
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	8,2	7,8	9,4	15,3	15,1	19,1	14,8	28,9	26,8
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	235,7	259,2	313,0	306,3	315,5	375,5	381,5	372,4	397,1	40,2
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	235,7	254,8	309,8	298,4	295,6	355,7	357,3	346,7	365,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	4,4	3,2	7,9	19,9	19,8	24,2	25,7	32,1	40,2
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>29,4</b>	<b>19,5</b>	<b>21,9</b>	<b>32,5</b>	<b>17,0</b>	<b>24,3</b>	<b>24,6</b>	<b>20,2</b>	<b>82,8</b>	<b>813,1</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	80,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	29,4	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	14,7
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,3
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	723,3
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	723,3
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>581,9</b>	<b>607,7</b>	<b>646,7</b>	<b>737,2</b>	<b>713,0</b>	<b>843,9</b>	<b>893,0</b>	<b>1.041,9</b>	<b>1.072,7</b>	<b>1.183,5</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	581,9	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7
Droits de succession	581,9	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>1.861,0</b>	<b>1.883,4</b>	<b>1.989,4</b>	<b>2.265,4</b>	<b>2.405,8</b>	<b>2.626,5</b>	<b>2.791,4</b>	<b>2.925,4</b>	<b>3.056,7</b>	<b>5.448,9</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>0,0</b>									
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>1.861,0</b>	<b>1.883,4</b>	<b>1.989,4</b>	<b>2.265,4</b>	<b>2.405,8</b>	<b>2.626,5</b>	<b>2.791,4</b>	<b>2.925,4</b>	<b>3.056,7</b>	<b>5.448,9</b>

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>2.234,5</b>	<b>2.410,4</b>	<b>2.533,6</b>	<b>2.760,8</b>	<b>2.920,2</b>	<b>2.957,2</b>	<b>3.095,2</b>	<b>3.098,9</b>	<b>3.267,7</b>	<b>3.636,6</b>
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	2.234,5	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	1.852,6	2.040,4	2.211,2	2.415,2	2.529,8	2.635,1	2.649,8	2.660,0	2.809,3	3.154,6
Précompte immobilier (PP)	1.235,7	1.360,9	1.481,5	1.618,2	1.686,5	1.756,7	1.766,5	1.773,3	1.872,9	2.103,5
Précompte immobilier (Soc)	616,9	679,5	729,7	797,0	843,3	878,4	883,3	886,7	936,4	1.051,1
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	29,5	28,9	27,9	29,7	31,3	29,3	35,3	34,2	34,6	35,6
Taxe de circulation payée par les entreprises	29,5	28,9	27,9	29,7	31,3	29,3	35,3	34,2	34,6	35,6
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	352,4	341,1	294,5	315,9	359,1	292,8	410,1	404,7	423,8	446,4
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	352,4	341,1	294,5	315,9	359,1	292,8	410,1	404,7	423,8	446,4
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>1.325,5</b>	<b>1.656,4</b>	<b>1.801,1</b>	<b>1.786,8</b>	<b>1.943,4</b>	<b>1.834,6</b>	<b>2.029,7</b>	<b>1.619,8</b>	<b>2.095,2</b>	<b>2.252,5</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	1.164,4	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	1.164,4	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	1.164,4	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	161,1	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	71,9	75,1	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	105,6	112,7
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	71,9	75,1	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	105,6	112,7
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	49,6	51,3	53,5	59,4	63,8	61,5	73,9	68,7	70,5	72,3
Taxe de circulation payée par les ménages	49,6	51,3	53,5	59,4	63,8	61,5	73,9	68,7	70,5	72,3
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	39,6	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	39,6	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>3.560,0</b>	<b>4.066,8</b>	<b>4.334,7</b>	<b>4.547,6</b>	<b>4.863,6</b>	<b>4.791,8</b>	<b>5.124,9</b>	<b>4.718,7</b>	<b>5.362,9</b>	<b>5.889,1</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>91,3</b>	<b>91,8</b>	<b>79,6</b>	<b>72,2</b>	<b>20,2</b>	<b>15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>16,0</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Sur les salaires et traitements bruts	91,3	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>3.651,3</b>	<b>4.158,6</b>	<b>4.414,3</b>	<b>4.619,8</b>	<b>4.883,8</b>	<b>4.807,7</b>	<b>5.140,8</b>	<b>4.734,6</b>	<b>5.378,8</b>	<b>5.905,1</b>

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>310,8</b>	<b>343,6</b>	<b>329,8</b>	<b>338,9</b>	<b>732,1</b>	<b>738,4</b>	<b>752,1</b>	<b>833,9</b>	<b>843,8</b>	<b>985,1</b>
Impôts sur les produits (D.21)	263,7	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	743,7	818,7
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	263,7	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	743,7	818,7
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	236,3	231,5	236,3	252,0	593,7	589,6	594,4	625,2	656,8	685,5
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	47,1	46,9	46,0	47,1	47,8	49,5
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	223,6	216,8	216,6	230,3	430,0	422,9	426,8	446,1	464,3	480,6
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	93,2	91,3	88,6	95,6	97,4	100,9
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	12,7	14,7	19,7	21,7	23,4	28,5	33,0	36,4	47,3	54,5
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	27,4	29,0	31,3	47,0	67,5	68,7	74,3	128,8	86,9	133,2
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	25,2	26,8	29,1	44,6	65,1	66,2	71,8	126,2	84,1	130,4
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,2	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,8
Autres impôts sur la production (D.29)	47,1	83,1	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	166,4
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	47,1	83,1	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	166,4
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	38,6	34,6	34,7	36,7	69,4	79,5	83,3	85,2	99,3	99,5
Remboursement biologie clinique	8,5	48,5	27,5	3,2	1,5	0,6	0,1	-5,3	0,8	66,9
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>93,1</b>	<b>383,7</b>	<b>456,2</b>	<b>511,9</b>	<b>705,1</b>	<b>800,0</b>	<b>796,6</b>	<b>783,6</b>	<b>853,3</b>	<b>878,1</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	1,1	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	669,1
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	1,1	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	669,1
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	259,6	333,8	393,0	483,8	569,3	581,6	601,0	670,0	668,6
Cotisation sur les hauts revenus	1,1	1,3	1,0	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	92,0	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	209,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>403,9</b>	<b>727,3</b>	<b>786,0</b>	<b>850,8</b>	<b>1.437,2</b>	<b>1.538,4</b>	<b>1.548,7</b>	<b>1.617,5</b>	<b>1.697,1</b>	<b>1.863,2</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>27.346,5</b>	<b>28.147,5</b>	<b>28.573,7</b>	<b>28.993,4</b>	<b>30.117,3</b>	<b>31.419,4</b>	<b>32.591,1</b>	<b>33.680,5</b>	<b>35.296,3</b>	<b>36.743,8</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.238,5	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.636,4	20.361,1	20.743,9	21.773,0	22.576,9
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.238,5	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.636,4	20.361,1	20.743,9	21.773,0	22.576,9
A charge des administrations publiques	1.981,7	2.022,5	2.097,9	2.160,2	2.272,3	2.374,6	2.471,2	2.526,3	2.634,5	2.743,5
A charge des autres secteurs	15.256,8	15.624,9	15.610,5	15.803,6	16.465,8	17.261,8	17.889,9	18.217,6	19.138,5	19.833,4
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	7.705,3	7.963,2	8.274,6	8.374,5	8.658,9	9.007,3	9.427,6	10.023,6	10.514,7	11.002,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	7.699,2	7.956,8	8.267,9	8.365,3	8.648,7	8.999,1	9.422,2	10.018,2	10.507,8	10.996,4
Sur les salaires et traitements bruts	7.699,2	7.956,8	8.267,9	8.365,3	8.648,7	8.999,1	9.422,2	10.018,2	10.507,8	10.996,4
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,1	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	5,6
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.402,7	2.536,9	2.590,7	2.655,1	2.720,3	2.775,7	2.802,4	2.913,0	3.008,6	3.164,9
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.358,3	2.495,0	2.545,1	2.608,3	2.673,6	2.728,0	2.753,2	2.864,2	2.960,8	3.114,5
A charge des travailleurs indépendants	1.851,6	1.974,7	1.965,6	1.981,4	2.023,5	2.070,6	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,1
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	506,7	520,3	579,5	626,9	650,1	657,4	675,3	726,3	753,8	813,4
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	44,4	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	50,4
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	44,4	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	50,4
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>27.750,4</b>	<b>28.874,8</b>	<b>29.359,7</b>	<b>29.844,2</b>	<b>31.554,5</b>	<b>32.957,8</b>	<b>34.139,8</b>	<b>35.298,0</b>	<b>36.993,4</b>	<b>38.607,0</b>

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>2.112,1</b>	<b>2.222,6</b>	<b>2.223,1</b>	<b>2.071,6</b>	<b>2.218,6</b>	<b>2.236,6</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.395,1</b>	<b>2.476,5</b>	<b>2.255,6</b>
Impôts sur les produits (D.21)	2.112,1	2.222,6	2.223,1	2.071,6	2.218,6	2.236,6	2.186,2	2.395,1	2.476,5	2.255,6
Taxes du type TVA (D.211)	1.086,4	1.172,4	1.119,5	1.014,9	987,7	962,2	937,9	1.011,5	1.089,4	826,3
TVA grevant les produits	1.086,4	1.172,4	1.119,5	1.014,9	987,7	962,2	937,9	1.011,5	1.089,4	826,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	926,5	953,4	1.011,2	971,9	1.156,7	1.203,4	1.162,6	1.308,8	1.341,2	1.379,3
Droits sur les importations (D.2121)	862,0	914,7	984,7	938,0	1.126,3	1.159,4	1.128,6	1.280,8	1.317,9	1.359,3
Droits d'entrée, y compris droits CECA	862,0	914,7	984,7	938,0	1.126,3	1.159,4	1.128,6	1.280,8	1.317,9	1.359,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	64,5	38,7	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	20,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	64,4	38,7	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	20,0
Prélèvements agricoles	64,4	38,7	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	20,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	99,2	96,8	92,4	84,8	74,2	71,0	85,7	74,8	45,9	50,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	99,2	96,8	92,4	84,8	74,2	71,0	85,7	74,8	45,9	50,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	75,0	84,9	81,3	69,7	66,3	64,8	72,9	74,8	45,9	50,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	5,8	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	11,2	5,4	5,4	9,5	1,8	6,2	12,8	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	7,0	6,8	5,7	5,6	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>2.112,1</b>	<b>2.222,6</b>	<b>2.223,1</b>	<b>2.071,6</b>	<b>2.218,6</b>	<b>2.236,6</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.395,1</b>	<b>2.476,5</b>	<b>2.255,6</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>0,0</b>									
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>2.112,1</b>	<b>2.222,6</b>	<b>2.223,1</b>	<b>2.071,6</b>	<b>2.218,6</b>	<b>2.236,6</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.395,1</b>	<b>2.476,5</b>	<b>2.255,6</b>

## 5.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Transferts de recettes fiscales</b>	<b>17.068,3</b>	<b>19.920,0</b>	<b>21.020,5</b>	<b>22.114,3</b>	<b>23.753,8</b>	<b>24.798,4</b>	<b>26.246,0</b>	<b>26.885,3</b>	<b>28.873,1</b>	<b>27.115,6</b>
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	16.678,4	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0
TVA grevant les produits	8.100,6	8.453,4	8.571,5	8.578,4	8.912,0	8.960,1	9.101,2	9.203,6	9.671,7	9.938,5
Précompte professionnel (PP)	8.577,8	9.407,9	10.172,6	10.724,4	11.763,1	12.722,1	13.763,2	13.830,0	15.626,3	12.549,5
Aux administrations locales	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
TVA grevant les produits	0,0	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	40,9
Aux administrations de sécurité sociale	390,0	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.586,7
TVA grevant les produits	10,8	519,4	1.594,1	2.079,5	2.967,2	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.488,5	4.492,9
Droits d'accise	55,3	399,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les huiles minérales	0,0	127,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	0,0	56,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	55,3	215,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	644,5	555,3	555,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier	0,0	336,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP) - Stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,0	93,8
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	46,9	12,1	12,3	14,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	198,8	50,5	50,4	61,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	78,2	21,7	22,3	27,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



## **6 DETAIL DES PRESTATIONS SOCIALES**



## 6.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>42.545,0</b>	<b>43.845,5</b>	<b>45.718,0</b>	<b>47.427,8</b>	<b>48.361,3</b>	<b>49.771,5</b>	<b>51.293,0</b>	<b>53.282,7</b>	<b>55.998,4</b>	<b>59.189,0</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	10.973,8	11.295,0	12.201,0	13.068,6	13.047,4	13.601,4	14.510,1	15.501,1	16.689,6	17.409,6
Soins de santé	10.102,8	10.313,7	11.155,2	11.972,8	11.830,8	12.422,0	13.145,2	13.933,9	14.959,9	15.368,9
Salariés	9.295,9	9.453,1	10.274,8	11.025,3	10.933,4	11.481,7	12.142,4	12.873,2	13.818,2	14.205,8
Indépendants	708,6	754,8	780,4	849,9	804,6	844,6	901,2	963,8	1.046,6	1.068,6
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	81,8	81,5	80,1	78,4	73,6	71,3	74,3	69,6	65,4	64,5
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	16,5	24,3	19,9	19,2	19,2	24,4	27,3	27,3	29,7	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5
Autres prestations sociales en nature	871,0	981,3	1.045,8	1.095,8	1.216,6	1.179,4	1.364,9	1.567,2	1.729,7	1.972,2
Prestations sociales en espèces	31.571,2	32.550,5	33.517,0	34.359,2	35.313,9	36.170,1	36.782,9	37.781,6	39.308,8	41.779,4
Indemnités maladie-invalidité	2.415,6	2.430,5	2.482,0	2.543,3	2.546,7	2.634,1	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.261,7
Salariés	2.286,1	2.294,3	2.343,9	2.404,5	2.410,3	2.496,9	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.092,5
Indépendants	129,5	136,2	138,1	138,8	136,4	137,2	136,9	140,3	153,3	169,2
Chômage	4.224,4	4.307,3	4.218,8	4.421,8	4.462,2	4.529,6	4.492,0	4.380,6	4.629,4	5.266,9
Prépensions	1.276,6	1.290,5	1.293,6	1.304,9	1.308,2	1.254,7	1.214,9	1.163,0	1.165,4	1.158,1
Interruption de carrière	152,7	135,9	131,8	130,4	137,7	160,5	196,9	235,7	275,1	360,4
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	11.901,9	12.264,6	12.723,5	13.109,8	13.457,8	13.800,4	14.148,8	14.549,3	15.114,7	15.739,8
Salariés	10.085,1	10.403,2	10.791,9	11.145,9	11.468,9	11.795,2	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.543,9
Indépendants	1.596,3	1.631,7	1.692,4	1.716,1	1.734,6	1.746,6	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.913,9
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	220,5	229,7	239,2	247,8	254,3	258,6	260,3	262,8	272,7	282,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	4.257,6	4.560,5	4.817,6	4.968,8	5.417,8	5.639,8	5.776,4	6.022,7	6.269,6	6.629,7
Fonds des veuves et orphelins	676,0	713,3	749,6	768,1	794,2	812,5	829,8	854,5	878,5	914,1
Pool des parastataux	103,0	111,5	112,0	129,4	132,7	143,4	152,7	170,6	172,5	179,9
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	276,9	296,7	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	513,4	533,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	263,5	275,5	287,3	299,7	314,1	329,4
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	25,8
Régime d'employeurs	3.201,7	3.439,0	3.629,6	3.729,1	3.839,4	3.970,5	4.048,6	4.215,3	4.391,1	4.673,3
Allocations familiales (secteur privé)	3.136,9	3.186,3	3.257,0	3.314,5	3.354,6	3.390,2	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.613,7
Salariés	2.794,2	2.833,1	2.898,5	2.955,9	2.989,2	3.022,0	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,2
Indépendants	325,7	332,0	335,5	334,4	338,9	341,0	322,6	316,0	332,2	340,0
Prestations familiales garanties	17,0	21,2	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,5
Allocations familiales (secteur public)	662,7	676,9	704,3	790,7	824,4	851,4	863,4	901,2	937,0	959,2
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	211,6	218,9	229,2	240,6	249,2	255,4	251,2	283,5	281,9	289,0
Régime d'employeurs	451,1	458,0	475,1	550,1	575,2	596,0	612,2	617,7	655,1	670,2
Accidents de travail	153,4	152,6	154,5	151,8	150,6	158,9	168,4	161,5	164,2	167,7
Maladies professionnelles	367,5	365,7	358,9	349,0	336,4	335,1	316,3	324,3	325,0	326,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	261,9	297,4	336,4	368,3	408,5	399,1	423,8	426,2	404,8	536,2
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	247,1	235,8	235,2	231,0	232,9	230,8	226,8	249,1	257,7	257,7
Allocations aux handicapés	836,8	860,9	904,5	867,8	881,5	901,6	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2
Pensions de guerre	367,5	352,4	336,1	322,1	303,6	288,6	270,9	250,8	239,0	223,4
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	611,7	653,3	744,2	684,9	671,0	773,8	782,0	875,2	965,1	1.000,7
Autres prestations sociales en espèces	696,9	779,9	818,6	800,1	820,0	821,5	830,9	990,5	1.003,8	1.171,0

## 6.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>4.803,0</b>	<b>4.910,8</b>	<b>5.199,2</b>	<b>5.269,6</b>	<b>5.608,6</b>	<b>5.658,8</b>	<b>5.751,1</b>	<b>5.904,3</b>	<b>6.052,0</b>	<b>6.145,3</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	904,1	861,4	1.028,3	1.103,5	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6
Soins de santé	904,1	861,4	1.028,3	1.103,5	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6
Salariés	756,3	712,6	895,7	949,6	933,0	913,0	946,3	963,0	1.001,4	994,2
Indépendants	66,0	67,3	52,5	75,5	70,3	68,6	70,1	73,4	78,4	80,9
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	81,8	81,5	80,1	78,4	73,6	71,3	74,3	69,6	65,4	64,5
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces	3.898,9	4.049,4	4.170,9	4.166,1	4.531,7	4.605,9	4.660,4	4.798,3	4.906,8	5.005,7
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.037,6	2.174,5	2.246,8	2.250,5	2.595,3	2.651,5	2.699,5	2.807,0	2.885,2	2.955,7
Fonds des veuves et orphelins	676,0	713,3	749,6	768,1	794,2	812,5	829,8	854,5	878,5	914,1
Pool des parastataux	103,0	111,5	112,0	129,4	132,7	143,4	152,7	170,6	172,5	179,9
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	263,5	275,5	287,3	299,7	314,1	329,4
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	25,8
Régime d'employeurs	1.258,6	1.349,7	1.385,2	1.353,0	1.404,9	1.420,1	1.429,7	1.482,2	1.520,1	1.532,3
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	172,3	174,0	177,2	231,9	248,9	261,0	260,5	251,5	273,0	271,2
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	172,3	174,0	177,2	231,9	248,9	261,0	260,5	251,5	273,0	271,2
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	247,1	235,8	235,2	231,0	232,9	230,8	226,8	249,1	257,7	257,7
Allocations aux handicapés	836,8	860,9	904,5	867,8	881,5	901,6	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2
Pensions de guerre	367,5	352,4	336,1	322,1	303,6	288,6	270,9	250,8	239,0	223,4
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	237,6	251,8	271,1	262,8	269,5	272,4	251,0	250,3	226,3	190,5

### 6.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>2.389,1</b>	<b>2.634,6</b>	<b>2.781,7</b>	<b>2.964,6</b>	<b>3.156,4</b>	<b>3.263,7</b>	<b>3.544,8</b>	<b>3.821,8</b>	<b>4.124,1</b>	<b>4.700,2</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	656,6	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	656,6	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7
Prestations sociales en espèces	1.732,5	1.870,5	1.992,1	2.146,0	2.260,0	2.378,6	2.483,3	2.670,9	2.808,6	3.172,5
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	1.132,3	1.231,7	1.372,0	1.498,8	1.591,8	1.688,8	1.785,2	1.899,9	2.014,9	2.258,6
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	1.132,3	1.231,7	1.372,0	1.498,8	1.591,8	1.688,8	1.785,2	1.899,9	2.014,9	2.258,6
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	241,4	245,6	258,1	278,6	286,7	295,3	310,8	323,4	337,0	351,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	241,4	245,6	258,1	278,6	286,7	295,3	310,8	323,4	337,0	351,9
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	358,8	393,2	362,0	368,6	381,5	394,5	387,3	447,6	456,7	562,0

## 6.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>1.352,8</b>	<b>1.453,4</b>	<b>1.521,8</b>	<b>1.579,6</b>	<b>1.606,2</b>	<b>1.594,0</b>	<b>1.616,6</b>	<b>1.796,4</b>	<b>1.834,4</b>	<b>2.053,3</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	194,2	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	357,4	386,1
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	194,2	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	357,4	386,1
Prestations sociales en espèces	1.158,6	1.264,8	1.293,8	1.346,6	1.347,8	1.352,6	1.362,3	1.433,5	1.477,0	1.667,2
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	810,8	857,6	872,4	877,3	842,7	861,6	833,7	833,2	856,1	882,4
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	810,8	857,6	872,4	877,3	842,7	861,6	833,7	833,2	856,1	882,4
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	27,1	28,1	29,0	28,2	28,4	28,7	29,2	30,2	31,6	31,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	27,1	28,1	29,0	28,2	28,4	28,7	29,2	30,2	31,6	31,9
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	261,9	297,4	336,4	368,3	408,5	399,1	423,8	426,2	404,8	536,2
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	58,8	81,7	56,0	72,8	68,2	63,2	75,6	143,9	184,5	216,7

## 6.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>34.000,1</b>	<b>34.846,7</b>	<b>36.215,3</b>	<b>37.614,0</b>	<b>37.990,1</b>	<b>39.255,0</b>	<b>40.380,5</b>	<b>41.760,2</b>	<b>43.987,9</b>	<b>46.290,2</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	9.218,9	9.480,9	10.155,1	10.913,5	10.815,7	11.422,0	12.103,6	12.881,3	13.871,5	14.356,2
Soins de santé	9.198,7	9.452,3	10.126,9	10.869,3	10.753,9	11.369,1	12.054,5	12.827,9	13.814,7	14.229,3
Salariés	8.539,6	8.740,5	9.379,1	10.075,7	10.000,4	10.568,7	11.196,1	11.910,2	12.816,8	13.211,6
Indépendants	642,6	687,5	727,9	774,4	734,3	776,0	831,1	890,4	968,2	987,7
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	16,5	24,3	19,9	19,2	19,2	24,4	27,3	27,3	29,7	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5
Autres prestations sociales en nature	20,2	28,6	28,2	44,2	61,8	52,9	49,1	53,4	56,8	58,4
Prestations sociales en espèces	24.781,2	25.365,8	26.060,2	26.700,5	27.174,4	27.833,0	28.276,9	28.878,9	30.116,4	31.934,0
Indemnités maladie-invalidité	2.415,6	2.430,5	2.482,0	2.543,3	2.546,7	2.634,1	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.261,7
Salariés	2.286,1	2.294,3	2.343,9	2.404,5	2.410,3	2.496,9	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.092,5
Indépendants	129,5	136,2	138,1	138,8	136,4	137,2	136,9	140,3	153,3	169,2
Chômage	4.224,4	4.307,3	4.218,8	4.421,8	4.462,2	4.529,6	4.492,0	4.380,6	4.629,4	5.266,9
Prépensions	1.276,6	1.290,5	1.293,6	1.304,9	1.308,2	1.254,7	1.214,9	1.163,0	1.165,4	1.158,1
Interruption de carrière	152,7	135,9	131,8	130,4	137,7	160,5	196,9	235,7	275,1	360,4
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	11.901,9	12.264,6	12.723,5	13.109,8	13.457,8	13.800,4	14.148,8	14.549,3	15.114,7	15.739,8
Salariés	10.085,1	10.403,2	10.791,9	11.145,9	11.468,9	11.795,2	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.543,9
Indépendants	1.596,3	1.631,7	1.692,4	1.716,1	1.734,6	1.746,6	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.913,9
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	220,5	229,7	239,2	247,8	254,3	258,6	260,3	262,8	272,7	282,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	276,9	296,7	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	513,4	533,0
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	276,9	296,7	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	513,4	533,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.136,9	3.186,3	3.257,0	3.314,5	3.354,6	3.390,2	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.613,7
Salariés	2.794,2	2.833,1	2.898,5	2.955,9	2.989,2	3.022,0	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,2
Indépendants	325,7	332,0	335,5	334,4	338,9	341,0	322,6	316,0	332,2	340,0
Prestations familiales garanties	17,0	21,2	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,5
Allocations familiales (secteur public)	221,9	229,2	240,0	252,0	260,4	266,4	262,9	296,1	295,4	304,2
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	211,6	218,9	229,2	240,6	249,2	255,4	251,2	283,5	281,9	289,0
Régime d'employeurs	10,3	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2
Accidents de travail	153,4	152,6	154,5	151,8	150,6	158,9	168,4	161,5	164,2	167,7
Maladies professionnelles	367,5	365,7	358,9	349,0	336,4	335,1	316,3	324,3	325,0	326,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	611,7	653,3	744,2	684,9	671,0	773,8	782,0	875,2	965,1	1.000,7
Autres prestations sociales en espèces	41,7	53,2	129,5	95,9	100,8	91,4	117,0	148,7	136,3	201,8

**Info**



## INFOS PUBLICATIONS

### PAPIER

	F	N	E	Le numéro	L'abonnement	Fréquence
<b>Statistique générale</b>						
Bulletin statistique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	26,00 €	94,00 €	4/an
Bulletin statistique - Actualisation mensuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	52,00 €	8/an
Indicateurs économiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		gratuit	hebdomadaire
Communiqué de presse - enquêtes sur la conjoncture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		gratuit	12/an
<b>Commerce extérieur</b>						
Bulletin mensuel (Belgique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	7,25 €	81,75 €	13/an
Bulletin trimestriel (Belgique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	26,00 €	81,75 €	5/an
Bulletin trimestriel (Résultats régionaux)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	26,00 €	81,75 €	4/an
<b>Comptes nationaux</b>						
Agrégats trimestriels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	6,00 €	19,75 €	4/an
Comptes régionaux - 1995 - 2000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/an
Partie 1 - Estimations des agrégats annuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	12,25 €	-	1/an
Partie 2 - Comptes détaillés et tableaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/an
Stock de capital et investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/an
Offre globale pour les comptes nationaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	-	80,00 €	8/an

Disponible à l'adresse

<http://www.nbb.be/DQ/F/planningPapPub.htm>

### CD-ROM

Le cd-rom trimestriel comporte une partie de la base de données de séries chronologiques de la Banque Nationale de Belgique et est disponible en français et en néerlandais.

En plus des données, vous trouverez des notes méthodologiques expliquant les tableaux du Bulletin statistique. Vous pouvez également consulter les derniers numéros de celui-ci et les imprimer facilement.

Cd-rom Belgostat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	25,00 €	60,00 €	4/an
Cd-rom Annuaire du commerce extérieur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	25,00 €	-	1/an

Disponible à l'adresse: [http://www.nbb.be/DQ/F/order\\_single.htm](http://www.nbb.be/DQ/F/order_single.htm)

### SITE INTERNET

Consultez notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.nbb.be/DQ/F/homef.htm>

### ADRESSAGE AUTOMATIQUE

Inscription sur la liste d'adressage automatique des publications statistiques en format PDF

Disponible à l'adresse: <http://www.nbb.be/DQ/F/bestel.htm>

### IDENTIFICATION

Nom:

Institution et n° de TVA:

Adresse :

Tél. ou fax:

Adresse e-mail:

<b>Fax BNB:</b>	<b>02/221 31 34</b>
<b>E-mail:</b>	<b>statisticalpaper@nbb.be</b>